



CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

NOVEMBRE 2023 - n°25

- **Palestine : du drame révolutionnaire jordanien de 1970 à la tragédie islamiste gazaouie de 2023 (page 3)**
- **Fatah (1970) : La révolution palestinienne et les Juifs (page 14)**
- **Définition du sionisme par l'Organisation de Libération de la Palestine en 1968 (page 31), FDLP et la solution démocratique (page 32), Plate-forme commune du Conseil national palestinien en 1970 (page 33), Liste des organisations avec le Hamas (page 35)**
- **La Turquie dans l'oeil du cyclone (page 36)**
- **La dimension féodale au sein des pays semi-coloniaux semi-féodaux en Orient (page 49)**
- **Féodalité, bourgeoisie compradore et capitalisme bureaucratique (page 59)**
- **Le rapport entre semi-colonialisme et semi-féodalisme (2012) (page 68)**
- **L'Afghan Akram Yari et le capitalisme bureaucratique (page 76)**

L'attaque du Hamas menée le 7 octobre 2023 a été répugnante ; rien que le fait de penser que des enfants ont été assassinés ou pris en otage fait froid dans le dos. Quant à la Palestine, on se doute bien qu'elle n'a rien à voir avec un tel massacre : le Hamas est un cancer féodal de quelques dizaines de milliers d'hommes, dans un Gaza martyr de deux millions d'habitants. À l'arrière-plan de l'initiative des islamistes du Hamas, il n'y a rien d'autre que le jeu belliciste des puissances, avec l'Iran ici, les États-Unis là-bas, Israël ici, le Qatar là-bas, etc. C'est l'étalage de violence pour la domination. La réaction israélienne de bombarder massivement Gaza est d'ailleurs également monstrueuse et tout aussi cynique, car elle vise à détruire, massacrer jusqu'à la terreur.

On n'a pas affaire ici à une lutte pour la justice, ni chez les uns ni chez les autres ; la seule logique à l'oeuvre, c'est celle de la bataille pour le repartage du monde.

éditorial

La situation au Proche-Orient n'en a pas fini d'être explosive, en raison de cette bataille pour redistribuer les cartes. Autant alors tout de suite se concentrer sur l'essentiel : la dimension féodale qui existe au Proche-Orient, et d'ailleurs dans tous les pays du tiers-monde. La colonisation a en effet généré, systématisé le féodalisme dans les campagnes, et c'est un verrou anti-démocratique qui empêche tout avancée, en Colombie comme au Mali, en Corée du Sud comme en Indonésie. La gauche palestinienne, qui a été si forte jusqu'en 1970 mais n'a pas assumé le maoïsme, s'est brisée sur ce féodalisme, tout comme la gauche iranienne hier avec la « révolution » de l'imam Khomeini en 1979.

Nous encourageons à suivre les sites :

vivelemaoisme.org

materialisme-dialectique.com

Palestine : du drame révolutionnaire jordanien de 1970 à la tragédie islamiste gazaouie de 2023

En 1970, les Palestiniens avaient généré de puissantes organisations révolutionnaires, basées en Jordanie et se reconnaissant dans la révolution mondiale ; en 2023, il ne reste plus rien de la révolution palestinienne et l'hégémonie du Hamas conduit les Palestiniens au désastre.

Les réfugiés palestiniens et la question jordanienne

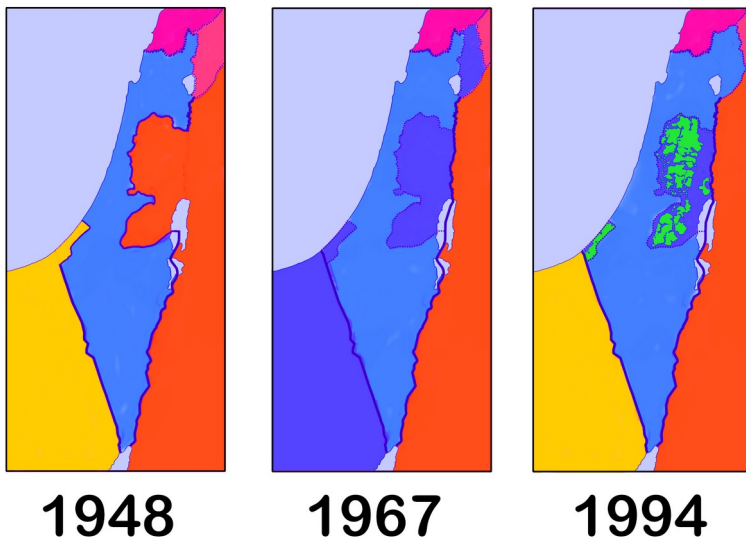
Si l'on veut comprendre le conflit israélo-palestinien, il ne faut pas réduire la question au rapport entre Israéliens et Palestiniens, à la spoliation de terres, bref à la colonisation israélienne et à une forme d'apartheid inavoué. Il y a en effet les réfugiés, qui ont fui en 1948 (en espérant souvent rentrer vite après la victoire arabe qui n'aura pas eu lieu) ou en 1967. La question palestinienne ne concerne donc pas que les Palestiniens en Cisjordanie et à Gaza, elle concerne également les réfugiés, qui vivent dans des camps ou bien ont rejoint une large diaspora. Avec qui plus est une natalité galopante des réfugiés, due à la terrible précarité de leur situation, cela donne une dimension de masse rendant insoluble tout compromis israélo-palestinien, puisque désormais les réfugiés exigeant un droit au retour se comptent par millions. Il y a ainsi 1,6 millions de Palestiniens en Israël même, 2,8 millions en Cisjordanie, 1,8 à Gaza... et autour de 6 millions éparpillés dans le monde, principalement dans les pays arabes voisins. Les Israéliens forment eux une population de 9,7 millions de personnes, dont 7,1 millions sont des Juifs. Un retour des réfugiés palestiniens, du moins d'une partie significative d'entre eux, bouleverserait le rapport démographique. Ce n'est pas tout : une partie des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza sont eux-mêmes des réfugiés. Voici les chiffres pour 2014.

	Camps officiels	Réfugiés enregistrés	Total
Jordanie	10	2 070 973	2 154 486
Liban	12	447 328	483 375
Syrie	9	517 255	569 645
Cisjordanie	19	754 411	914 192
Bande de Gaza	8	1 240 082	1 307 014
Total	58	5 030 049	5 428 712

Cette question des réfugiés est fondamentale surtout pour comprendre que le mouvement politique palestinien dans son ensemble n'a pas le même centre de gravité selon les périodes, et cela change absolument tout. C'est pourquoi il faut se tourner vers la Jordanie.

En 2023, la Jordanie a 11,3 millions d'habitants, mais en 1948, elle n'en avait que 400 000. La moitié de sa population était palestinienne. Lorsque l'État d'Israël se fonde, il y a comme on le sait la guerre israélo-arabe ; à cette occasion, la Jordanie annexe la Cisjordanie et Jérusalem-Est. La Jordanie s'appelait en fait alors Transjordanie ; la Cisjordanie annexée, elle prend le nom de Jordanie. Or, de ce fait, la Jordanie devient un pays dont la population est aux 2/3 palestinienne. La mise en place des organisations de la gauche palestinienne, comptant libérer l'ensemble de la Palestine, provoque des troubles, qui vont empirer en 1967. C'est l'année d'une nouvelle guerre israélo-arabe et Israël fait la conquête de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est. 300 000 Palestiniens de Cisjordanie se réfugient alors en Jordanie.

La situation devient alors explosive avec cette arrivée des réfugiés, la perte de prestige du régime monarchique jordanien qui a participé à la guerre de 1967, dite des six jours, aux côtés de l'Égypte, de la Syrie, du Liban et de l'Irak, le développement de la gauche palestinienne...



Lors de la participation de 1948, la Cisjordanie est intégrée à la Jordanie et la bande de Gaza à l'Égypte. Il est très important de comprendre ce fait pour saisir dans quel contexte est né le mouvement palestinien.

Israël conquiert en 1967 à la fois la Cisjordanie et Gaza, ce qui change la donne. La gauche palestinienne est dans la foulée chassée de Jordanie en 1970 par le régime, puis du Liban en 1982 par les Israéliens.

Il ne faudra pas longtemps avant l'explosion, en septembre 1970. Cela sera le « septembre noir » pour les Palestiniens, qui avaient constitué, comme le dit l'expression, « un État dans l'État ».

La gauche palestinienne : des années 1960 à 1970

Après 1948, les Palestiniens commencent à s'organiser par eux-mêmes, alors qu'auparavant ils dépendaient à tous les niveaux (idéologique, culturel, voire national) des pays arabes environnant. La fondation en 1964 de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), sorte de front autour du *Fatah* de Yasser Arafat né en 1959, est sur ce plan un acte majeur de l'affirmation nationale palestinienne. *Fatah* est une référence à la sourate Al-Fath (« La victoire éclatante ») et forme l'acronyme de Mouvement de libération national de la Palestine. Son prestige vient notamment de la victoire en mars 1968 de sa guérilla contre les blindés israéliens à l'offensive contre le camp palestinien de Karameh en Jordanie.

Si l'Islam est culturellement présent comme arrière-plan, le *Fatah* a une approche laïque assumée, comme d'ailleurs l'ensemble du mouvement palestinien. En raison toutefois de la faiblesse historique de la nation palestinienne, l'arrière-plan reste le nationalisme arabe. On peut résumer le processus comme suit :

- les Palestiniens connaissent une oppression ;
- leur dimension nationale est trop faible pour pouvoir s'affirmer directement, aussi c'est le nationalisme arabe qui sert de support ;
- le nationalisme arabe est lui aussi trop faible et se place par conséquent en parallèle avec l'esprit général de la décolonisation.

Cela fait que la gauche palestinienne se pose comme le noyau dur de la révolution arabe, qui jouerait un rôle majeur au niveau mondial pour renverser l'ordre existant.

La gauche palestinienne, née dans les années 1960, se présente comme jouant un rôle d'avant-garde et portant des valeurs universalistes. Elle n'est pas née en rapport direct avec l'Islam comme idéologie romantique, même s'il y a une influence des Frères musulmans, notamment chez Yasser Arafat. La logique de la gauche palestinienne, c'est que les Palestiniens, agissant en toute dépendance, forment le détonateur d'une révolution pan-arabe.

Cela exprime évidemment, si l'on renverse, que les Palestiniens considèrent que sans le soutien arabe en général, ils ne peuvent pas parvenir à sortir de leur situation. C'est un aspect essentiel, qui explique le choix de la gauche palestinienne de s'assumer pleinement comme avant-garde anti-impérialiste mondiale.



Cette démarche explique justement deux choses :

- tout d'abord, que la Chine maoïste a soutenu matériellement, par des armes et des formations, la gauche palestinienne des années 1960, dont le programme était la révolution démocratique ;
- que la réaction arabe considérait inversement comme intolérable l'affirmation d'un tel rôle révolutionnaire : cela aboutit précisément à Septembre noir.

La révolution palestinienne et les Juifs israéliens

Historiquement, la gauche palestinienne a toujours affirmé qu'il s'agissait d'intégrer les masses juives pour les faire participer à la révolution palestinienne, qui était par nature démocratique et populaire de par sa dimension arabe.

En ce qui concerne le Fatah, le document « La révolution palestinienne et les Juifs » analyse cela en détail. Le FPLP et le FDLP sont exactement sur la même ligne, bien qu'avec des nuances. Ils ont d'ailleurs rejoint l'Organisation de Libération de la Palestine, dirigée par le Fatah.

Le FPLP se veut plus volontariste, dans une optique mêlant guévarisme, quelques références à Mao Zedong, nationalisme arabe. Il affirme en 1970 dans « Pour une solution démocratique » que :

« La partie arabe doit faire face à un grave dilemme : adopter des slogans théoriques n'est pas une solution.

Nous savons que le mouvement national palestinien s'est engagé à libérer les Arabes et les juifs.

Durant la lutte, il faut essayer de gagner à notre cause les juifs victimes de l'exploitation sioniste et de ses liens impérialistes.



Le symbole du FPLP

Ce problème n'est pas simple, car il y a une situation de double exploitation de deux classes, d'une part, et, d'autre part, d'une seule exploitation (si ce terme peut être employé).

Bien qu'il soit dans l'intérêt du prolétariat juif de se libérer de l'exploitation, de la domination et de l'idéologie sionistes, ce prolétariat bénéficie de l'exploitation sioniste des Arabes qui subissent une exploitation plus profonde, plus étendue.

Si cet état de chose signifie que le prolétariat juif en Israël se trouve dans une situation plus complexe que celle de n'importe quel autre prolétariat d'un État

impérialiste (en ce sens qu'il bénéficie des miettes de l'exploitation des ressources des autres peuples), il signifie aussi que la tâche « d'instigation révolutionnaire » que la résistance palestinienne est en train d'accomplir au sein de la société israélienne, devra être plus élaborée que n'importe où ailleurs.

Nous ne pouvons pas, maintenant, nous avancer trop dans le domaine de la conjoncture sur le développement de ce problème (...).

Le mouvement de libération de la Palestine ne peut pas être révolutionnaire, et en même temps parler d'une solution fasciste ou chauvine pour les juifs.

Il ne peut être qu'un mouvement engagé pour une « solution démocratique » dans son sens progressiste et non dans son sens « fédéraliste. »

Tout ceci dépend, à longue échéance, des pratiques du mouvement de résistance et de ses engagements militaires et idéologiques. »

Le FDLP, qui a quitté le FPLP, se veut davantage dans une optique « rouge », il insiste davantage sur les fondamentaux idéologiques et moins sur le nationalisme arabe. C'est pourquoi à ses yeux la révolution doit se produire à l'échelle de tout le Proche-Orient, pour assurer justement le caractère démocratique de la révolution palestinienne.

On lit en 1970 dans « La solution démocratique du problème palestinien » :

« La victoire de la cause palestinienne est conditionnée par la création d'un instrument révolutionnaire arabe uni, avec une stratégie cohérente commune, qui mènerai une lutte complémentaire au niveau de toute la région.

Mais la création de cet instrument suppose l'existence de forces de classes capables de mener la lutte anti-impérialiste. Le problème fondamental de la révolution arabe dans son ensemble - et la résistance palestinienne en fait partie - est dû au fait que ces forces existent à peine.



Le symbole du FDLP

C'est que la faillite historique du nationalisme petit-bourgeois, c'est-à-dire son incapacité à réaliser les tâches de cette phase (la révolution démocratique nationale), n'a pas été accompagnée de l'apparition d'une nouvelle classe sur la scène politique arabe.

De là, la tâche centrale des nouveaux révolutionnaires est d'édifier une force populaire composée d'ouvriers, de paysans, et des couches les plus appauvries de la petite-bourgeoisie, et de

mener la lutte sous la direction de l'idéologie de la classe ouvrière, de son programme et de ses mots d'ordre.

Alors, les liens de cette grande alliance se renforceront, et il sera possible de mettre au point l'instrument révolutionnaire.

De même que la victoire de la cause palestinienne est conditionnée par la création d'un instrument révolutionnaire arabe uni, on ne peut imaginer une solution révolutionnaire pour la question palestinienne qu'au sein de la révolution arabe globale, et à l'échelle de toute la région.

Toute solution qui se limiterait à l'échelle palestinienne serait nécessairement une solution réformiste et partielle, fondée sur le désir de trouver une solution au problème, sans chercher une transformation radicale de toute la région.

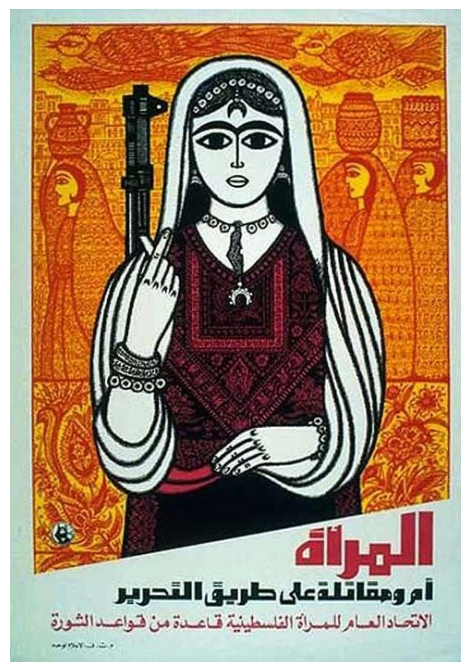
Au contraire, toute solution à l'échelle de la région doit tenir compte du fait que les conditions de la victoire de la cause palestinienne sont celles-là mêmes qui mettraient fin à la fragmentation artificielle dont souffre la région, ce qui signifie, dans les deux cas, la montée des forces populaires dirigées par la classe ouvrière et son programme. »

Septembre noir et la défaite en Jordanie

La gauche palestinienne avait fait des camps de réfugiés en Jordanie une place forte ; de nombreux révolutionnaires du monde entier y viennent pour se former, notamment des cadres de la Gauche prolétarienne française et de la Fraction armée rouge allemande. Toutefois, l'agitation qui en ressortait conduisait au renversement de la monarchie.

Celle-ci intervint militairement à partir de septembre 1970, conduisant à l'expulsion des organisations palestiniennes vers le Liban. Par la suite, le Liban connut un important conflit inter-ethnique et inter-confessionnel, dont l'un des aspects les plus dramatiques est le grand massacre de Palestiniens par les phalangistes chrétiens libanais à Sabra et Chatila, avec l'accord tacite de l'armée israélienne.

Mais si en 1982, la gauche palestinienne est chassée du Liban, c'est toutefois la défaite de 1970 qui forme le grand tournant. Tant que la gauche palestinienne était en Jordanie, elle était autonome ; après 1970, elle devient dépendante d'autres forces pour subsister. Les « parrains » sont alors la Syrie, l'URSS, la Tunisie, la Libye, autrement dit une combinaison du nationalisme arabe et du social-impérialisme soviétique.



Pour cette raison, dès 1970, la Chine de Mao Zedong cesse son soutien militaire à la gauche palestinienne ; la journée chinoise pour la Palestine ayant lieu chaque année à partir de 1965 se tient une dernière fois en 1971. La Chine de Mao Zedong continua à pousser pour que les Palestiniens et les pays arabes en général décrochent des superpuissances impérialistes américaine et soviétique, mais sans aucun succès.

Le Liban : la guerre inter-factionnelle palestinienne

L'arrivée de la gauche palestinienne au Liban fut une catastrophe pour elle. Non seulement, avec la perte de ses bases en Jordanie, la gauche palestinienne est liée à l'URSS social-impérialiste et aux pays arabes, avant tout ceux sur une ligne nationaliste laïque... Mais en plus, les intérêts divergents vont provoquer une guerre civile au Liban et des violents affrontements armés entre Palestiniens.

Dès la sortie de Jordanie, la gauche palestinienne se divisa en de multiples factions, conduisant à des affrontements armés. S'il y a de réelles divergences à la base, c'est surtout que des pays arabes sont à la manœuvre derrière. Il a ainsi la Syrie qui met en place sa propre structure, as-Saiqa, alors que l'Irak met en place le Front de Libération arabe ; les deux pays se revendiquent du national-socialisme « Ba'ath ». La Syrie pousse également à une scission au sein du FPLP, avec le FPLP – Commandement Général, alors que l'Irak parvient à provoquer une scission au Fatah, avec le Fatah – Conseil Révolutionnaire, surnommé Abou Nidal.

L'Egypte avait également réussi à attirer à elle le Front de lutte populaire palestinien, scission du Fatah en 1967. Et toutes ces organisations, avec également le FPLP, se coordonnèrent comme « front de refus » (« front des forces palestiniennes qui refusent les solutions capitulaires ») en 1974 pour rejeter l'OLP, qui selon elles allait dans le sens d'une solution à deux États à la suite de la guerre du Kippour de 1973. Le « front du refus » perdit en réalité toute crédibilité en raison de l'alignement clair de toutes ses composantes sur les différents pays arabes et de la réalité libanaise.



Car, dès 1975, c'est la guerre civile. Tout commence par un affrontement de l'OLP avec des milices chrétiennes, qui conduit à un enchaînement d'horribles massacres de part et d'autre ; la Syrie intervient militairement et l'Iran organise les milices chiites dans le pays. La guerre civile libanaise devient générale, dans un climat nihiliste où même les factions palestiniennes s'entre-déchirent, les forces chiites s'affrontent (Amal contre Hezbollah), les milices chrétiennes se combattent.

Car, on est dans la féodalité, avec les notables, les clans, qui s'allient dans un sens puis dans un autre. Les Israéliens en ont grandement profité en systématisant les attaques à la voiture piégée pour semer le chaos au Liban, avant d'intervenir même militairement en 1982 pour tenter de détruire l'OLP en alliance avec les milices chrétiennes. Et lorsque Israël quitta le territoire, cela fut de nouveau la guerre civile, avec cette fois la Syrie, soutenue par la Libye essayant de détruire les restes de l'OLP (soutenus par l'Iran et l'Irak) pour la remplacer par ses propres « favoris ».

La gauche palestinienne avec l'Iran et le Qatar

La catastrophe au Liban amena la direction de l'OLP à se baser à Tunis dès 1982 ; Israël organisa une mission aérienne pour procéder à un bombardement meurtrier. Autrement dit, après les départs forcés de Jordanie et du Liban, l'OLP ne disposait plus de base arrière de masse.

C'est ce qui explique l'esprit d'abandon qui prédomina et le choix, surtout après l'effondrement de l'URSS, de parvenir à un accord avec les Israéliens, sous l'égide de la superpuissance impérialiste américaine. Le FDLP, à part en Syrie, s'aligna sur l'initiative en tant qu'Union démocratique palestinienne. L'intifada à Gaza et en Cisjordanie, qui s'étala de 1987 à 1993, ne fut pas tant la reprise d'initiative que l'expression d'une position totalement bloquée. C'est ce qui explique que dans la foulée il y eut l'accord israélo-palestinien.

L'idée des accords d'Oslo de 1991 tenait à une intégration du Fatah comme gérante des territoires palestiniens inféodés à l'État israélien : c'est le principe de « l'autorité palestinienne ».

En pratique, cela a fonctionné sous la forme d'une corruption massive de ce pseudo-État palestinien, conduisant à une défaite électorale en 2006 face au Hamas. La conséquence fut quasi immédiatement l'affrontement militaire Fatah-Hamas, où le Hamas prit le dessus à Gaza et le Fatah en Cisjordanie.

Les tenants du « front du refus », porté par l'idéologie nationaliste arabe syrienne et irakienne, refusèrent l'alignement américain et choisirent de s'allier avec l'Iran et le Qatar, d'autant plus que l'Irak avait été écrasé par l'invasion américaine lors de la guerre du Golfe. Cela donna en 1993 « l'Alliance des forces palestiniennes », avec les organisations du « front du refus » et... le Hamas (dont l'idéologie est celle des Frères musulmans, donc le Qatar) et le Djihad Islamique (musulman sunnite soutenu par l'Iran musulman chiite en raison d'une même ligne théocratique).

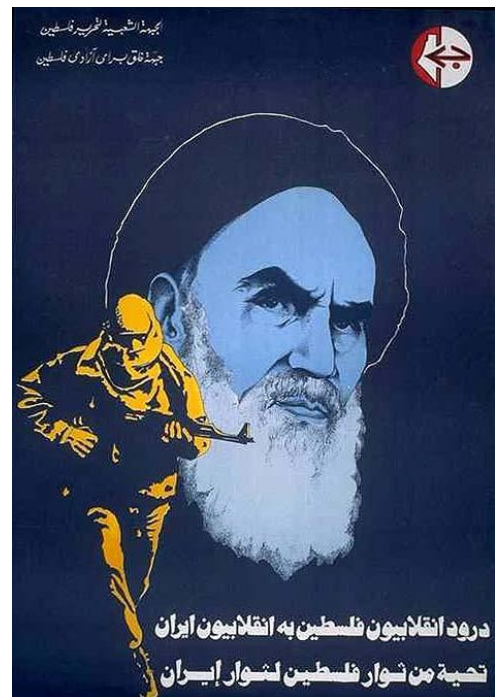
Le FPLP et le FDLP quitteront cette « alliance » en 1998, pour se rapprocher de l'OLP, tout en restant lié au régime syrien, totalement soutenue pendant la guerre civile contre les forces islamistes ; le FPLP, plus important, profita également de l'appui de l'Iran, allié à la Syrie.

En fait, depuis les années 1990 à 2020, le FPLP et le FDLP dépendent de la Syrie sur le

plan matériel, afin de pouvoir maintenir une ligne laïque, mais « l'initiative » revient à l'Iran et au Qatar, les amenant dans l'orbite du Hamas et du Djihad islamique. Et c'est cela qui conduit directement à octobre 2023. L'attaque menée par le Hamas le 7 octobre 2023 contre l'armée israélienne, mais également contre la population israélienne elle-même (dans l'ultra-violence), a été appuyée par le FPLP et le FDLP, par une participation militaire.

Cela veut dire que le Front populaire de libération de la Palestine et le Front démocratique de libération de la Palestine assument une ligne très exactement opposée à ce qu'ils affirmaient en 1970.

Non seulement, les masses israéliennes sont considérées comme des ennemis à abattre, mais en plus la dimension révolutionnaire régionale s'est évaporée, sans parler de la convergence avec l'islamisme. Et on voit bien que tout part de la défaite de 1970 en Jordanie, de la guerre civile au Liban.



Affiche du FPLP en arabe et en farsi : "Les révolutionnaires de Palestine saluent les révolutionnaires d'Iran"

C'est surtout en ce qui concerne le FDLP que l'échec est complet. Cette organisation est sortie en 1969 du FPLP en disant qu'il était nécessaire de conscientiser les masses, qu'il fallait une guerre de dimension populaire et non pas se focaliser sur des actions commandos. Le FPLP a toujours eu une ligne plus pragmatique, et c'est ce qui explique qu'il n'ait pas hésité, dans le courant des années 2000, à se tourner vers l'Iran. Pour le FDLP, qui affirmait se tourner également vers les Juifs progressistes du monde entier, c'est une défaite complète.

Pour conclure, on doit ainsi constater que la gauche palestinienne née dans les années 1960 avait comme objectif la fondation d'une dynamique révolutionnaire de portée à la fois palestinienne et arabe. Plus de cinquante ans plus tard, il n'y a ni dynamique révolutionnaire, ni de portée palestinienne, ni de dimension arabe.

Les Palestiniens ont subi pendant des décennies un processus de grignotage par l'État d'Israël, et ce de manière ininterrompue, malgré les révoltes tels les vagues d'intifada. Les territoires directement palestiniens ont au cours de ce processus été cassés en deux, avec la Cisjordanie et Gaza. Les Palestiniens sont politiquement divisés, morcelés, avec les puissances régionales s'activant à les utiliser dans un sens ou dans un autre.

Même l'offensive militaire israélienne massive et terriblement meurtrière à la suite du 7 octobre 2023 n'a pas produit de soulèvement massif en Cisjordanie, alors que dans la logique des choses, cela aurait dû être inévitable.

L'erreur : ne pas avoir compris le féodalisme

Le marxisme-léninisme-maoïsme a la particularité de considérer que si le capitalisme a conquis toute la planète, il a profité de couches sociales non capitalistes pour établir sa domination sociale. Les pays du tiers-monde ne sont ainsi pas capitalistes comme peuvent l'être la France, les États-Unis, la Belgique, l'Allemagne. Ils sont capitalistes avec d'un côté des capitalistes locaux (dits « *compradors* ») vendus aux capitalistes des pays comme la France, les États-Unis, la Belgique, l'Allemagne... Et de l'autre, des grands propriétaires terriens entretenant une base féodale. Lorsque les *compradors* parviennent à se développer suffisamment, ils développent un capitalisme bureaucratique, qui joue de manière populiste afin de former une grande bourgeoisie pseudo-indépendante.

C'est ce qui est arrivé du côté palestinien. Pour schématiser, l'OLP représente les *compradors*, c'est-à-dire la petite-bourgeoisie palestinienne qui est parvenue à se développer sous l'hégémonie israélienne. Le Hamas représente par contre la dimension féodale, avec l'idéologie des campagnes, l'esprit de clan, la religion, le patriarcat.

La gauche palestinienne a fait la même erreur que le FLN, même si le FLN n'avait pas réellement de programme, se contentant de promouvoir une Algérie musulmane mythique. Résultat, après que le FLN dirigé par des gens passés par l'université française ait pris le pouvoir, il s'est retrouvé avec une vague d'islamisme massif, produit de la paysannerie arriérée et de l'absence de révolution démocratique. En jouant seulement sur le côté « national », tout a été raté.

C'est tout le sens du marxisme-léninisme-maoïsme d'affirmer justement que, dans les pays du tiers-monde, il n'y a pas d'indépendance réelle possible sans avoir démolit la base féodale (ou, si l'on veut, « néo-féodale »). Le grand révolutionnaire de Turquie Ibrahim Kaypakkaya, fondateur du TKP/ML, explique avec justesse que :

« Comme c'est connu, il y a pour nous différentes solutions pour différentes contradictions. La contradiction entre l'impérialisme et – non pas notre pays, mais – notre peuple est résolue par la guerre nationale révolutionnaire (la révolution nationale).

La contradiction entre les larges masses populaires et le féodalisme est résolu par la guerre civile révolutionnaire (la révolution démocratique).

Dans les pays semi-coloniaux semi-féodaux, la lutte contre l'impérialisme et la lutte contre le féodalisme, ainsi donc la révolution nationale et la révolution démocratique, ne sont pas à séparer l'une de l'autre ; elles sont étroitement liées et inséparables. Mais, selon les conditions, l'une ou l'autre de ces deux contradictions, en fonction, apparaît au premier plan.

Bien que dans les pays semi-coloniaux semi-féodaux ce soit la contradiction entre le féodalisme et les masses populaires qui soit la contradiction principale, lorsque l'impérialisme intervient militairement c'est la contradiction nationale qui vient au premier plan et devient la contradiction principale ; mais dans les deux cas on ne peut pas séparer la résolution de ces deux contradictions.

C'est-à-dire que la résolution des deux contradictions n'est pas « réalisée » par le « socialisme », mais tout d'abord par la « révolution populaire démocratique ». »

La gauche palestinienne a voulu une révolution démocratique, mais n'a jamais compris la dimension féodale palestinienne, et celle-ci s'est révélée à leurs yeux sous la forme de l'islamisme. C'est une terrible expérience, la même qu'ont faite les révolutionnaires en Iran en 1979-1980. ■

FATAH

LA REVOLUTION PALESTINIENNE ET LES JUIFS

[mars, avril et mai 1970]

I - Position des Palestiniens à l'égard des Juifs

II - Position des Juifs à l'égard des Palestiniens

III - La nouvelle Palestine démocratique

I - Position des Palestiniens à regard des Juifs

Il y a un an, le Mouvement de libération nationale palestinienne, le Fath, publia officiellement son programme politique, précisant l'objectif final de sa lutte de libération : « Nous combattons aujourd'hui pour créer la nouvelle Palestine de demain, une Palestine progressiste, démocratique et non confessionnelle dans laquelle chrétiens, musulmans et Juifs bénéficieront de la liberté de culte, travailleront et vivront en paix, jouissant de droits égaux » (1).

Plus loin on pouvait lire : « Notre révolution palestinienne tend la main à tous ceux qui veulent combattre avec elle pour vivre dans une Palestine tolérante et démocratique, sans discrimination de race, de couleur ou de religion ».

Cette déclaration fut répétée, expliquée et complétée par les représentants du Fath chaque fois qu'ils participaient à un rassemblement international.

Plusieurs journalistes ont cité cette phrase du porte-parole officiel du Fath, Abou Ammar (Yasser Arafat): « Quand nous aurons battu l'ennemi et libéré la Palestine, nous créerons une patrie pour nous tous ».

Abou lyad, un des leaders du Fath déclarait, dans une longue interview avec l'éditeur à Ai-Talfa, que la révolution palestinienne

condamnait toute forme de persécutions et de discrimination et que le Fath était prêt à aider les juifs où qu'ils se trouvent s'ils étaient l'objet d'attaques racistes.

Une telle déclaration n'était pas un simple argument de propagande : elle devait se concrétiser quelques semaines plus tard, en joui et 1969, lorsque des étudiants affiliés au Fath protégèrent le professeur juif Elie Lobel, à Francfort, en Allemagne, contre les attaques et la tentative de meurtre perpétrées à son encontre par des sionistes allemands. Le Fath protégea de la même façon, en Allemagne, la vie des juifs membres du Matzpen qui avaient reçu des menaces de mort à la suite de cet incident.

Une idée révolutionnaire

SI tout cela semble difficile à croire, c'est à cause de l'amertume engendrée par la tragédie palestinienne depuis la déclaration Balfour et l'occupation de la Palestine par les sionistes.

Cette occupation a entraîné l'expulsion des Palestiniens de leur patrie et leur exode, afin que soit créé « un Etat spécifiquement juif » : Israël.

L'appel pour une Palestine nouvelle ouverte et tolérante à l'égard des juifs et des non-juifs marque un tournant dans le combat palestinien.

Mais cette idée n'est pas nouvelle : les Palestiniens avaient suggéré la création d'un tel Etat à la commission Peel en 1937 et au comte Bernadette en 1948. Quant à l'idée de faire vivre en paix et harmonieusement juifs, musulmans et chrétiens, c'est aussi une très vieille idée.

Le Fath déclarait : « Ce n'est pas un rêve utopique ou une fausse promesse, car nous avons toujours vécu en paix, musulmans, juifs et chrétiens, sur la Terre sainte. Les Arabes de Palestine ont donné refuge aux juifs fuyant les persécutions en Europe chrétienne et les ont aidés, tout comme ils ont accueilli les Arméniens chrétiens fuyant les persécutions de la Turquie musulmane, les Grecs, les Caucasiens et les Maltais, entre autres » (2).

La nouveauté, c'est que des Arabes non juifs exilés, expulsés de leurs maisons et chassés de leur patrie par des juifs installés en Palestine puissent encore, malgré tout et alors qu'ils brandissent le fusil et hâtent pour leur libération et leur existence même, en appeler à un Etat groupant les ex-victimes et leurs agresseurs et persécuteurs.

Cette idée est révolutionnaire et ses conséquences sont multiples et importantes. Cette idée est si révolutionnaire en fait que peu de gens, en dehors de ceux qui sont directement concernés, peuvent y croire et la soutenir.

Cependant l'idée d'une Palestine démocratique non confessionnelle est à la fois souhaitable et possible. Il suffit d'y croire et de lutter pour sa réalisation, quels que soient les sacrifices, pour établir en Palestine une paix durable.

Les Palestiniens exilés

Trente années de mandat et de domination anglaise avaient permis au peuple palestinien de bien connaître son ennemi. Dans l'esprit du peuple, l'impérialisme britannique et l'impérialisme sioniste étaient intimement liés.

Beaucoup de Palestiniens se doutaient déjà du complot que tramaient ces deux impérialismes, à savoir, la création d'un « foyer national juif » et l'expulsion des Arabes palestiniens.

Six révoltes sanglantes eurent lieu entre 1919 et 1939. Elles étaient, à la base, dirigées contre l'occupant britannique. Mais, quelle que soit la responsabilité des Anglais - et elle est grande -, les Palestiniens furent ensuite expulsés par les terroristes juifs.

En quelques mois, ils furent chassés de leur pays par des massacres tel celui de Deir Yassin et rejetés dans le désert proche.

Pendant ce temps, les leaders de leurs oppresseurs en appelaient à la création d'un « foyer exclusivement juif », les considérant, eux, les exilés, comme des citoyens de second ordre, tout juste bons à être chassés de leur patrie.

Dans leur misère, leur humiliation et leur désespoir, les Palestiniens apprirent à haïr les juifs, à haïr tout ce qui était juif, tout ce qui était en rapport avec leur ennemi.

Les juifs et les sionistes

Quelques leaders « intellectuels » prenaient bien la peine de faire la différence entre juifs et sionistes ; ils répétaient : « Nous ne sommes pas anti-juifs, nous sommes anti-sionistes. Nous sommes aussi des sémites et les juifs sont nos cousins ». Mais cela paraissait un peu irréel de les entendre dire : « Parmi nos meilleurs amis, il y a des juifs. Nous sommes seulement contre l'Etat d'Israël ».

Dans leur misère, les réfugiés, eux, ne faisaient plus la distinction : les Israéliens eux-mêmes leur répétaient que tous les juifs du monde étaient sionistes. La pression « juive » sur les Etats-Unis, l'argent « juif », les immigrants juifs, tout cela donnait l'impression que l'ennemi s'imposait partout et que l'espoir du retour des Palestiniens était bien incertain.

Qu'on ne s'étonne donc pas de la prédominance de l'amertume et de la peur. Le « Protocole des Sages de Sion » devint à la mode et la littérature antisémite, développée par le racisme européen dans un tout autre contexte, à l'époque où les juifs étaient les victimes, se répandit un peu partout

Cette vague d'amertume, de haine et de confusion s'étendit aux autres pays arabes, aidant la propagande sioniste qui voulait provoquer le départ des juifs arabes de leur patrie afin qu'ils rejoignent la terre occupée.

En fait, des milliers de ces juifs seraient restés dans leur patrie si les circonstances avaient déjà été autres et auraient continué à vivre, comme ils le faisaient depuis des centaines d'années, en paix et en harmonie avec leurs voisins.

La révolution, une ère nouvelle

Le 1er janvier 1965, le Fath déclencha, après six années de préparation militaire et de travail politique, le processus de la révolution palestinienne. Les deux premières années furent consacrées à établir une présence dans « l'arène » palestinienne. L'expérience traumatisante de 1967 et le second exode qui s'ensuivit installèrent définitivement les Palestiniens dans la voie de la révolution.

Ils pouvaient enfin prendre les armes et rentrer chez eux lutter contre l'occupant. Les masses palestiniennes avaient compris que leur libération ne pouvait pas venir de l'action des armées arabes, sous la forme d'une guerre classique, mais de la guerre populaire de libération. Le peuple reprenait confiance, une nation renaissait.

Karamé et les autres victoires, les sacrifices et les combattants morts sur le champ de bataille, l'escalade armée, concrétisaient et renforçaient le sentiment d'appartenir à la Palestine.

En même temps, la révolution apportait la maturité aux combattants. Aussi paradoxal que cela puisse sembler, ceux qui se battent deviennent plus tolérants. La violence en pensées et en paroles accompagne seulement le découragement, le désespoir.

La façon de considérer l'ennemi commença à changer, et la distinction entre juif et sioniste à prendre un sens. Le désir de vengeance ne suffit pas pour mener une guerre de libération. Les combattants se mirent à réfléchir sur leurs objectifs finaux. Les discussions avec les juifs intellectuels progressistes venus du monde

entier pour entamer le dialogue avec la révolution amenèrent à un approfondissement toujours plus poussé.

La nouvelle doctrine

Les leaders de la révolution entreprirent des études et des discussions amenant à de sérieuses remises en question : les juifs ont souffert de la persécution du fait de racistes criminels, les nazis, de la même façon que nous, nous souffrons en fait des sionistes. On établit alors des parallèles révélateurs.

« Comment pouvons-nous haïr les juifs en tant que juifs ? », se demandèrent les révolutionnaires. Comment avons-nous pu tomber dans le piège du racisme ?

Une étude de l'histoire et de la pensée juive fut entreprise : la majorité de ceux qui étaient venus en Palestine fuyaient les camps de concentration allemands. On leur disait : « Vous êtes un peuple sans terre pour une terre sans peuple ».

On leur assurait que les Palestiniens avaient quitté la Palestine de leur plein gré, observant en cela les ordres des leaders arabes, dans le cadre d'un plan perfide pour perpétrer un massacre général des juifs.

Ensuite, la « machine » sioniste répétait aux nouveaux immigrants juifs, comme aux vieux colons, qu'il n'existait qu'une alternative : soit combattre pour survivre et sauvegarder « Israël », soit être massacré ou, au mieux, s'enfuir dans une chaloupe hasardeuse sur la mer Méditerranée.

Même les juifs arabes - appelés « juifs orientaux » par les sionistes - qui, à l'intérieur d'Israël, étaient pourtant soumis à la discrimination de la part de l'oligarchie euro-péo-sioniste, devaient finir par accepter l'argumentation et combattre pour ce qu'ils considéraient comme leur survie.

Le combat contre le sionisme devait révéler aux Palestiniens les forces et les limites de la personnalité juive. Les juifs n'étaient ni des monstres, ni des surhommes, ni des pygmées.

Une image nouvelle, humaine, du juif était en train de se constituer. Martin Buber, Isaac Deutscher, Elmer Berger et Moshé Menuhim, tous ces penseurs humanistes juifs étaient lus et relus.

Une image nouvelle

Le révolutionnaire palestinien s'est affranchi de la plupart de ses anciens stéréotypes. Les visiteurs étrangers sont étonnés lorsqu'ils visitent les bases de commandos, et plus particulièrement les camps des « Ashbal », les Lionceaux combattants.

Le révolutionnaire palestinien est prêt à mourir pour la libération de la Palestine et n'acceptera aucun substitut, quel que soit le prix qu'il devra payer. Mais il a une idée claire de l'ennemi et du but final. Lorsque des étudiants juifs sont venus d'Europe pour passer une partie de l'été en Jordanie dans un camp du Fath, ils furent adoptés spontanément.

Le Fath attend avec impatience le jour où des milliers de juifs viendront combattre à ses côtés pour la libération de la Palestine. Vu les récents événements, cela pourrait bien arriver plus tôt qu'on ne le pense.

Le premier pas

Le premier pas, les révolutionnaires palestiniens l'ont franchi en demandant la création d'une Palestine démocratique non confessionnelle. Un changement d'attitude s'opère : les Palestiniens exilés et persécutés redéfinissent leurs objectifs et veulent créer une Palestine nouvelle englobant aussi les juifs actuellement en Israël.

Pour que ce but devienne réalisable, il faut commencer par prêter attention à l'interlocuteur quelle est la position actuelle des juifs par rapport à un tel objectif et qu'est-ce qui pourrait changer leur état d'esprit ?

Ce thème sera traité maintenant. Puis on étudiera la Palestine nouvelle et on examinera comment elle se présente au stade actuel de la révolution. Nous espérons ainsi aider à amorcer un dialogue sur une base sérieuse. Notre révolution est jeune et dynamique.

Ses militants continueront à combattre et à apprendre jusqu'à la victoire.

II - Position des Juifs à l'égard des Palestiniens

La révolution palestinienne, nous l'avons dit, a officiellement adopté comme objectif final de sa lutte de libération la création d'une Palestine démocratique non confessionnelle où chrétiens, juifs et musulmans pourront vivre sans discrimination. L'adoption de cet objectif représente un changement révolutionnaire dans la perspective de l'avenir de la Palestine.

L'idée, certes, n'est pas tout à fait nouvelle et les Palestiniens chrétiens, musulmans et juifs, avaient vécu ensemble pendant des siècles en paix et en harmonie, ou tout au moins avec le minimum de frictions.

Toutefois, l'occupation par les sionistes de la Palestine et le déracinement d'une grande partie de ses habitants, musulmans et chrétiens, chassés par la terreur, la tromperie et la force brutale, avaient provoqué un profond changement dans leur mentalité.

Les Palestiniens exilés avaient appris à haïr les juifs comme des oppresseurs, des impérialistes, comme l'unique cause de leurs tourments. Ils constataient que les juifs persécutés, après avoir trouvé refuge en Palestine, étaient devenus à leur tour des persécuteurs.

Et il devint difficile à beaucoup de Palestiniens persécutés de distinguer entre juifs et sionistes, de s'élever au-dessus de leurs souffrances et de distinguer clairement leurs véritables ennemis.

Le résultat le plus important de la révolution palestinienne aura été de libérer les Palestiniens de leurs chaînes et de leurs misères, de leur humiliation et de leur désespoir.

Dès que le Palestinien a pu tenir un fusil en main et prendre en main son destin, il a grandi et mûri rapidement.

La révolution entreprit aussitôt des études sur son ennemi et sur elle-même.

Un mouvement de libération progressiste ne peut pas être inspiré par la vengeance ni être déterminé par le racisme qui caractérise son ennemi dans son désir de conquête. Dès lors, on se pencha sur l'histoire des souffrances et des buts du peuple juif.

Des discussions sérieuses avec des juifs progressistes d'Europe et d'Amérique aidèrent à se former une nouvelle image du juif en général mais aussi des juifs comme sionistes et comme citoyens palestiniens : des hommes qui après avoir été persécutés par certains Européens racistes et nazis, ont été manipulés par des Européens racistes et sionistes qui les ont dirigés sur la Palestine, à la place des Palestiniens expulsés.

La révolution a réussi à amener un changement fondamental dans la pensée des Palestiniens et dans leur attitude à l'égard de leur ennemi.

Les Palestiniens ne sont plus animés par des sentiments de haine envers les juifs en tant que tels ; ils les considèrent comme les membres d'une communauté semblable aux autres, qu'elle soit chrétienne ou musulmane.

La façon dont ils se conduisent, leur attitude, leur position envers les Palestiniens et leur révolution, tout cela devient plus important que leur nom, leur langage ou leur croyance religieuse.

Les Palestiniens se battent en vue de fonder un pays tolérant, démocratique et une terre libérée « pour nous tous », juifs, chrétiens et musulmans.

Ce changement d'attitude est considéré comme le premier jalon vers la création d'un nouvel Etat. Un changement de l'attitude des juifs, qui comprendraient de leur côté les Palestiniens et leur révolution, en serait une autre.

Une Palestine ouverte, multiple, tolérante envers les juifs, les musulmans et les chrétiens est bien supérieure à un pays exclusivement raciste, fondé sur un principe d'exclusion et de misère pour une partie de sa population.

Jusqu'à quel point ce but est-il réalisable ?

Cela dépendra de l'attitude des juifs à l'intérieur et à l'extérieur de la Palestine ainsi que des progrès de la révolution.

Comme on a étudié l'attitude des Palestiniens musulmans et chrétiens, on étudiera maintenant l'attitude et les réactions des juifs.

Essai d'analyse des comportements juifs

Toute tentative pour étudier et interpréter les comportements et les réactions morales d'un groupe de population est soumis à des difficultés et peut être suspecté de parti pris et de distorsion.

Nous ne prétendons pas être exempts de ce genre de faiblesse, mais nous essaierons de réduire au minimum son effet. Nous procéderons par des citations directes et en nous référant à des documents quand cela sera possible.

Un problème essentiel requiert notre étude : la plupart des comportements et des « idéologies » étudiés ont été construits par les sionistes, par les soins de leur organisation de propagande. Ils peuvent n'avoir pas été acceptés par tous ou par la majorité des juifs dans le monde.

Cependant, on doit admettre que les sionistes ont dans une grande mesure réussi à identifier le judaïsme avec le sionisme aux yeux de la majorité des juifs, particulièrement dans les pays occidentaux.

Les horreurs commises par les nazis et les menaces antijuives dans plusieurs pays ont aidé les sionistes à maintenir partout leur emprise sur l'esprit des juifs.

Sans l'argent des juifs, sans leur influence politique, sans leur appui, Israël n'aurait pas survécu et l'occupation impérialiste sioniste n'aurait pas duré.

En définitive, c'est la puissance et l'influence de la communauté juive mondiale manipulée par les sionistes qui ont perpétué la tragédie des Palestiniens, leur oppression, leur sujétion et leur exil.

Il est donc très important de se rendre compte des sentiments éprouvés par les juifs envers les Palestiniens, comment ils les considèrent en tant que « peuple » et jusqu'à quel point ces sentiments ont influencé l'action qui amena l'expulsion des Palestiniens.

Et il est encore plus important de se demander, peut-on changer cette opinion ?

Comment les sionistes voient les Palestiniens

Au début, l'attitude des sionistes envers les Palestiniens consista simplement à ignorer leur existence.

La fameuse phrase d'Israël Zangwill : « Une terre sans peuple pour un peuple sans terre », résume cette attitude.

Chaim Weizmann émit un jugement plus pittoresque : « Il existe un pays qui, paraît-il, s'appelle Palestine, un pays sans population, et, d'autre part, il existe un peuple juif et il n'a pas ce pays. Qu'y a-t-il d'autre à faire que de sertir la pierre précieuse dans la bague, d'unir le peuple à son pays ? ».

Uri Avnery signale que Theodor Herzl, dans son livre l'Etat juif, qui lança le mouvement sioniste moderne, s'est occupé des heures de travail, du logement des ouvriers et même du pavillon national, mais ne dit pas un seul mot des Arabes de Palestine.

Pour les sionistes, l'Arabe était « l'homme invisible ». Psychologiquement, il n'existait pas. Toutefois, cette attitude ne peut résister à l'épreuve des faits. On découvrit que la Palestine était un pays prospère pour l'époque.

Sa population croissait et accomplissait sa tâche, cultivait son sol dans une paix relative et apportait dans l'ensemble sa contribution à la communauté arabe.

Plusieurs rapports publiés à la fin du XIXème siècle et au début du XXème confirment que les Arabes palestiniens déployaient, par exemple, une activité intense dans le domaine des agrumes.

Ils produisaient des oranges d'une qualité exceptionnelle qui étaient déjà réputées au XVIII^e siècle. Achad Ha-am, juif russe et philosophe hébreu, signalait dès 1891 que la Palestine n'était pas vide et que cela posait des problèmes, il précisa, après un voyage en Palestine, qu'il était difficile d'y trouver des terres arabes qui n'aient pas encore été mises en cataire.

Max Nordau, leader sioniste, apprenant qu'il existait une population arabe en Palestine, accourut chez Herzl en s'écriant : « Je ne savais pas cela ! Mais alors, nous sommes en train de commettre une injustice... ».

La fabrication sioniste des clichés traite ensuite un autre thème qui fut accepté par un grand nombre de juifs et de chrétiens en Europe et en Amérique et contribua grandement à déterminer l'attitude des juifs à l'égard des Palestiniens.

Selon les sionistes, ceux-ci se trouvaient vivre en Palestine par hasard ; c'étaient des gens sous-développés ; ils ne possédaient ni entité ni civilisation nationale.

Ce point de vue a été adopté dans l'infâme déclaration Balfour, désignant les Palestiniens comme des indigènes qui peuvent avoir des droits religieux et civils, mais pas des droits politiques, qui ne constituent pas réellement un peuple.

Plus tard, on inventa qu'il s'agissait, en réalité, non d'Arabes mais de Bédouins, de nomades errants, pillant le sol fertile de la Palestine et amenant à un état de dévastation croissante ce magnifique pays de lait et de miel.

Les juifs européens débarquant en Palestine y seraient donc une bénédiction, « car le juif européen était porteur d'une civilisation supérieure, maître de la technologie européenne et était en mesure d'apporter les bénédictions de cette civilisation à la population nomade de Palestine ». Il s'agissait clairement d'une « mission civilisatrice » typique.

Du reste, Herzl lui-même était autant un colonialiste européen, un impérialiste allemand, qu'un juif, et il ne le cachait pas : « Avec les juifs, disait-il, c'est un élément culturel allemand qui arrivera en Orient, la preuve en est que, même s'ils sont d'origine juive, ce sont des écrivains de langue allemande qui dirigent le mouvement sioniste. L'allemand est la langue du congrès. La grande majorité des juifs participent de la culture allemande ».

Il ajoute, un peu plus loin : « Si Dieu veut que nous retournions dans notre patrie historique nous devons agir comme des représentants de la civilisation occidentale et apporter les coutumes savamment élaborées de l'Occident à ce malheureux coin de l'Orient, accablé de calamités ».

Portrait des chefs palestiniens

Les Palestiniens ne se sont pas montrés conformes à l'image qu'en avait donné les sionistes et le monde a fini par apprendre qu'il existait des Palestiniens prêts à se battre pour vivre libres.

A cela les fabricants de slogans sionistes trouvèrent facilement une réponse : les Palestiniens auraient été des indigènes dociles s'ils n'avaient pas été contaminés par des agitateurs et des fanatiques. Ce sont des luttes dynastiques, familiales ou « tribales » parmi les riches qui seules avaient provoqué ces troubles.

Ces luttes causeraient la ruine du petit peuple et c'est lui qui en payerait le prix. Les leaders palestiniens sont décrits par Maurice Samuel comme une « armée de paresseux, d'artistes à backchiches et de bavards de cafés parasites qui sont avant tout responsables de l'atmosphère instable.

Une activité politique ne saurait être menée en Palestine par les « indigènes », qui ne comprennent pas ces choses, mais seulement par des agitateurs ».

Attitude à l'égard des « réfugiés » palestiniens

La colonisation de la Palestine et le déracinement des Palestiniens ont été en partie

accomplis en 1948 et complétés en 1967. Tous les rêves et programmes sionistes se réalisaient enfin. Une patrie juive fut créée en Palestine et les « indigènes » sont devenus des réfugiés, des exilés, privés de leurs foyers et de leurs droits nationaux.

Cette grande tragédie humaine qui a apporté la misère, l'humiliation et le désespoir à un million, puis à un million et demi d'hommes, fut une sombre affaire, un crime prémédité.

On présenta cette nouvelle situation de la façon suivante : les Palestiniens avaient vendu leurs terres aux juifs et, ensuite, avaient fui le pays pour laisser les armées arabes se livrer au massacre de ceux-ci.

Ainsi, ces traîtres indigènes récidivaient. Refusant de vivre en paix avec les Européens porteurs de la civilisation, ils écoutaient les agitateurs pris de convoitise à l'idée d'un bain de sang juif.

Les Palestiniens ne méritaient aucune sympathie dans leur misère et la perte de leur foyer. Ils devaient plutôt être stigmatisés ou tournés en dérision.

Ils pouvaient d'ailleurs facilement être absorbés dans les autres pays arabes. Leur passion pour la Palestine était ridicule, stupide et déplacée.

Ils n'avaient pas de raison de désirer si ardemment rentrer dans leur foyer, les camps de réfugiés actuels étaient probablement bien plus confortables que leurs masures en Palestine. Au reste, ces Bédouins n'avaient-ils pas toujours été des nomades ? Pourquoi se plaindraient-ils ?

Et puis, ils n'arrêtent pas de tricher dans les statistiques qu'ils fournissent aux Nations-Unies : ils falsifient les chiffres pour augmenter leur nombre et soutirer plus de rations.

En somme, ils sont la proie de démagogues et d'agitateurs qui les utilisent comme des pions dans un jeu politique à l'échelle mondiale.

Qu'ils ne prétendent surtout pas retourner dans la Palestine sioniste ! Celle-ci a été civilisée et ne leur appartient plus.

Ils y constitueraient seulement une cinquième colonne, une armée de saboteurs ou de collaborateurs de l'ennemi. De toute manière, ils ont été largement compensés par les « juifs orientaux » venus des pays arabes.

Cette présentation des choses, fondée sur une mission civilisatrice et sur la destruction du caractère propre des Palestiniens, a toujours cours aujourd'hui : ces révolutionnaires ne sont que des terroristes ; on sait que les Palestiniens ne sont pas capables de sentiments et d'actes courageux, chevaleresques et patriotiques : ils sont juste bons pour la duplicité et l'intrigue.

Or l'histoire montre que les Palestiniens n'ont pas vendu leur pays : en 1948, les juifs possédaient moins de 6% des terres, et moins de 1% avaient été achetées aux Palestiniens.

Les Palestiniens n'ont pas quitté leur pays sur l'ordre des chefs arabes : ils sont partis terrorisés et chassés par les sionistes. Alors, le problème est de savoir comment les juifs ont été amenés à accepter une vision aussi fallacieuse des choses.

Le paradoxe juif

Le fait que la propagande sioniste ait été acceptée par l'ensemble du judaïsme mondial et ait réussi à déterminer l'attitude des juifs envers les Palestiniens est en réalité très étonnant, il y a toujours eu des juifs qui continuaient de clamer la vérité.

Mais ils étaient la minorité. Les autres ont fourni des hommes, de l'argent et le poids de leur influence pour faire d'Israël une réalité et perpétuer les crimes commis contre les Palestiniens.

Le peuple du Livre, les hommes de la Lumière, les victimes des pogromes russes, du génocide nazi, de Dachau et d'autres camps de concentration allemands, ferment leurs yeux et leurs oreilles, et changent de rôle, d'opprimés devenant oppresseurs. C'est le paradoxe juif des temps modernes.

Achad Ha-am a écrit, au début du siècle que leur comportement montre que les juifs n'ont rien appris de leur propre histoire.

Il déclare : « Que font nos frères en Palestine ? Tout le contraire d'avant : ils étaient des serviteurs dans le pays de leur exil et se trouvent soudain dans un été de liberté sans limite et sans restriction, tel qu'on ne peut en trouver qu'en Turquie.

Ce soudain changement a provoqué une tendance au despotisme, comme c'est toujours le cas lorsqu'un serviteur devient le maître, et ils traitent les Arabes avec hostilité et cruauté, ils restreignent leurs droits d'une manière déraisonnable, les insultant sans raison, et tirent gloire de tels actes ; et personne ne prend aucune mesure contre cette méprisable et dangereuse tendance ».

En 1919, un autre juif, W. Brunn, écrivait : « Nous qui souffrons de persécutions dans le monde entier et qui réclamons le respect des droits de l'homme en notre faveur, nous allons en Palestine y renverser les rôles ».

En 1923, l'anthropologue juif américain Goldenweiser notait avec inquiétude que les juifs en Palestine avaient des préjugés contre les Palestiniens et les considéraient comme inférieurs, il raconte ses visites à des écoles juives où des instituteurs lui ont parlé de la stupidité et de l'infériorité congénitale des Arabes.

Quand Goldenweiser demanda à un éducateur juif s'il enseignait cela à ses élèves, le maître répondit « Mais ils savent cela par eux-mêmes ». Arthur Koestler raconte que « chaque juif, marxiste ou non, se considère comme un membre de la race élue et considère comme un membre de la race élue et considère l'Arabe comme son inférieur ».

Schizophrénie morale

Ce paradoxe, si répandu chez les juifs de notre temps, est appelé « schizophrénie morale », « myopie morale », par le journaliste juif J.F. Stone.

Celui-ci, qui a été décoré en 1948 par l'Irgoun, a écrit en 1967 un article très pénétrant (3) que nous allons citer.

Il fait de très subtiles comparaisons entre le comportement sioniste et celui des nazis et en tire des conclusions psychologiques.

Refusant les arguments israéliens au sujet de l'exode palestinien, M. Stone déclare : « Le point de vue que les réfugiés ont fui « volontairement » ou parce que leurs chefs les ont poussés à le faire jusqu'après la fin des combats, non seulement repose sur un mythe, mais ne constituerait même pas une justification.

Est-ce que les réfugiés juifs allemands ont perdu le droit de récupérer leurs biens, sous prétexte qu'ils ont fui " volontairement « leur pays sous Hitler ? ».

M. Stone poursuit : « Le terrorisme juif, grâce aux massacres sauvages de l'Irgoun, tels que celui de Deir Yassin, et aussi sous la pression moins brutale de la Haganah, a lui-même 'encouragé' les Arabes à quitter les régions dont les juifs voulaient s'emparer pour des raisons stratégiques ou démographiques.

Ils ont fait en sorte que dans la plus grande partie possible d'Israël il y ait le moins possible d'Arabes ».

En ce qui concerne la prétendue « compensation » qu'on pourrait établir entre les Palestiniens et des « réfugiés juifs » du monde arabe, M. Stone déclare : « Les Arabes palestiniens considèrent que cette 'compensation' de la même manière que les juifs allemands quand le IIIème Reich refusait de restituer les biens sous ce prétexte qu'ils étaient 'compensés' par les pertes des réfugiés allemands des Sudètes ».

Il remarque que « cette 'myopie morale' permet aux sionistes d'insister sur les droits des juifs a la Palestine après dix-neuf cents ans d'exil et de refuser ces mêmes droits aux réfugiés arabes après seulement dix-neuf ans d'absence ».

Stone déclare plus loin : « Le fait d'être apatride est le thème principal du sionisme, mais le droit à cette situation pathétique est absolument refusé aux réfugiés arabes ».

Et encore : « Ceux qui ont connu les effets du racisme et de la discrimination dans leur propre chair et dans leur propre dignité sont moins excusables d'être racistes que ceux qui ne peuvent connaître que par l'imagination l'effet destructeur des préjugés raciaux ».

M. Stone raconte un entretien avec Moshé Dayan à la T.V. américaine, le 11 juin 1967, dans lequel Dayan déclarait que même si Israël pouvait absorber les Palestiniens dans les « territoires conquis », il ne le ferait pas, car cela transformerait Israël en un Etat bi ou polynational, arabo-juif, au lieu d'un Etat juif, « Nous voulons un Etat juif comme les Français ont un Etat français ».

Stone conclut : « Israël crée une sorte de schizophrénie morale dans le judaïsme mondial Dans la Diaspora, le salut du judaïsme dépend de l'existence de sociétés laïques nos raciales et 'pluralistes'.

En Israël, le judaïsme se trouve défendre une société dans laquelle un mariage mixte ne peut être légalisé, dans laquelle les non-juifs ont un statut inférieur aux juifs, dans laquelle l'idéal est racial et exclusif.

Les juifs doivent combattre dans la Diaspora, pour leur sécurité et leur existence, des principes a des pratiques qu'ils se trouvent eux-mêmes défendre en Israël.

Ceux qui viennent du monde extérieur, même dans leurs moments de plus grand enthousiasme pour les réalisations d'Israël ressentent des accès de claustrophobie, pas seulement géographique mais aussi spirituelle.

Ceux qui sont pris par une ferveur prophétique commencent bientôt à ressentir que la lumière qu'ils attendaient de Sion n'est, en fait, qu'un nouvel et étroit nationalisme.

Or, les périodes des plus grands succès créateurs du judaïsme doivent être associées à des civilisations de caractère diversifié et aux grands moments d'expansion et de tolérances : durant la période hellénique, sous la civilisation arabe en Afrique du Nord, en Espagne, en Europe occidentale et en Amérique.

Les valeurs universelles ne peuvent qu'être le fruit d'une vision universelle : la grandeur des prophètes réside dans leur faculté de dépasser les limites de l'organisation ethnique.

Un nationalisme lilliputien ne peut pas créer des vérités valables pour toute l'humanité.

Telles sont les racines d'une croissante divergence entre les juifs et les Israéliens, les premiers ayant le sens d'une mission de témoins dans la jungle humaine, les seconds s'occupant seulement du bien-être de leur tribu ».

Les juifs vont-ils changer leur comportement ?

Nous avons montré par ces citations qu'il a toujours existé des juifs pour s'opposer moralement au sionisme, n'y a jamais eu une opinion juive vraiment monolithique.

Le succès de la propagande sioniste, en galvanisant la majorité des juifs et en l'attirant à lui, ne saurait être attribué à la seule tromperie ou à la manipulation intellectuelle. Les juifs sont assez intelligents pour ne pas céder à la seule propagande.

C'est l'antisémitisme en Occident et l'hypocrisie régnant dans les sociétés occidentales sur les plans racial et religieux qui ont finalement poussé les juifs, graduellement, à cette schizophrénie morale mentionnée plus haut.

En toute franchise, il faut ajouter à ces facteurs les comportements souvent erronés des Arabes.

Avant la révolution palestinienne, les positions antijuives prévalaient dans le monde arabe, sans doute par la suite de comportements anti arabes de la part des juifs.

Les Palestiniens n'étaient pas en mesure de proposer une solution humaine et raisonnable au sionisme israélien.

Les juifs éprouvaient de la difficulté à vivre dans les pays arabes et le problème des minorités jetait un doute sur la possibilité pour eux de trouver la sécurité au milieu du monde arabe sans l'existence d'un Israël militariste.

C'est un fait qu'au cours de la période 1948-1967 les juifs ont bénéficié de la sécurité, au moment où les Palestiniens, et peut-être d'autres Arabes avec eux se voyaient privés de la leur.

La révolution palestinienne a créé une nouvelle alternative : pas de sécurité dans un Etat raciste, mais toute la sécurité dans une nouvelle Palestine démocratique.

Un dialogue se développe entre les révolutionnaires palestiniens et les juifs libéraux progressistes, socialistes, et même des conservateurs religieux.

De plus en plus, des amis juifs ouvrent leurs bras pour embrasser la révolution palestinienne et être accueillis par elle.

Les sionistes sont réellement inquiets de ce nouveau phénomène. Un article publié dans le Jérusalem Post du 2 juillet 1969 accusait ces juifs d'être de nouveaux traîtres à leur peuple et considérait leur alliance avec la révolution comme des plus sérieuses et menaçantes, n'est unie que le phénomène de schizophrénie morale juive soit souligné, que la conscience judaïque reçoive un choc en découvrant les conséquences ultimes du sionisme.

Mais on peut penser que les juifs non israéliens en viendront à une entente avec la révolution palestinienne avant les juifs israéliens.

Après tout, les Français de Paris ont accepté plus facilement la révolution algérienne que les Pieds-Noirs.

Cependant, les efforts doivent continuer en Palestine pour gagner les juifs à la révolution. Nos progrès auront des conséquences.

De toute évidence, ils durciront l'attitude de certains sionistes juifs contre les Palestiniens, spécialement l'oligarchie qui n'a qu'à perdre dans une Palestine ouverte et démocratique ; mais ils auront aussi un effet salutaire, en démontrant qu'un Israël voué à l'exclusivisme est un foyer, non de refuge, mais d'insécurité, et ne pourra pas durer.

La révolution palestinienne assume une grande responsabilité en décidant de gagner les juifs à sa cause par des actes et pas seulement par des mots.

La révolution ne devrait pas - et en fait elle ne le fera pas - laisser échapper la moindre occasion de prouver au judaïsme mondial et aux juifs de Palestine qu'elle se tiendra à leur côté s'ils sont persécutés et qu'elle est résolue à créer avec eux et à faire vivre une nouvelle Palestine qui ne sera pas fondée sur la tricherie, le racisme ou la discrimination, mais sur la coopération et la tolérance.

Si une telle campagne réussit à vaincre à la fois sur le terrain et dans les cœurs, la Palestine démocratique deviendra vraisemblable en même temps que souhaitable et réalisable. Comment se présentera ce nouveau pays ?

Que veut réellement dire la révolution palestinienne par ces mots : démocratique, progressive et non confessionnelle ?

Voilà de sérieuses questions qui exigent une attention particulière et qui feront l'objet de la dernière partie de cette étude.

III - LA NOUVELLE PALESTINE DÉMOCRATIQUE

L'établissement d'une société progressiste ouverte à tous les Palestiniens est sûrement une meilleure solution que celles qui consisteraient à rejeter « les Arabes dans le désert » ou « les juifs à la mer ».

Mais, pour que cette solution soit réalisable, il faut qu'elle soit acceptée par les parties concernées aussi bien que par les peuples du monde, agissant comme tierce partie intéressée, n faut montrer que ce plan peut réussir.

Nous avons déjà examiné le comportement de la révolution palestinienne pour atteindre ce but, en mettant l'accent sur son attitude à l'égard des juifs.

Un changement révolutionnaire a été mis en évidence : les Palestiniens ne voient plus les juifs comme des ennemis héréditaires; ils

identifient clairement l'ennemi comme l'Etat raciste-colonialiste d'Israël et ses alliés impérialistes.

En lisant la littérature juive, en tendant la main aux juifs progressistes à travers le monde et en acquérant plus de confiance au fur et à mesure des progrès de la révolution, le comportement des Palestiniens a changé.

Les comportements des juifs ont été analysés ensuite. La propagande sioniste persiste à considérer les Palestiniens comme des nomades, des terroristes assoiffés de sang et des traîtres.

Mais un certain nombre de juifs - spécialement ceux vivant hors de Palestine - sont en train de changer d'opinion et se rallient à un appel pour une Palestine progressiste et non-confessionnelle.

Changer l'esprit et le comportement des juifs de Palestine reste une tâche de la révolution importante et pas encore accomplie.

Mais une guerre de libération populaire destinée à détruire l'Etat raciste-impérialiste créera de nouvelles conditions de vie rendant possible une nouvelle Palestine.

Ainsi l'alternative présentée aux juifs de Palestine est radicalement changée. Auparavant c'était un Etat d'Israël puissant ou le risque d'être rejeté à la mer.

Aujourd'hui, la révolution propose, au lieu de l'insécurité dans un Israël exclusif et raciste, une Palestine ouverte, sûre et tolérante pour tous ses habitants.

La révolution palestinienne tend ainsi, à la longue, à recruter des juifs palestiniens aussi bien que des non-juifs dans ses forces de libération, et cela constitue une étape importante vers la réalisation de son but final.

Mais cela requiert un changement profond dans le comportement juif.

Pour atteindre cet objectif, il est nécessaire maintenant d'élaborer et de clarifier le projet d'une Palestine démocratique.

Difficultés et limitations

Il est difficile et risqué, à cette première étape de la révolution, de faire une déclaration claire et définitive sur ce que sera la nouvelle Palestine libérée ? Le réalisme plutôt qu'un rêve romantique doit constituer notre principale approche révolutionnaire.

Nous ne croyons pas que la victoire soit proche. La révolution ne sous-estime pas l'ennemi et ses alliés impérialistes. Ce qui se passera durant les années d'un dur combat pour la libération ne peut être aisément prévu.

Le comportement des juifs palestiniens se durcira-t-il ou deviendra-t-il plus souple ? Une nouvelle poussée vers la droite, augmentant le terrorisme antiarabe - dans la tradition de l'O.A.S. algérien -, suivi par un exode volontaire massif à la veille de la libération, poserait un problème tout à fait différent.

En revanche, si des juifs rejoignaient en grand nombre la révolution ou collaboraient avec elle, cela donnerait des assises plus solides au développement de la nouvelle Palestine. La révolution travaille sérieusement à réaliser la seconde hypothèse.

Les opérations de guérillas sont essentiellement dirigées contre les fondements militaires et économiques de l'Etat colonial sioniste.

Quand un objectif civil est choisi, on s'efforce de réduire au minimum la perte en vies civiles, bien qu'il soit difficile de distinguer entre civils et non civils dans cette société Spartiate moderne où tout adulte est mobilisé.

En frappant des zones non spécifiquement militaires, on s'efforce de provoquer chez les Israéliens un choc psychologique, en leur faisant comprendre que l'Etat raciste et militariste ne peut leur assurer la sécurité quand il organise un génocide contre les masses palestiniennes exilées et opprimées.

Dans l'affaire de la bombe de la rue Dizengoff, à Tel-Aviv, les guérilleros du Fath ont différé trois fois l'opération pour choisir un emplacement (en face d'un immeuble en construction) et un moment (vers minuit)

destinés à intensifier au maximum le bruit et réduire au minimum les victimes. Le résultat fut que peu de gens furent blessés, mais que des milliers furent ébranlés et conduits à de sérieuses réflexions.

Quoi qu'il en soit, et malgré toutes les incertitudes, les révolutionnaires palestiniens sont animés par la certitude d'un avenir meilleur pour leur contrée opprimée.

Il faut dès maintenant réfléchir et trouver des réponses aux milliers de questions relatives à cet avenir.

Même si ces réponses sont aléatoires, elles ouvriront un dialogue qui préparera la route vers des solutions mûries et des réalisations fructueuses.

Profil de la Palestine démocratique : 1. Le territoire

La Palestine d'avant 1948, comme définie durant le mandat britannique, est le territoire qui doit être libéré et un Etat démocratique et progressiste doit être créé. La Palestine libérée fera partie de la patrie arabe, et ne sera pas un Etat étranger à l'intérieur de cette patrie.

L'union probable de la Palestine avec d'autres Etats arabes rendra moins important le problème des frontières, mettant fin au caractère artificiel du présent statut d'Israël et éventuellement de celui de la Jordanie.

Le nouveau pays sera anti-impérialiste et rejoindra le rang des pays progressistes et révolutionnaires.

Par conséquent, il devra couper les liens, aujourd'hui vitaux pour Israël, de totale dépendance à l'égard des Etats-Unis. Son intégration dans la région sera une exigence essentielle.

Il doit être tout à fait clair que la nouvelle Palestine évoquée ici n'est pas la seule rive ouest du Jourdain occupée, ou le territoire de Gaza.

Ce sont là des zones occupées par les Israéliens depuis juin 1967.

La patrie des Palestiniens usurpée et colonisée en 1948 n'est pas moins chère ou importante que la partie occupée en 1967.

D'autre part, l'existence même de l'Etat raciste et oppresseur d'Israël, fondée sur le départ et l'exil forcée d'une partie de ses citoyens, ne peut être acceptée par la révolution, même s'il ne s'agit que d'un petit village palestinien. N'importe quel arrangement favorable à l'Etat colonial est inacceptable et ne saurait durer.

N'est permanente que la population de la Palestine : ses juifs, ses chrétiens et ses musulmans dans un pays qui les intègre tous.

2. Les composants

Tous les juifs, musulmans et chrétiens vivant en Palestine ou exilés de ce pays par la force auront droit à la citoyenneté palestinienne. Ce principe garantit le droit à tous les Palestiniens exilés de retourner dans leur patrie, qu'ils soient nés en Palestine ou en exil et quelle que soit leur présente nationalité.

Cela signifie également que tous les juifs palestiniens - actuellement israéliens -ont les mêmes droits, à condition naturellement qu'ils rejettent le chauvinisme sioniste et raciste et qu'ils acceptent pleinement de vivre comme des Palestiniens dans la nouvelle Palestine.

La révolution rejette donc explicitement le principe selon lequel ne seraient acceptés que les juifs qui vivaient en Palestine avant 1948 ou avant 1914, et leurs descendants.

Après tout, Dayan et Allon sont nés en Palestine avant 1948 et ils sont, ainsi que beaucoup de leurs collègues, des sionistes racistes invétérés qui n'ont pas certainement pas la qualité pour recevoir le statut de Palestiniens.

Dans une interview fameuse, Abou Iyad, un officier du Fath, a réaffirmé que non seulement les juifs progressistes antisionistes, mais même des sionistes actuels qui manifesteraient la volonté d'abandonner leur idéologie raciste, seront les bienvenus comme citoyens palestiniens.

C'est l'opinion de la révolution que la plupart des juifs israéliens actuels changeront leur comportement et souscriront à la nouvelle Palestine, surtout après la destruction de la machine d'Etat oligarchique, de l'économie de classes et de l'institution militaire.

L'idéologie

Les Palestiniens, au cours de leur lutte de libération et au moment de leur libération, décideront du système de gouvernement et de l'organisation politique, économique et sociale de leur patrie libérée.

(On répète ici que le terme « Palestiniens » comprend les Palestiniens arabes qui sont exilés, ceux qui vivent en terre occupée, ainsi que les juifs antisionistes).

Une Palestine démocratique et progressiste, toutefois, rejette par élimination une forme de gouvernement théocratique, féodal, aristocratique, autoritaire ou raciste-chauvine.

Ce sera un pays qui ne permettra pas l'oppression ou l'exploitation d'une partie de la population par un autre groupe ou par des individus, un Etat qui donnera des chances égales à chacun de ses citoyens pour le travail, l'accomplissement des devoirs religieux, l'éducation, le droit de décision politique, l'expression culturelle et artistique.

Cela n'est pas un rêve utopique, car la lutte pour réaliser la nouvelle Palestine crée par elle-même le climat nécessaire au futur système de gouvernement, c'est-à-dire que la guerre populaire de libération fait surgir de nouvelles valeurs et suscite un nouveau comportement qui sont une garantie pour la démocratie qui suivra la libération.

Preuve en est le changement de comportement à l'égard du travail collectif constaté dans les camps de réfugiés et de combattants en Jordanie et au Liban.

Les Palestiniens et les autres frères qui se joignent à eux acceptent volontairement de travailler et d'assurer leur subsistance, il n'y a pas d'exploitation ni de travail d'esclave. Les valeurs de la vie humaine se transforment.

Contrairement aux raids an napalm israéliens et à leurs tueries sans discrimination, les combattants palestiniens sélectionnent leurs objectifs.

De nouvelles formes de relations humaines apparaissent. Aucune relation de maître à esclave ne peut être établie entre des combattants luttant pour la liberté.

Une conscience accrue des dimensions internationales de leur problème, la prise en considération de ceux qui appuient l'opresseur et de ceux qui aident l'opprimé, créent de nouvelles responsabilités à l'égard de la communauté internationale, en particulier envers les partisans de la libération et de la démocratie.

Par conséquent, les Palestiniens n'accepteront, après leur libération, d'être soumis à qui que ce soit et n'instaureront un régime d'oppression contre quelque groupe que ce soit, car ce serait la négation de leur raison d'être et l'abdication de leur idéal révolutionnaire.

Cela apparaît clairement dans les camps de réfugiés palestiniens au Liban et en Jordanie. Après vingt-deux ans d'oppression, d'humiliation par la police secrète et les exploiters locaux, les camps se sont éveillés à la révolution.

Dans la lutte, les exilés ont brisé leurs chaînes, ils ont expulsé la police secrète, ses espions et les exploiters qui étaient leurs alliés, et ont institué une administration démocratique autonome.

Des services médicaux, éducatifs et sociaux sont installés localement par les organisations révolutionnaires sur une base d'initiative personnelle qui a rétabli la dignité et le respect de soi. La criminalité dans ces camps a considérablement baissé, à 10% de ce qu'elle était avant la révolution. La discipline personnelle a remplacé la police.

La nouvelle milice a établi un lien entre l'avant-garde révolutionnaire et la base des masses populaires. Des contrôles démocratiques sont institués. Ces Palestiniens n'accepteront pas

l'oppression ou la soumission et n'imposeront pas un tel régime à qui que ce soit.

Les journalistes et les autres visiteurs étrangers ont découvert que nulle part dans le monde arabe ils ne trouvent des gens aussi mûrs et aussi tolérants envers les juifs que dans les camps de Jordanie et du Liban et spécialement parmi les « Ashbal ». Ces jeunes Palestiniens (de 8 à 16 ans) sont entièrement libérés de tout complexe antijuif.

Ils ont une vision plus claire de la nouvelle Palestine démocratique que les bourgeois habitant dans les villes. Ces adolescents sont les libérateurs de demain. Ils compléteront la destruction de l'oppression israélienne et rebâtiront la nouvelle Palestine.

En définitive, si cette Palestine démocratique et progressiste est encore une utopie, et bien, les combattants palestiniens et les habitants des camps sont en train de la réaliser.

Deux conceptions fausses

Diverses interprétations de la Palestine démocratique sont apparues dans certains milieux, qui demandent à être clarifiées et parfois corrigées. Nous essaierons ici d'évoquer deux de ces interprétations qui nous semblent particulièrement importantes :

1) La conception d'une Palestine non confessionnelle ne doit pas être confondue avec celle d'un Etat multireligieux ou binational La nouvelle Palestine ne doit pas être construite autour de trois religions d'Etat ou de deux nationalités.

Elle implique, plus simplement, l'absence d'oppression religieuse d'un groupe par un autre et la liberté de pratiquer sa religion sans discrimination.

La révolution ne désire aucun durcissement des prescriptions religieuses.

Elle n'envisage aucune distribution stricte et fixée à l'avance, sur des bases religieuses, des fonctions politiques et des autres postes importants.

Le modèle libanais (où une hiérarchie réactionnaire, quasi-féodale ou commerciale-capitaliste, divise les postes et les fonctions sur la base de l'appartenance à des sectes, pour perpétuer la domination sur les masses) est complètement étranger à l'esprit de la révolution.

Yasser Arafat a répété plusieurs fois que le président de la Palestine libérée pourra être un juif, un musulman, un chrétien, non à cause de sa religion ou de la secte à laquelle il appartient, mais en vertu de son mérite comme Palestinien.

En outre, les frontières religieuses et ethniques s'imbriquent étroitement en Palestine, de sorte que le terme binational et une dichotomie arabe-juive sont sans signification, ou au mieux, tout à fait sujets à contestation.

La majorité des juifs actuellement en Palestine sont des juifs arabes. La Palestine rassemble donc des Arabes juifs, chrétiens et musulmans, aussi bien que des juifs non arabes, les juifs occidentaux.

2) La nouvelle Palestine démocratique ne saurait constituer un substitut à la libération. Elle est au contraire l'objectif suprême de celle-ci. Un Etat fantoche sur la rive ouest et dans la zone de Gaza, un Israël désionisé dans le style d'un Avnery, ou « pasteurisé », ou une confédération sémitique, sont catégoriquement rejetés par la révolution.

Ce sont là des plans racistes destinés à tromper les Palestiniens et les autres Arabes, de façon à maintenir une hégémonie israélienne et une soumission palestinienne. Tous ces projets prévoient le maintien de l'agression fondamentale qui a conduit à l'exil forcé des Palestiniens et à l'oppression des masses.

La condition sine qua non de la nouvelle Palestine passe par la destruction des fondements politiques, économiques et militaristes de l'Etat colonial chauviniste et raciste.

Le maintien d'une machine militaire, technologiquement avancée, grâce à un afflux continu de capital occidental, et l'échange des

populations ont permis à l'organisation sioniste expansionniste de poursuivre son agression et de la répéter. La liquidation de cette organisation est nécessaire à la naissance de la nouvelle Palestine.

La période de transition

Il est tout à fait logique que soient prises des mesures collectives transitoires tout de suite après la libération et, même, que certaines d'entre elles subsistent dans l'Etat, c'est-à-dire que certains privilèges collectifs ou de groupes soient accordés à côté de privilèges purement individuels.

Les juifs et les non-juifs auront le droit de pratiquer leur religion et de développer leur culture et leur langue. Il est normal, par exemple, que l'arabe et l'hébreu soient tous deux enseignés comme langues officielles dans les écoles du gouvernement à tous les Palestiniens, juifs ou non-juifs.

Le droit de libre circulation dans le pays et à l'extérieur sera garanti. Les Palestiniens désireux de quitter volontairement le pays seront autorisés à la faire.

L'immigration sera limitée pendant une période transitoire au retour de tous les Palestiniens exilés désireux de rentrer dans leur patrie. Dans l'Etat permanent normalisé, l'immigration sera soumise à la réglementation sur laquelle on se sera mis d'accord et, compte tenu de la capacité d'absorption du pays, l'immigration sera ouverte sans discrimination.

La liberté d'accès, les visites et les pèlerinages ainsi que le tourisme seront garantis - sous réserve de la réglementation normale - à tous les juifs, musulmans et chrétiens du monde, qui considèrent la Palestine comme un lieu saint de pèlerinage et de méditation.

La nouvelle Palestine est-elle viable ?

Plusieurs critiques bien intentionnés déclarent que, même si la création d'une Palestine démocratique est possible, elle ne survivra pas longtemps. Leur principal argument est que l'équilibre démographique et culturel favorisera les juifs.

Ce facteur, selon eux, conduira soit à une situation explosive, soit à la domination de la nouvelle Palestine par les juifs et à un retour à un Etat néo-sioniste déguisé.

Cet argument est sérieux et paraît tout à fait plausible dans le contexte actuel de la dichotomie européenne qui présente les Arabes comme un groupe ethnique arriéré et les juifs comme un groupe moderne.

Quant à la population, les juifs sont actuellement en Palestine au nombre de 2,5 millions, en face de 2,6 millions de Palestiniens arabes (chrétiens et musulmans) dans les territoires occupés avant et après 1967 et en exil. Le taux de natalité et le taux naturel net de croissance sont plus élevés chez les Palestiniens arabes que chez les juifs en Palestine.

C'est l'immigration qui a été la principale cause de l'accroissement du nombre des juifs. Mais on doit prendre en considération le fait que 250 000 juifs ont définitivement quitté la Palestine depuis 1949, dans une période où régnait une sécurité relative. La plupart de ces émigrants étaient des juifs européens.

En outre, la majorité des nouveaux immigrants sont des juifs arabes qui ont trouvé très difficile de rester dans leur pays après la création et l'existence de l'Etat colonial d'Israël agresseur.

La lutte révolutionnaire provoquera inévitablement une augmentation du rythme de l'émigration, spécialement de ceux qui jouissent d'un statut privilégié dans l'Etat raciste et qui répugneront à s'adapter à une société ouverte et diversifiée.

Parallèlement à cette évolution se développera la modernisation croissante des pays arabes et leur attitude tolérante à l'égard de toutes les minorités, y compris les citoyens juifs.

Le Fath a déjà engagé des négociations avec plusieurs pays arabes pour qu'ils autorisent les émigrants juifs à rentier et qu'ils leur rendent leurs propriétés, en leur garantissant une entière égalité des droits.

On s'attend à ce que l'ensemble de ces facteurs maintienne un équilibre démographique relatif en Palestine.

Quant au niveau de développement social et éducatif, il augmente rapidement chez les Palestiniens arabes. On estime que le nombre de Palestiniens en exil détenteurs de diplômes universitaires dépasse 50 000.

Les Palestiniens ont brillamment rempli des fonctions d'éducateurs, de techniciens et ont exercé des professions libérales dans plusieurs pays arabes, spécialement dans la Péninsule Arabique et en Afrique du Nord.

Les Palestiniens arabes ont fait face à ce défi culturel d'avant 1948 et ont réussi dans une période relativement courte de trente ans. à soutenir la compétition avec les juifs dans l'agriculture, l'industrie, l'éducation et même dans le domaine de la finance et de la banque.

Armés de l'esprit d'une révolution victorieuse, remplis d'espoir par la camaraderie que leur manifestent nombre de juifs, les Arabes de Palestine seront des partenaires effectifs et à égalité dans la construction de la nouvelle patrie.

L'intégration de la Palestine dans la région arabe augmentera sa vitalité économique et politique.

Le boycottage arabe actuel sera remplacé par une aide économique et par des relations commerciales, objectif que l'Etat colonial d'Israël n'a absolument pas atteint, restant un laquais et un protégé de l'Amérique depuis sa naissance.

Conclusion

Le concept de la Palestine démocratique non confessionnelle n'est pas encore tout à fait clair et doit encore être étudié. Mais on ne peut faire mieux à cette étape d'une lutte difficile pour la libération.

Les Palestiniens ont surmonté leur amertume et leur sentiment de frustration dans un temps relativement court grâce à la lutte armée.

Il y a quelques années, la seule discussion de ce projet aurait été considérée comme une liquidation du problème, ou de la haute trahison.

Même aujourd'hui, certains Arabes trouvent difficile d'accepter l'objectif que nous nous sommes proposés, et secrètement - ou publiquement - ils espèrent qu'il ne constitue rien d'autre qu'une action tactique de propagande.

Et bien, disons-le catégoriquement et définitivement, ce n'est pas cela. La révolution palestinienne est destinée à combattre pour la création de la nouvelle Palestine démocratique et non confessionnelle comme l'objectif à long terme du mouvement de libération.

L'annihilation des juifs ou des Palestiniens exilés et la création d'un Etat raciste ou théocratique en Palestine, qu'il soit juif, chrétien ou musulman, est absolument inacceptable et ne peut réussir ni durer. Les masses palestiniennes opprimées combattront et feront tous les sacrifices pour abattre un Etat oppresseur et exclusiviste.

Les racistes israéliens sont vivement irrités par l'idée d'une Palestine démocratique.

Cette irritation fait apparaître les contradictions du sionisme et met à nu la schizophrénie morale qui a atteint la communauté juive du monde depuis la création d'Israël.

L'adoption de ce nouvel objectif par de nombreux juifs progressistes, dont l'opinion compte, effraie le sionisme mondial.

Plusieurs de ces juifs ont été menacés et molestés par les sionistes pour leur adhésion aux principes d'une Palestine démocratique comme objectif final de la libération.

Les sionistes ont déclenché une campagne pour discréditer cette idée, particulièrement parmi les juifs.

Leur effort a été vain.

La force de la logique et le souvenir des années de persécutions subies dans des sociétés exclusives du fait des racistes ouvrent les yeux des juifs et des autres hommes, leur faisant comprendre que la seule solution permanente qui apportera une paix durable et la justice à notre Palestine est celle qui consiste à construire un pays progressiste, ouvert et tolérant pour nous tous.

Notes :

- 1) déclaration des délégués du Fatah à la seconde conférence internationale pour le soutien aux peuples arabes, Le Caire, 28 janvier 1969
- 2) Ibidem
- 3) J.F. Stone, For a new approach to the Israeli-Arab conflict, The New York Review Book, 3 août 1967



Définition du sionisme

par l'Organisation de Libération de la Palestine

Article 22

Le sionisme est un mouvement politique organiquement lié à l'impérialisme international et opposé à toute action de libération et à tout mouvement progressiste dans le monde. Il est raciste et fanatique par nature, agressif, expansionnisme et colonial dans ses buts, et fasciste par ses méthodes.

Israël est l'instrument du mouvement sioniste et la base géographique de l'impérialisme mondial, stratégiquement placé au coeur même de la patrie arabe afin de combattre les espoirs de la nation arabe pour sa libération, son union et son progrès.

Israël est une source constante de menaces vis-à-vis de la paix au Proche-Orient et dans le monde entier. Etant donné que la libération de la Palestine éliminera la présence sioniste et impérialiste et contribuera à l'instauration de la paix au Proche-Orient, le peuple palestinien recherche l'appui de toutes les forces progressistes et pacifiques du monde et les invite toutes instamment, quelles que soient leurs affiliations et leurs croyances, à offrir aide et appui au peuple palestinien dans sa juste lutte pour la libération de sa patrie.

Résolutions prises par le Conseil National Palestinien, du 1er au 17 juillet 1968

Extrait de la solution démocratique du problème palestinien 1970

« Au moment où les forces productives ont commencé à déborder les frontières nationales, le sionisme est allé créer un Etat artificiel et isolé. Pour cela, le sionisme était obligé de faire alliance avec l'impérialisme ; l'Etat national artificiel ne peut exister qu'en tant que fait colonial, intimement lié à l'impérialisme qui domine la région. Et l'un des aspects fondamentaux de l'histoire du sionisme est celle de ses alliances avec tel ou tel impérialisme (relations avec l'empereur d'Allemagne, avec le sultan ottoman, avec l'Angleterre à partir de 1917, enfin avec les U.S.A. depuis 1945).

Cette alliance avec l'impérialisme n'est pas, comme essayent de le faire croire les « sionistes de gauche », un fait imposé par l'hostilité des arabes, mais un choix imposé par la nature même de l'objectif que s'est proposé le sionisme, et ceci apparaît très clairement dans le journal de Théodore Herzl, créateur du sionisme politique. Aujourd'hui, Israël joue le rôle de gendarme, protégeant les intérêts impérialistes dans la région, et se tenant aux aguets, prêt à attaquer le mouvement national de libération arabe chaque fois que celui-ci menace sérieusement les intérêts de l'impérialisme.

Parallèlement, l'impérialisme garantit l'existence d'Israël, en lui fournissant en permanence les aides financières et militaires d'une part, et en conservant les structures traditionnelles, faibles et rétrogrades dans la zone arabe, en s'alliant avec elles, d'autre part. Cette relation précise entre Israël et l'impérialisme met la question palestinienne au coeur de la lutte anti-impérialiste dans la région et approfondit la contradiction entre d'une part Israël, et d'autre part les classes et les avant-gardes qui mènent cette lutte.

En conclusion, disons que l'Etat d'Israël est une force coloniale d'une nature spécifique, et il est, en même temps, une partie intégrante du camp impérialiste, actuellement allié aux U.S.A. qui sont à la tête de ce camp. Mais la nature spécifique du colonialisme israélien donne à Israël une indépendance relative, représentée par sa politique propre dictée par ses intérêts spécifiques et qui ne coïncident pas toujours avec les intérêts généraux du camp impérialiste. Mais cette indépendance reste relative car la spécificité d'Israël ne peut outre passer l'unité du camp impérialiste, de même que cette unité ne nie pas cette spécificité. »

PLATE-FORME COMMUNE DU SEPTIEME CONSEIL NATIONAL PALESTINIEN

mai 1970

Tout comme le FLN avec l'Algérie, l'OLP en 1970 n'analyse pas le parcours historique de la Palestine, ne voit pas la dimension féodale et ne contient pas de dimension sociale dans son programme.

1. Les masses palestiniennes ouvrières et laborieuses, ainsi que toutes les forces qui ont intérêt à participer à l'étape de libération nationale ayant pour but la libération totale de la terre palestinienne, sont les forces constitutives de la révolution palestinienne.
2. La lutte palestinienne part de la foi en l'unité du peuple sur le terrain palestino-jordanien et de la conviction que le peuple palestinien fait partie de la nation arabe et que la terre palestinienne fait partie de la terre arabe.
3. La révolution palestinienne fait partie intégrante du mouvement de la révolution arabe contemporaine et du mouvement de libération international contre l'impérialisme et le sionisme mondial.
4. Les ennemis de la libération nationale palestinienne sont le sionisme, l'État d'Israël, l'impérialisme et toutes les forces complices liées dialectiquement et fonctionnellement à l'impérialisme et au colonialisme.
5. L'objectif de la lutte palestinienne est la libération de la Palestine tout entière et la cohabitation de tous ses citoyens, égaux en droits et en obligations, dans le cadre des perspectives d'unité et de progrès de la nation arabe.
6. La guerre révolutionnaire du peuple est la voie fondamentale de la libération de la Palestine.
7. Le peuple de Palestine et son Mouvement de libération nationale luttent pour la libération totale et refusent toutes les solutions pacifiques liquidatrices et capitulationnistes, y compris les manœuvres réactionnaires et impérialistes en vue d'établir un État palestinien sur une partie de la terre palestinienne, ainsi que la résolution liquidatrice du Conseil de Sécurité en date du 22 novembre 1967.
8. La résistance considère la terre arabe entourant Israël comme le champ d'action légitime de la lutte palestinienne ; et toute tentative de fermer un pays arabe à la résistance équivaut à une trahison des objectifs de libération du peuple de Palestine et de la nation arabe.
9. La résistance affirme son indépendance totale à l'égard de tous les régimes arabes et rejette toutes les tentatives d'encerclement, de parrainage, de noyautage ou de récupération.
10. Tous les détachements de la résistance s'accordent pour créer un comité militaire unifié pour étendre la lutte armée et passer à un nouveau stade de l'action fedayine (de partisans) et de la guerre populaire de libération.

11. Armer les masses palestiniennes et arabes dans les pays limitrophes de la terre palestinienne occupée est une nécessité vitale pour protéger la résistance des tentatives de liquidation et pour la participation directe et efficace de ces masses à la lutte contre l'agression impériale-sioniste.

12. Israël, de par son essence, est une société fermée, raciste et liée à l'impérialisme; de ce fait, les forces progressistes limitées en son sein ne peuvent provoquer une modification radicale de sa nature sioniste, raciste et impérialiste. Il s'ensuit que le but de la révolution palestinienne est la liquidation de l'entité sioniste d'Israël, avec ses diverses institutions et la réalisation de tous les objectifs de la révolution.

Les points sur lesquels s'établit un accord deviennent impératifs pour tous; les points sur lesquels l'accord n'est pas encore établi sont laissés à l'initiative de chaque organisation dans le cadre de son optique propre et de l'intérêt général de la révolution. Tous les détachements participeront au prochain Conseil national palestinien et aux institutions issues de l'OLP. L'importance de chaque organisation au sein du Conseil ne sera pas un objet de discussion entre les organisations. Par décision du Conseil national, un Comité central sera créé, regroupant l'ensemble des détachements de la résistance, pour assumer son rôle dirigeant et remplacer le commandement unifié. Le comité central comprendra le comité exécutif de l'OLP, des représentants de toutes les organisations de résistance, le président du Conseil national et le commandant de l'armée de libération.

Le Mouvement de libération nationale palestinienne

Fath

L'Organisation de libération palestinienne et toutes les institutions qui en dépendent (ALP, Forces populaires de libération, comité exécutif)

Avant-gardes de la guerre populaire de libération (Saïka)

Front populaire pour la libération de la Palestine

Front populaire démocratique pour la libération de la Palestine

Organisation populaire pour la libération de la Palestine

Front de lutte populaire palestinienne

Organisation arabe de la Palestine

Front populaire (commandement général)

Front arabe de libération

Organisation d'action pour la libération de la Palestine

Liste des organisations aux côté du Hamas dans son action du 7 octobre 2023

Liste des organisations militaires membres de la « Salle commune des factions de la résistance palestinienne » de Gaza, dont le noyau dur est le Hamas et qui a assumé l'action du 7 octobre 2023. Ces branches armées sont considérées comme « unifiées ».

* Brigades Izz ad-Din al-Qassam

Branche armée du Hamas (lié au Qatar) ; Izz al-Din al-Qassam (1881-1935) était un islamiste syrien qui organisa en Palestine des activités armées contre les Britanniques et les Juifs.

* Brigades Al-Quds

Branche armée du Jihad Islamique Palestinien (lié à la Syrie) ; Al-Quds est le nom de Jérusalem en arabe.

* Brigades Abu Ali Mustafa

Branche armée du FPLP (lié à l'Iran et la Syrie) ; Abu Ali Mustafa (1938-2001) est historiquement le numéro 2 du FPLP et son dirigeant à partir de 2000 ; l'armée israélienne l'assassine en 2001.

* Brigades de Résistance Nationale

Branche armée du FDLP (lié à la Syrie).

* Brigades Al-Nasser Salah al-Deen

Al-Nasser Salah al-Din signifie « Saladin le victorieux », qui au 12^e siècle dirigea l'affrontement avec les croisades et la prise de Jérusalem ; les brigades sont le bras armé du Comité de résistance populaire, qui regroupent surtout d'ex-membres du Fatah (et est lié historiquement du Hezbollah libanais) et forme la 3^e plus grande faction armée à Gaza, après celles du Hamas et du Jihad Islamique Palestinien.

* Brigades moudjahidines

Un « moudjahidine » est celui qui s'engage pour le jihad ; ces brigades sont la branche armée du Mouvement moudjahidine palestinien, apparu au début des années 2000, surtout issu du Fatah et ayant pris une orientation islamiste.

* Brigades des martyrs d'Al-Aqsa

Al-Aqsa désigne la principale mosquée à Jérusalem ; ces brigades sont issues du Fatah, auxquelles elles restent encore liées de manière plus ou moins non officielle ; il existe plusieurs petites factions du même type à Gaza.

* Brigades Jihad Jibril

Il s'agit de la branche armée du FPLP – Commandement général (lié à l'Iran et la Syrie) ; Jihad Jibril tué dans un attentat israélien était le chef de cette branche et par ailleurs le fils du fondateur du FPLP-CG Ahmed Jibril.

* Brigades Al-Ansar (Mouvement Al-Ansar)

Par Al-Ansar, « ceux qui aident », on désigne les compagnons de Mahomet à Médine ; il s'agit ici de la branche armée du Mouvement de liberté de la Palestine, issu du Fatah et ayant pris une orientation nationaliste religieuse.

La Turquie

dans l'oeil du cyclone

La guerre pour le repartage du monde est en voie de disloquer toute la Méditerranée. Cette partie du monde se retrouve encore une fois prise au piège de la tempête impérialiste qui se lève. Déjà au début de XXe siècle, c'est de Méditerranée, et plus précisément des Balkans qu'est parti l'incendie épouvantable qui a ravagé ensuite le monde jusqu'à la trêve relative de 1945. Cependant, depuis lors, et donc encore plus aujourd'hui, la Méditerranée n'est plus au coeur de la déflagration impérialiste.

Si hier, l'Empire ottoman décadent était la proie centrale dont le dépeçage a conduit à l'engrenage final vers la Guerre, la Méditerranée en miette de notre époque n'est plus qu'une zone annexe de la Nouvelle Guerre Impérialiste qui s'amorce, mais dont le coeur sera la zone indo-pacifique, avec la grande confrontation entre les États-Unis d'Amérique et la Chine, les deux superpuissances.

À mesure que le monde bascule dans la Guerre, la Méditerranée s'effondre forcément dès les premières secousses, car rien n'y est réglé depuis l'effondrement de l'Empire ottoman. Il n'y a plus que des puissances capitalistes en déclin comme la France ou en expansion comme la Turquie pour encore penser que la zone, leur zone, est au coeur de l'Histoire.

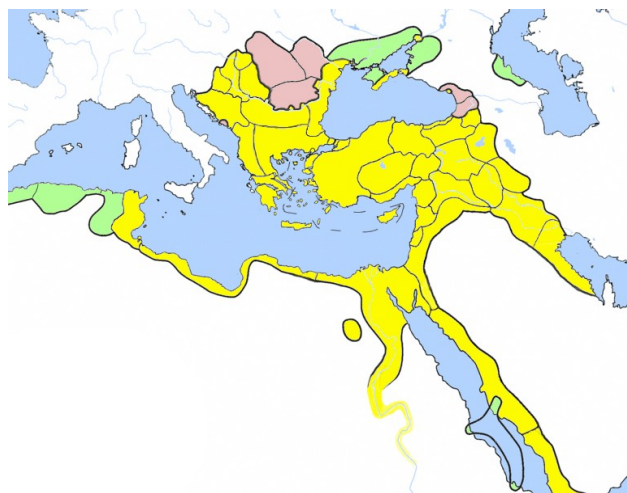
Pour ne prendre que les derniers événements en date, le Liban s'est effondré sur lui-même, le Karabagh arménien a été rayé de la carte, la Bande de Gaza palestinienne aux mains des criminels islamistes du Hamas est écrasée dans le sang.

Une série de tragédies absolument terribles, mais cela dans l'indifférence des deux grandes puissances chinoises et américaines.

Là où les tensions en Bosnie ont entraîné l'embrasement de l'été 1914, là où les morts civils dans l'Empire ottoman ont poussé à former les organisations américaines caritatives interventionnistes, là où le partage de l'Empire ottoman a suscité une énorme activité militaire et diplomatique des puissances capitalistes de l'époque, dessinant les frontières des États arabes, affrontant les forces nationales de la nouvelle Turquie de Mustafa Kemal, partageant la Palestine pour y fonder la base d'un nouveau foyer national juif, dessinant les frontières du Caucase, des Balkans et annexant les provinces africaines de l'Empire ottoman, on ne voit pas aujourd'hui le moindre empressement des Puissances capitalistes actuelles.

La Méditerranée se déchire, mais dans un monde indifférent, comme abandonné à son sort.

Pour autant, la place de la Méditerranée dans le nouveau conflit mondial qui s'annonce n'est pas anodin. Si la Méditerranée est une périphérie du conflit qui s'annonce, elle en est toutefois un théâtre qui participe à la mise en place générale de la confrontation principale. C'est aujourd'hui la Turquie qui est dans l'oeil du cyclone dans cette partie du monde, et face à elle, c'est la France qui tend à se placer comme protagoniste, poussant à la polarisation.



L'empire ottoman en 1609 : en jaune les provinces ; en vert les états tributaires musulmans (régence d'Alger, khanat de Crimée, charifat de La Mecque) et en rose les états tributaires chrétiens (d'Ouest en Est Raguse, Transylvanie, Moldavie, Valachie, Abkhazie et Gourie), carte de Spiridon Ion Cepleanu/Wikipedia

De l'Empire ottoman à la Turquie : une transition dramatique dans le capitalisme qui n'a rien réglé

Lorsqu'elle qu'éclate la Grande Guerre impérialiste en 1914, l'Empire ottoman était déjà en pleine déliquescence. Son effondrement s'est étalé sur plusieurs décennies, commençant pour faire simple avec l'offensive des armées françaises commandées par Napoléon Bonaparte en 1798. Un simple coup d'oeil sur une carte montrant les évolutions de l'Empire ottoman entre ces deux dates fait immédiatement saisir l'ampleur de la transformation résultant de cet effondrement.

Bien entendu, cela s'explique avant tout par le régime féodal même de l'Empire ottoman, complètement bloqué à sa base même, ne bénéficiant de fait d'aucun appui populaire et fonctionnant littéralement sur le tas comme une vaste entreprise de pillage permanent, et dont l'État se résume à un gigantesque appareil bureaucratique fiscal-militaire, reposant sur la loyauté de fonctionnaires perçus comme des « serviteurs » de l'État devant confisquer, avec une certaine mesure clairvoyante, les richesses produites ou en circulation.

La couche bourgeoise qui s'était formée, essentiellement à Constantinople, et dans quelques villes plus secondaires comme Thessalonique, au nord de la Grèce

actuelle, était consciente de cette impasse et a tenté d'élancer un vaste programme de réforme libéral-national, les *Tanzimat*, entre la fin des années 1830 et les années 1880.

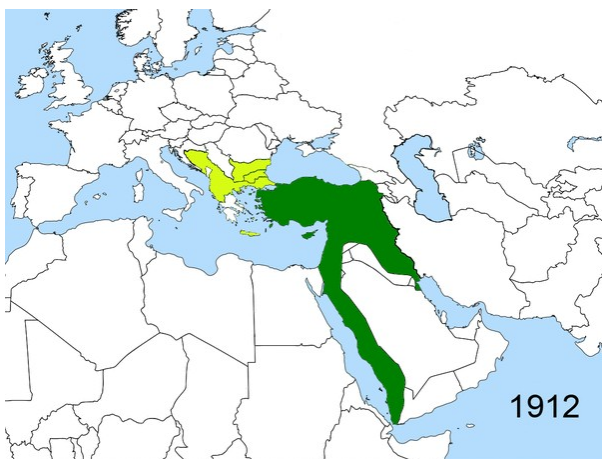
La principale réalisation de ce mouvement a été la constitution de 1876, jamais vraiment appliquée, dont l'objectif principal était de formaliser la mise à jour de l'Empire ottoman, sur la base d'une citoyenneté cosmopolite et d'un régime libéral parlementaire.



Une grande partie des élites dirigeantes étaient alors des « Romains », c'est-à-dire des Grecs ou des slaves des Balkans, des Juifs, des Albanais ou des Arméniens, y compris dans l'armée, et notamment dans la Marine, convertis ou non à l'Islam, notamment parmi la minorité des *Dönme*, des Juifs andalous converti par messianisme à l'Islam en suivant la tradition de Sabbataï Tsevi (1626-1676), nombreux notamment à Thessalonique.

Cependant, ce programme n'a de fait jamais été unifié, et de nombreux hauts dignitaires ont complètement joué leur propre carte, en constituant des « États » dans l'Empire ottoman, fonctionnant en roue libre. Cela a été le cas en Égypte, dans la suite de l'intervention française de 1798-1801, avec la figure de Mehmet Pacha (1805-1848) puis plus tard d'Ismaël Pacha (1863-1879), sous l'action duquel sera creusé le Canal de Suez avec l'appui des Français et des Anglais.

Mais on peut voir aussi dans les Balkans l'action modernisatrice d'Ali Pacha (1787-1822), comme au Maghreb ottoman celle d'Ahmad Bey (1837-1855), régent de Tunis, qui a notamment aboli l'esclavage de manière unilatérale dans son « État ».



Ces administrateurs lancent de grands programmes de travaux publics, d'éducation populaire et de modernisation civile et militaire, mais avec l'idée de rompre leur subordination à Constantinople, quitte à aller au séparatisme.

Cela a été clairement le cas avec Hussein ben Ali (1853-1931), qui s'impose comme souverain du Hedjaz et fonde progressivement ce qui sera les bases du panarabisme.

En outre, le pouvoir central tenta lui aussi de prendre l'initiative sur les réformes nécessaires, notamment avec le sultan-calife Abdulhamid II (régnant dans la période 1876-1909) qui entreprend avec l'aide de l'Allemagne notamment de vastes travaux d'aménagements ferroviaires et une modernisation de l'État et de l'armée, sur la base idéologique d'un cosmopolitisme islamique, que l'on peut considérer comme la base du « panislamisme » en lieu et place de l'ottomanisme laïc de la constitution qu'il refusa d'appliquer.

Tous ces divers mouvements de réformes aboutissent à instaurer un état semi féodal et semi capitaliste, de nature militaire et bureaucratique, dont la corruption épouvantable mine en fait toutes les capacités et limite les initiatives.



Le Sultan Abdülhamid II

De plus, cet État perd toujours plus la main sur des pans entiers de son territoire en raison de soulèvements centrifuges ou de velléités sécessionnistes toujours plus audacieuses et structurées. Un tel degré de décrépitude avait tout pour précipiter l'agressivité des puissances impérialistes et expansionnistes : l'Allemagne, mais aussi la France, le Royaume-Uni et même les États-Unis et la Russie y avaient des intérêts concurrents de plus en plus contradictoires.

L'Empire ottoman, parvenu dans son dernier stade, était devenu un champ de bataille de tous les appétits impérialistes.

Le Royaume-Uni considérait comme vital de sécuriser la routes des Indes et donc de contrôler fermement la Méditerranée orientale, la Perse et l'Asie centrale. La

France suivait symétriquement des intérêts comparables tout comme l'Allemagne, qui poussait elle à former un corridor terrestre de Berlin à l'Océan Indien. La Russie poussait vers Constantinople et les « mers chaudes » en avançant de manière conquérante et agressive.

L'interventionnisme des puissances impérialistes ou expansionnistes se manifestait parfois par des annexions territoriales (comme le Royaume-Uni qui annexe Chypre en 1878, officiellement comme provinces ottomanes sous administration britannique).

Mais la plupart du temps, c'est par des actions *by proxy* qu'opéraient les puissances capitalistes : s'appuyant sur les revendications nationales arabes, juives ou arméniennes notamment pour arracher à l'Empire ottoman toujours plus d'influence en direction de leurs intérêts propres.

Cela a abouti à promouvoir le séparatisme tous azimuts, notamment des minorités nationales, dont le rôle dans l'État ottoman allait symétriquement décroissant à mesure de la pénétration implacable des capitaux occidentaux. Les sommes mises sur la table par ces derniers ont balayés les financiers juifs et arméniens notamment, qui assuraient traditionnellement les finances de l'État ottoman.



La Guerre a donc dans ce cadre eu une dimension cataclysmique anéantissant l'Ancien Régime ottoman dans le sang. Le Génocide des Arméniens en 1915 notamment se comprend dans ce cadre. Dès lors, la formation d'États-nations semi-féodaux semi-coloniaux dans les anciennes provinces arabes et de l'État nation turc sur une base bureaucratique s'est accompagnée de vastes et régulières opérations d'épurations ethniques et d'une militarisation permanente des sociétés.

Le partage des terres, l'urbanisation, l'éducation de masse, la croissance démographique, ont achevé de transformer les États post-ottomans en gagnant relativement en terme de niveau de vie pour l'entrée dans la modernité bourgeoise, mais cela de manière subalterne et incomplète. La

dépendance économique de ces États reste totale, y compris pour la Turquie même, et les sociétés, après l'effervescence relative des années de la décolonisation (1945-1960) et la vague révolutionnaire des années 1970 ont été rattrapées par toutes leurs contradictions non résolues.

Si on regarde une carte du Proche-Orient post-ottoman après la fin de la Guerre impérialiste de 1914-1918, on voit que la situation est finalement quasi identique à celle d'aujourd'hui : balkanisation générale des États de l'ancienne Roumélie (les Balkans justement), mais aussi des États arabes, impasse de la question nationale juive en Palestine, morcellement du Caucase.

Depuis les années 1970, l'islam est devenu une sorte d'idéologie nationale censée donner un horizon même universel. Mais sur une base aussi déliquescence, le masque de l'islam n'a pas tenu : il n'est parvenu ni à être un ciment national changeant la vie positivement, ni un cadre d'unité, sinon universel, au moins régional, cet échec aggravant la détresse psychologique des masses orientales restées pénétrées de préjugés semi-féodaux.

Incapable d'accomplir sa fausse promesse de modernité ou de post-modernité puritaine, l'islamisme, en tant qu'idéologie de l'islam de notre époque, perd dans une fuite en avant toujours plus radicale dans son mysticisme, quiétiste incapacitant dans un sens, et apocalyptique exterminateur dans l'autre.

On pourrait faire le même constat avec les évolutions du judaïsme comme idéologie dans le sionisme de l'État israélien.

Les États du Proche-Orient post-ottoman sont donc depuis un siècle entrés par certains aspects dans une modernité semi-capitaliste, mais sans rien régler de leurs contradictions féodales ou coloniales. La formule a changé, mais le baril reste de toute façon explosif, et cela d'autant plus que les préjugés féodaux ou semi-féodaux, couplés à la dépendance à l'Occident notamment, entravent sérieusement la formation d'une réelle subjectivité révolutionnaire.

La Turquie comme État post-ottoman ayant partiellement réussi sa transition dans le capitalisme

La Turquie est parvenue depuis la fin des années 1990 à nos jours à devenir un État en voie d'industrialisation, mais au prix d'une forte dépendance extérieure. Ce développement a permis l'élargissement d'une petite-bourgeoisie entreprenante et éduquée, que le régime a gagné en assurant un intense contrôle de l'encadrement éducatif et religieux et une régie sourcilieuse sur la société civile afin d'imposer l'hégémonie culturelle du régime.



Mustafa Kemal
dit Atatürk (le père des Turcs)

En Turquie, l'État est, depuis les réformes de Mustafa Kemal dit Atatürk, laïc, dans un sens comparable à la laïcité concordataire mise en place par Napoléon durant le Concordat : l'État garantit la liberté de culte et de conscience à ses citoyens, mais contrôle strictement les institutions religieuses. En fait, cela va même plus loin en Turquie de par le fait que l'État pilote, finance les institutions et forme les cadres religieux dans le cadre du *Diyanet*, le ministère des cultes, chargé surtout de promouvoir un islam officiel.

La Turquie est ainsi l'État qui compte le plus grand nombre de mosquées par habitants. Les branches non officielles de l'islam ne sont pas strictement interdites, mais elles sont

fermement surveillées et encadrées, démantelées même au moindre doute sur leur loyalisme, comme cela a été le cas avec la confrérie, pourtant très puissante, du *Milli Görüs*.

C'est le président Recep Tayyip Erdogan qui incarne en fait la Turquie contemporaine, avec son parti islamiste, l'AKP (le parti du progrès avec un jeu de mot sur ak partisi, c'est-à-dire le parti de l'honnêteté, de la « blancheur » littéralement). Tout son programme consiste en une série de points visant à moderniser la Turquie et en faire une nouvelle puissance du capitalisme de notre époque :

- Industrialisation et progrès technologique, notamment militaire.
- Promotion de la propriété et développement de vastes programmes immobiliers urbains financés à crédit.
- Promotion de la consommation à crédit et de la petite entreprise.
- Renforcement des grands monopoles agro-alimentaires et industriels, en collaboration notamment avec les firmes occidentales, et de plus en plus chinoises et asiatiques, avec par exemple la compagnie aérienne Turkish Airlines, membre de Star Alliance (dont le siège a été transféré de Francfort en Allemagne à Singapour).
- Promotion de médias turcs produisant des séries, à contenu moral ou historique notamment, et d'institutions culturelles devant faire la promotion de la culture turque telle que définie par le régime.

Pour la population turque, représentant une masse de plus de 70 millions de personnes, cela consiste à avoir une routine entre le travail, la mosquée, la consommation et une série ou une sortie culturelle en famille dans une institution éducative, visant à souder les masses derrière la bannière d'un islam de marché travesti sous les oripeaux de l'Empire ottoman, dont on ressuscite les références cadavériques parfois jusqu'au ridicule pour flatter l'orgueil national.

Mais le modèle est bousculé par l'endettement, le vieillissement de sa population, la dépendance énergétique et alimentaire, les inégalités de richesses terribles, la contestation de la propagande islamique néo-ottomane et de son conservatisme étroit. À mesure que la Turquie développe des capacités dans le cadre du capitalisme, le sol se dérobe sous ses pieds, elle est par la nécessité même, poussée à la fuite en avant et à l'expansion.

La Turquie expansionniste

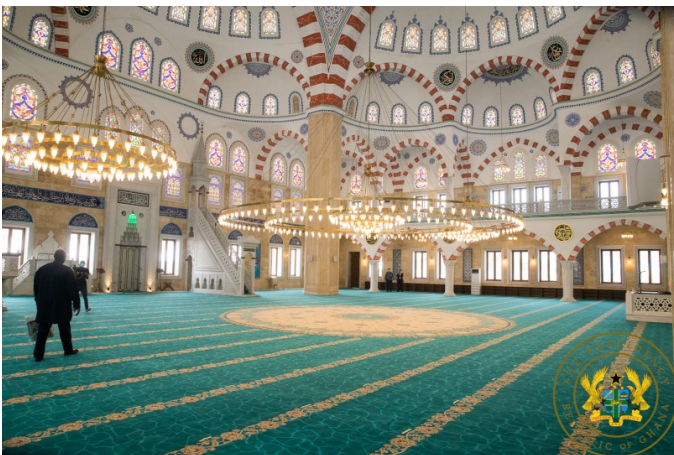
Ahmet Davutoğlu, universitaire nationaliste-islamiste et ancien ministre des Affaires étrangères jusqu'en 2014 notamment, a formé la doctrine du néo-ottomanisme, qui a essentiellement une vocation interne. À l'extérieur, la doctrine était « zéro problème avec les voisins ». Mais de par l'insertion dans le capitalisme et le développement de la vision du monde qui l'accompagne, un tel programme était de fait impossible à tenir.

L'effondrement de la Syrie en 2012 et le flot de réfugiés qui a suivi, ont été le tournant qui a décidé le régime turc à assumer toujours plus ouvertement son agressivité expansionniste. Mais cela avait de fait déjà commencé de par les besoins énergétiques toujours plus grands que nécessitent l'appareil de production de la Turquie émergente et par les exigences croissantes de confort de la population.

La Turquie a mené sur ce plan depuis les années 1980 de vastes travaux d'aménagements hydro-électriques des grands fleuves du Tigre et de l'Euphrate, traversant notamment la Syrie et l'Iraq ensuite, de manière complètement unilatérale, sans coordination avec ces pays, quitte à provoquer des restrictions et des pénuries. Cela s'est encore aggravé avec le gigantesque projet du Güneydoğu Anadolu Projesi (GAP), une série de 22 barrages devant permettre la production de près de 7500 MW, mais au prix d'une réduction du débit de ces fleuves en aval de près de 22 millions de km³ par an.

Profitant de la situation dramatique de ces pays, la Turquie y a imposé sa présence à la frontière commune, annexant une partie des territoires ainsi occupés, organisant des séries d'épurations ethniques, notamment visant les Kurdes, selon ses intérêts et cloisonnant la frontière Syrie/Irak sous son contrôle pour imposer des échanges centrés vers la Turquie.

L'approvisionnement en gaz pousse aussi la Turquie à l'expansion, afin d'une part de contrôler les corridors de tubes et d'autre part les approvisionnements. Dans le premier aspect, les relations avec l'Iran et la Russie apparaissent essentielles, mais ces États sont des concurrents potentiellement hostiles à la Turquie. Sur le second aspect, la Turquie peut compter sur son alliance avec le Qatar et envisage de prendre le contrôle de gisement en Libye occidentale, où ses troupes sont déployées pour appuyer le régime de Tripoli.



La Libye est une intéressante tête de pont vers l'Afrique, où la Turquie multiplie, à la hauteur de ses moyens, les interventions d'influences. Par exemple, le régime turc a fait construire au Ghana une mosquée néo-ottomane incroyablement exotique dans son contexte.

Les séries turques sont aussi largement diffusées en Afrique.

Mais l'Afrique intéresse surtout

le régime dans le sens du contrôle des routes vers le Golfe persique, d'autant plus que les voies terrestres à travers l'Irak ou l'Iran sont incertaines et vulnérables.

La Turquie a donc pris le contrôle de la capitale de la Somalie, où elle appuie le gouvernement officiel contre ses dissidents, et a installé une base au Qatar, où sont déjà installés 8000 citoyens turcs, et où il a été décidé la construction d'une colonie officielle sous la forme d'un *koy* (village) turc.

Dans les Balkans et dans le Caucase, la Turquie considère que les États post-ottomans s'y trouvant sont des territoires de son espace d'influence. La Turquie est donc présente notamment en Bosnie et surveille en particulier toute velléité expansionniste serbe. C'est aussi avec la même logique qu'Erdogan présente la Palestine et l'État d'Israël comme relevant de l'Empire ottoman, avec l'arrière-pensée que seule la médiation, voire l'occupation turque de la Palestine, pourra garantir la sécurité.

Sur ce plan, la situation est compliquée par le besoin d'alliance stratégique de la Turquie avec l'État d'Israël, notamment pour contre-balancer l'influence menaçante de l'Iran, mais de toute façon, les prétentions pro-palestiniennes en mode néo-ottomans ont surtout une vocation interne de flatterie aux secteurs des masses les plus gagnés par l'imaginaire féodal de l'islam néo-ottoman et son romantisme héroïque.



La question de l'Iran, et en arrière-plan de la Russie, est un sujet brûlant pour l'expansionnisme turc, qui cherche à ne pas se confronter à trop d'ennemis en même temps. Dans cette direction, le régime d'Erdogan a développé une alternative idéologique reformulant le pantouranisme pour faire face à « l'Eurasianisme » de la Russie

avec un remarquable esprit pragmatique bourgeois assumant une sorte de politique baroque-quantique, néo-ottoman sur un plan, panturcique sur un autre.

On pourrait chercher à considérer que l'islam turc, notamment d'ailleurs en Asie centrale, a toujours été remarquablement syncrétique, par exemple si on prend la figure de Tamerlan qui est fascinante de ce point de vue. Mais ce serait beaucoup d'honneur à rendre à la politique du régime turc qui avance simplement sur le tas et recycle opportunément les clichés féodaux dont il dispose pour habiller ses intérêts selon là où vont les choses.

En tout état de cause, la Turquie a donc formé une organisation des États turques, avec les États turcophones d'Asie centrale donc, l'Azerbaïdjan et même la Hongrie comme membre observateur.



Le coeur de cette alliance concerne surtout l'Azerbaïdjan, que la Turquie a largement soutenu dans sa guerre d'écrasement du Karabagh arménien, avec d'ailleurs l'assistance militaire britannique et israélienne.

L'Azerbaïdjan vue d'Ankara est une sorte de satellite, un pays qu'il s'agit de relier avec un corridor en écrasant au passage l'Arménie, afin de constituer un bloc turc de la Méditerranée à la Caspienne. Le régime de Bakou s'appuie opportunément sur cette alliance pour servir son propre agenda, sans se considérer comme une sorte de vassal tel qu'Erdogan semble vouloir le croire, au risque d'enflammer ses relations déjà tendues avec l'Iran.



La République de Chypre du Nord est de son côté un tel vassal, que la Turquie pourrait ici facilement annexer, mais cela se heurterait de manière encore trop frontale aux intérêts de l'Union européenne.

C'est là néanmoins l'un des objectifs clairement dans la perspective militaire turque à un horizon qui ne saurait être lointain.

La mer Égée est dans ce sens aussi un espace de revendication, et la confrontation gréco-turque ne cesse de monter par étape à l'escalade, notamment dans la perspective de l'ouverture d'un corridor vers la Libye à travers les eaux territoriales grecques.

Le régime d'Erdogan n'est cependant pas aussi frontalement brutal que celui de Poutine en Russie, parce que la Turquie cherche à ménager autant que possible l'Occident. Ses interventions en général ne gênent pas les intérêts occidentaux, voire peuvent même les suppléer face notamment à la Chine ou l'Iran, comme en Afghanistan par exemple depuis le retrait américain. De même, l'organisation des pays turciques gêne davantage l'expansion russe, chinoise ou iranienne éventuellement.

Bien entendu, comme la Turquie entend faire cavalier seul dans la bataille pour le repartage du monde, ses opérations finissent à un moment ou à un autre à se heurter aux intérêts occidentaux.

C'est le cas à Chypre, en Arménie, où la France et les États-Unis entendent prendre pied, en Libye, où la France soutient le régime dissident du maréchal Haftar à Benghazi, soutenu aussi d'ailleurs par la Russie.

Mais c'est surtout face à la Grèce que la situation avec l'Occident, et notamment la France, est la plus tendue, la Turquie ayant multiplié les provocations outrancières contre la Grèce et la France armant et modernisant l'armée grecque.

La confrontation entre la Turquie et la France

Il est central de se concentrer sur l'impérialisme de son propre pays lorsqu'on s'engage dans le processus révolutionnaire. Même si malheureusement, jusque-là, la Gauche en France a été totalement dépassée par le développement de la guerre.

Le développement de l'économie de guerre se renforce en conséquence sans entrave pour le moment, et par nécessité, il va être constitué à un moment ou un autre un adversaire pour mobiliser en faveur de la guerre, de l'appareil militaro-industriel et du régime bourgeois en France qui se militariseront en conséquence.

La Turquie se rapproche dangereusement de cette définition de l'adversaire. Son expansion heurte en plusieurs points celle de la France, au moins en Grèce, en Libye et en Arménie. Son régime apparaît facilement comme un repoussoir aux yeux des masses françaises, et même sa diplomatie provocatrice, au Liban, à Chypre ou en Palestine notamment, est un sujet de friction. De même, son influence sur les musulmans en France est vue comme une menace, de par son soutien aux Frères Musulmans.

Materialisme-dialectique.com

Vive le PCF (mlm) !



Pacte militaire secret franco-grec : préparez-vous au grand défi de la guerre franco-turque !

En tant que communistes, nous avons une vision du monde considérant que le capitalisme ne peut au cours de son développement que tomber dans les mains des monopoles, entamer un sévère tournant autoritaire et basculer dans le militarisme en raison d'une compétition impérialiste pour le repartage du monde.

Pour cette raison, nous affirmons qu'il existe un tournant historique en cette rentrée 2021, de par l'établissement d'un pacte militaire secret entre la France et la Grèce, avec comme conséquence la militarisation de la Grèce et la Turquie.

Il s'agit là d'une réalité nouvelle, à la fois claire et très lourde de conséquences. Nous affirmons que la guerre franco-turque est désormais un élément stratégique de l'impérialisme français et que toutes les forces anti-guerre doivent prendre cela en compte.

Il ne s'agit pas d'une hypothèse, mais bien d'une réalité vérifiable : la France prend parti militairement dans une zone hautement conflictuelle, rendant une participation militaire inévitable.

octobre 2021

La virulence du conflit israélo-palestinien radicalise de manière considérable la polarisation entre l'appareil d'État français et le régime turc, cela d'autant plus que la France entreprend d'armer et de moderniser l'armée arménienne et cherche à isoler Bakou, au moment où Erdogan multiplie les provocations anti-israéliennes et que l'Iran tient la décision de l'escalade.

Les États-Unis, en soutenant indéfectiblement l'État israélien dans sa fuite en avant, poursuivent la même logique de la guerre *by proxy* menées par les puissances impérialistes dans la région depuis la fin du XIXe siècle. C'est la même logique que celle de leur retrait d'Afghanistan : à l'expansion de leurs concurrents anti-occidentaux, ils opposent le chaos.

Ils sont donc poussé, de par le risque trop grand d'une intervention directe, à entretenir ou susciter le conflit ouvert comme chausse-trappe pour leurs adversaires. Ici, le pion israélien doit pousser l'Iran à la décision et la Turquie à sortir du bois.

À l'intérieur comme à l'extérieur, la situation est cependant complètement minée pour la Turquie. Si elle peut s'imaginer en leader régional de par le développement de ses capacités économiques en proposant le néo-ottomanisme à ses voisins comme solution alternative à l'Occident, elle a en réalité plus de concurrents que de partenaires, et sortie de ses séries vaniteuses, le romantisme néo-ottoman est loin de pouvoir franchement mobiliser les masses orientales.

À la limite, son islam de marché en mode Qatar-branché, mélangeant voile, halal, consommation futile et réseaux sociaux a objectivement plus de chance de plaire, mais ce serait alors devenir subjectivement des Américains comme les autres.

Pour finir, notons que la comparaison historique est ici sans appel : l'impérialisme de la fin du XIXe siècle menait des guerres de pillages, et édifiait des routes, construisait des réseaux et affirmait le progrès bourgeois pour l'Humanité du haut de ses préjugés racistes et occidentalistes, imaginait parvenir à civiliser un jour toute l'Humanité communiant dans la marchandise, sous le drapeau de telle ou telle nation occidentale qui se serait imposée au monde pour le bien de tous.



L'impérialisme de notre époque ne voit plus le monde que comme une toile de « corridors » reliant des métropoles à contrôler, vise à anéantir la concurrence, jette des peuples entiers les uns contre les autres pousse à l'effondrement et au chaos des zones entières de la planète, barricadé derrière ses murs et ses machines de guerre, pour maintenir la décadence post-moderne du 24h/24h consumériste et aliénant de l'Occident, réduit de plus en plus à être l'Amérique.

Dans son essence, l'impérialisme n'a donc pas changé.

Il s'est élargi, la concurrence s'est faite plus féroce, il a appris à aliéner et caporaliser davantage les masses et le sang coule en flot plus abondant avec le perfectionnement sans fin des engins et des moyens de mort.

La Turquie a émergé du chaos épouvantable de la Guerre impérialiste du début du XXe siècle, parvenant à se faire sa place dans le monde du capitalisme de notre époque. Mais cette réussite - réussite si on veut, n'a rien réglé. Au fond la Turquie en est aujourd'hui encore toujours au même point - au bord du gouffre. Son régime peut gonfler le torse en s'imaginant fort d'avoir traversé l'épouvantable histoire du Proche-Orient depuis 1918, il n'est qu'un petit colosse au pied d'argile encore humide de la fange d'où il sort, qui hurle au monde toute sa vanité contre le vent de la tempête qui se lève.

Notre rôle en France est de faire face à avec une attention significative à la situation générale du Proche-Orient, et à la Turquie en particulier, pour enrayer la marche funeste à la guerre et lever le drapeau Rouge d'un nouvel Ordre pour la France, pour la Méditerranée et pour le Monde ! ■

« Pour résumer les grands traits de l'établissement de ce pacte secret : il a été signé fin septembre 2021, lors de la visite à Paris du premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis, du ministre grec des Affaires étrangères Nikos Dendias, ainsi que du ministre de la Défense Nikos Panagiotopoulos.

Il y a eu à cette occasion une conférence de presse des présidents français et grec, les médias français indiquant alors que la Grèce se procurerait pour cinq milliards d'euros de navires de guerre (trois frégates) et d'avions de combat (vingt-quatre Rafales), acceptant la proposition la plus onéreuse de celles faites par plusieurs pays.

Cela reflète un choix qui a une raison précise : la France et la Grèce ont signé une « un accord de partenariat stratégique », qui n'a été expliqué de manière explicite par aucun des pays et dont les médias n'ont donc pas parlé.

Des informations rendues publiques par un média britannique – le Royaume-Uni est une puissance impérialiste concurrente de la France – attribuent au premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis le message suivant : « Aujourd'hui c'est un jour historique pour la Grèce et la France. Ensemble avec le président Macron, nous avons décidé d'améliorer notre coopération de défense bilatérale, élargissant en même temps l'engagement de nos États pour la solidarité, l'assistance mutuelle et l'action commune dans tous les domaines. La signature de l'accord pour l'établissement d'un « partenariat stratégique pour la coopération dans la défense et la sécurité » reflète une réalité bien connue : que les deux pays ont développé une alliance très forte qui va au-delà des obligations de l'un envers l'autre dans le contexte de l'Union Européenne et de l'OTAN. »

Les accords internes à l'Union européenne et à l'OTAN impliquent déjà une assistance, ce qui signifie qu'on a ici affaire à une véritable alliance militaire. Le même média britannique a également fait fuiter l'article 2 de l'accord franco-grec, qui dit : « Les parties apporteront l'une à l'autre assistance et contribution, avec tous les moyens appropriés à leur disposition, et si nécessaire par l'emploi de la force armée, si elles considèrent ensemble qu'une attaque armée a lieu contre le territoire de l'une des deux, en accord avec l'article 51 de la Charte des Nations-Unies [impliquant le droit de légitime défense individuelle ou collective peut être exercé dans le cas d'une « agression armée »]. »

Étant donné qu'il existe des conflits territoriaux extrêmement importants entre la Grèce et la Turquie en mer Égée, c'est là assumer le prochain conflit, de manière absolument inévitable. »

PCF(MLM)
Pacte militaire secret franco-grec : préparez-vous au grand défi de la guerre franco-turque !
octobre 2021

La dimension féodale au sein des pays semi-coloniaux semi-féodaux du Moyen-Orient

On ne peut pas comprendre la situation au Moyen-Orient et les rapports de force qui s'exercent sans saisir pleinement leur caractère semi-colonial semi-féodal. Et suite aux attaques du Hamas d'octobre 2023, mais aussi du remplacement en pratique de la gauche dans les pays arabes par l'islamisme, il apparaît que la dimension féodale doit être évaluée afin d'être en mesure de soutenir une perspective correcte de libération nationale.

Lénine avait saisi la dimension semi-coloniale de certains pays n'étant pas ou plus ouvertement colonisés. Cette notion fut approfondie par Mao Zedong qui comprit que lesdits pays semi-coloniaux étaient en fait semi-coloniaux semi-féodaux. Il montre que le capitalisme bureaucratique, imposé par en-haut par l'impérialisme a besoin d'une base très réactionnaire constituée notamment des grands propriétaires fonciers.

Avec l'apport maoïste, la dimension féodale est approfondie et jugée comme principale puisqu'elle forme le socle nécessaire à la création de la bourgeoisie vendue à l'impérialisme (compradore) et à l'essor du capitalisme bureaucratique. Cet apport améliore la compréhension des contradictions au sein des peuples devant se libérer de l'impérialisme pour réellement se développer conformément au matérialisme dialectique.

On dit donc semi-féodal parce que le caractère féodal des pays colonisés est dégénéré : il est imposé par en-haut, il ne correspond pas à un saut qualitatif « naturel » avec un ensemble de conditions réunies amenant historiquement du progrès, comme ce fut le cas en Europe.

Le semi-féodalisme est bricolé en corrompant des propriétaires terriens (voire en les mettant en place) et des chefs de clans dont l'intérêt est au contraire, de bloquer le progrès. Ceux-ci doivent maintenir une illusion d'indépendance et ont pour cela le renfort des vieilles mentalités et de la religion qui domine la superstructure dans les pays semi-coloniaux semi-féodaux.

Ibrahim Kaypakkaya, grand cadre politique communiste de Turquie, détaille ainsi au sujet des changements sous l'influence impérialiste :

« Même si les rapports de propriété, surtout les grandes propriétés terriennes, sont dissoutes à un rythme très lent, ces rapports de propriété conservent leurs formes féodales d'exploitation.

Les formes semi-féodales d'exploitation continuent, comme avec la moitié des récoltes pour le propriétaire terrien, la rente, l'usure, les prêts à intérêt. Les intérêts usuriers et la rente sont pompés par les banques impérialistes.

Les rapports féodaux continuent avec toutes leurs extrêmes, en particulier dans la superstructure. La démocratie bourgeoise va toujours main dans la main avec le fouet du féodalisme.

La démocratie porte toujours un caractère féodal. Une importante partie de la bourgeoisie possède des traits semi-bourgeois, semi-féodaux.

Tout cela, c'est-à-dire tous les rapports féodaux quels qu'ils soient, facilitent la domination indirecte de l'impérialisme, ce sont ses piliers. »

Ce sont en effet des piliers adéquats puisqu'ils empêchent la bourgeoisie nationale de se développer et de développer le capitalisme national, laissant le terrain libre aux capitaux impérialistes.

Un mode de production féodal s'était-il développé sous l'empire Ottoman ?

Avant l'agrandissement de l'empire ottoman en direction de la péninsule arabique en 1516-1517 avec l'écrasement, d'ailleurs temporaire, du sultanat égypto-syrien des mamelouks comme rival islamique, la situation était très inégale. L'Islam avait jusque-là procédé à une sorte d'unification dont l'âge d'or fut la succession des califats Abbassides puis Omeyyades avec ensuite un morcellement qui donna principalement le sultanat égypto-syrien des Mamelouks, l'Empire turco-persan des Ilkhanides et l'Empire romano-turc des Ottomans ; l'empire moghol ne va également pas tarder à se mettre en place.

La prépondérance de la géographie dans le rapport à l'agriculture

La péninsule arabique se caractérise par deux situations différentes au niveau géographique qui forme la base de l'inégalité de développement dans la zone : d'une part, sur la partie Nord, il y a la présence d'eau, c'est le croissant fertile. Celui-ci s'étend de l'extrémité nord du golfe persique, suivant les fleuves Tigre et Euphrate, jusqu'à la rive orientale de la Méditerranée puis suivant le Jourdain jusqu'au delta du Nil. L'agriculture put s'y développer très tôt.

D'autre part, le reste de la péninsule arabique (plus ou moins l'Arabie Saoudite actuelle), désertique, où l'agriculture ne put se développer. Mais la connaissance du désert par les clans nomades en a fait un carrefour commercial historique entre l'Inde, l'Afrique et l'Europe.

Le commerce nécessite très tôt l'essor de petites villes à base de campements nomades. Cette zone n'intéressera par ailleurs pas l'empire ottoman, pas plus que les Mamelouks, qui se contenteront d'en contrôler les points de passages obligés et d'obtenir la fidélité et l'alliance relative des différents clans qui s'en partageaient l'usage, notamment comme bédouins semi-nomades et durant mille ans elle sera sous l'autorité du Royaume hachémite, jusqu'à l'issue de la Première Guerre mondiale.

Comme le souligne Friedrich Engels, le développement du mode de production féodal dépend en première instance de la présence de l'eau :

« L'absence de propriété foncière est en effet la clé de toute l'Orient. C'est la base de l'histoire politique et religieuse.

Mais quelle est l'origine du fait que les Orientaux ne parviennent pas à la propriété foncière, même pas de type féodal ?

Je crois que cela dépend essentiellement du climat, lié aux conditions de sol, en particulier aux grandes zones désertiques qui s'étendent du Sahara, à travers l'Arabie, la Perse et la Tatarie jusqu'aux plus hauts plateaux de l'Asie.

L'irrigation artificielle est ici la condition première de l'agriculture : or, elle est l'affaire soit des communes, des provinces, ou du gouvernement central. Le gouvernement, en Orient, n'a jamais eu que trois départements : finances (mise au pillage du pays), guerre (pillage du pays et des pays voisins) et travaux publics. »

L'absence d'une systématisation de l'agriculture empêcha donc le mode de production féodal de se développer dans une large partie de la péninsule arabique.

Mais la rencontre entre la zone fertile et le commerce intense donna lieu à la prédominance des villes, avec des villes importantes se développant très tôt dans l'histoire humaine, dans ce qu'on appelait la Mésopotamie à l'antiquité. On peut citer par exemple la cité-Etat d'Uruk , de 30 000 habitants en -3700, qui correspond au sud de l'Irak.

L'antiquité se caractérisait par l'essor des cités en autosuffisance agricole avec une production basée sur l'esclavage. En Europe, le Moyen-Âge est venu affaiblir le rayonnement des cités avec la prédominance des campagnes.

On parle de pays dominés par des seigneurs, avec des villages dispersés où la production est déterminée par le servage et dont les zones d'influences sont régulées par la guerre. C'est dans cette configuration que se développent des activités auxiliaires dans le but de répondre aux besoins croissants de l'agriculture (outils en tous genres) et de la guerre (équipements, armements, etc.).

Dans la deuxième partie du Moyen-âge, les villes vont prendre une importance nouvelle avec une progressive séparation de ces activités auxiliaires et l'émergence d'une classe faite d'artisans, de commerçants et d'usuriers, ce qui va donner la bourgeoisie. C'est cette configuration qui permettra l'essor des nations entre les 16e et 19e siècles, à travers l'unification du marché notamment.

A l'inverse, le Moyen-Orient, de par l'impossibilité de développer pleinement l'agriculture, connaît un chemin plus chaotique avec des difficultés à surmonter le mode d'organisation en clans et tribus faisant la guerre en permanence. La richesse ne s'y est pas principalement constituée sur la base immédiate de la production mais plutôt sur le vol : le butin, qui n'est autre que le détournement de ce qui est produit ailleurs.

L'accumulation des moyens et des richesses a pendant des siècles, jusqu'au 19e siècle en fait, consisté en la concentration dans une vaste agglomération centralisant le pouvoir, dont le type même a été le saray turco-mongol, c'est-à-dire le campement-foire comme Sultaniye en Iran, ou encore la ville de Constantinople ottomane de manière hybride.

Les activités commerçantes à plus ou moins longues échelles ont ainsi systématiquement été au coeur des préoccupations des Empires, soucieux d'entretenir les voies, les ponts, les caravansérails et les ports, dont toutes les activités alimentaient largement la bureaucratie impériale appelé d'ailleurs Diwan, dont le français a fait le mot douane.

Les activités fiscales et monétaires des Orientaux opérés dans le cadre de ces intenses activités commerciales, qui n'étaient à la base qu'une reformulation du pillage, ont laissé une grande empreinte historique, le mot chèque et toutes les techniques de transfert de fond et de crédit encore en usage en portent la marque avec la notion de contrôle central, de mise en échec des fraudes.

L'islam comme superstructure unifiante mais provoquant un blocage

Entre 622 et la chute de l'empire arabo-musulman au 12^e siècle, c'est l'islam qui va tenter de venir mettre de l'ordre dans tout cela et définir les villes comme espaces stables et pacifiés, dédiés au commerce.

Le développement du commerce fut cependant incapable de faire émerger le marché libre puisque le commerce reste basé sur une logique clanique et on n'assiste pas à la formation d'une bourgeoisie.

Il ne peut en effet y avoir de développement de la bourgeoisie sans propriété foncière puisque celle-ci se forme dans le creuset d'une accumulation privée préalable dans le domaine agricole, base à la demande industrielle et commerciale tout autant qu'au besoin d'harmonisation administrative.

En sus, idéologiquement l'islam reste fondamentalement un obstacle à l'essor de la figure de l'individu propriétaire, notamment parce que la propriété des terres relève principalement de Dieu. En islam, on trouve une forme de propriété privée et quatre formes de propriété collectives, dont le Wakf qui sera majoritaire dans l'empire Ottoman.

Et cela dans le cadre d'un environnement naturel aléatoire et dominée en de larges endroits par le manque d'eau. C'est dans ce contexte qu'au tournant du 13^e siècle, intervient la domination ottomane, avec une organisation sociale basée sur la rencontre entre propriété d'État à l'échelle de l'empire et subdivision administrative sur des bases esclavagistes.

La propriété collective Wakf en islam

La propriété d'État c'est donc le Wakf (littéralement, « immobiliser » en arabe), un don qui fait partie des recommandations islamiques de l'ordre de la bienfaisance.

Un individu, le wakif, fait le don, la chose donnée devient publique dans le sens qu'elle revient à Dieu donc à tous les musulmans. Dieu est ensuite représenté par le sultan qui va décider, pour le cas des terres agricoles, de qui s'occupe de quelle terre.

On en retrouve le principe dans ce Hadith (recueil traditionnel de récits autour de l'activité de Mahomet comme soi-disant prophète par ses propres compagnons) qui donna lieu à cette tradition de propriété très importante dans le monde islamique :

« Umar avait acquis une terre à Khaybar. Il se rendit auprès du Prophète pour le consulter à ce propos, en lui déclarant : Ô Messager d'Allah ! J'ai acquis une terre à Khaybar qui m'est le bien le plus cher que j'ai pu acquérir ! Que m'ordonnes-tu d'en faire ?

Il lui répondit : Si tu veux, immobilises-en le fonds et fais-en aumône.

Il poursuivit : Fais-en aumône, à condition que son fond ne soit ni vendu, ni donné, ni hérité. Umar fit donc un don pour les pauvres, pour ses proches, pour l'affranchissement des esclaves, dans la voie d'Allah et pour les invités, en autorisant à celui qui s'en occupe d'en manger de façon raisonnable et d'en donner à manger à un ami, sans en tirer profit. »

Ces terres de l'empire ottoman devenue majoritairement Wakf du fait des conquêtes, ce statut faisait rayonner l'islam dans sa dimension collective et bienfaitrice tout en étant plus facile à administrer par en-haut sans passer par le fait de devoir acheter la confiance des propriétaires terriens d'autres peuples ou clans récemment assujettis, ou en permettant aux dirigeants ralliés de ces peuples de réinvestir leurs domaines dans cette sorte de « pot commun » devant à terme faciliter la fusion. Ces terres étaient administrées par des hommes issus de l'esclavage, tandis que ceux qui la travaillaient étaient majoritairement libres.

La base esclavagiste dans le domaine de l'armée

L'empire ottoman arrive sur une base très peu stabilisée, où la culture du règne par l'héroïsme guerrier est très prégnante. Il fallut notamment affaiblir le pouvoir des clans turcs issus de l'époque des beylicats (Anatolie) et arabes, ainsi que soumettre les peuples non musulmans, notamment de l'Ouest de l'empire (serbes, albanais, bulgares, grecs), puis les kurdes et les Arméniens.

Pour assurer les deux fondamentaux que sont le pain et la guerre, alors que l'Islam proscrit en théorie l'esclavage au sein des populations musulmanes et que se tarissent les flux migratoires de tribus turco-mongoles, de jeunes hommes chrétiens des Balkans et de l'Anatolie sont régulièrement prélevés de force à la manière d'un impôt.

Ils sont faits esclaves et sont formés à être des dirigeants militaires et des cadres administratifs de l'empire après avoir été convertis à l'Islam. Le célèbre corps des janissaires, soldats d'élite, est formé de la sorte.

Ils sont ensuite affranchis et des concessions agricoles, jouant aussi le rôle de garnison, leurs sont attribuées en échange de leurs services militaires. Plus les chefs militaires se démarquent, plus ils grimpent dans l'administration. Cela va du vizir aux pachas qui administrent les régions ou districts (sandjaks), au sipahi ou janissaire qui gère un timar (subdivision du sandjak).

Peu de turs d'origines sont placés dans ces postes administratifs qui exigeait de se retrouver à un bout ou un autre de l'empire. Ainsi les différentes ethnies et peuples sont en partie dissoutes dans l'empire, du moins à son sommet, alors qu'à la base, les masses rurales en particulier sont de plus en plus assimilées globalement à un troupeau (reaya).

Ces dirigeants n'ont pas pour autant de pouvoir à proprement parler, ils sont confinés à un rôle gestionnaire et leur statut n'est pas transmissible à leur descendance. En quelques sorte, on trouve plus de servitude dans l'encadrement de l'empire que dans la masse paysanne. On a donc des serviteurs au mode de vie largement parasitaire et bien supérieur à celui des paysans, mais serviteur quand même.

Tout le reste de l'armée est également en grande majorité issue de cet impôt de sang chez les peuples non-musulmans et des captures de guerres.

Le contingent esclave, nommé Kapikulu, est lié à la période classique de l'empire (du milieu du 14e siècle à la fin du 16e siècle) a fortiori durant son apogée. Après une période de décadence, les réformes amènent progressivement la conscription.

Le statut du reaya, la figure paysanne dans l'empire ottoman

La masse paysanne a un statut différent de celle qu'on trouve dans le système agricole romain, puis celui du moyen-âge où la servitude domine (serfs et métayers-serfs), puisque la propriété privée des terres n'existe presque pas du fait du statut de Wakf, propriété divine sous la responsabilité du sultan, qui organise l'administration.

Les serfs, ces figures issues de l'esclavage, existent mais sont minoritaires et se trouvent plutôt aux confins de l'empire où les esclaves ont également servi de colons.

La masse des paysans est essentiellement constituée de reayas, qui eux ne sont pas soumis à un maître mais au droit religieux, lequel interdit l'esclavage. Une interdiction qui est contournée pour les besoins de la guerre en manipulant le droit islamique par le fait d'asservir des non-musulmans et procédant à la conversion ensuite.

A l'apogée de l'empire, sous le règne du sultan Soliman dit « Le Magnifique » on avait la situation suivante en Anatolie.

Il y avait 21 districts, 1966 villages ; sur 550 139 hommes adultes payant l'impôt, il y avait 548 208 reayas, 760 vigneron, 901 métayers (gérant provisoire d'un timar, à la place du cadre officiel) et 270 affranchis (anciens esclaves dont le statut d'esclave reste gravé dans l'identité).

En Roumélie (au Nord de l'Anatolie), on trouve 258 185 hommes adultes payant l'impôt dont 252164 reayas et seulement 6021 métayers-serfs.

On voit donc que l'esclavage est un élément qui va surtout être une base à l'armée et l'administration, mais pas à l'agriculture.

Les reayas sont bien plus proche de la figure de l'homme libre, ils ne sont pas soumis à l'obligation d'offrande en nature ou de donner une partie de leur récolte au sultan. Ils ont un impôt qui se rapproche d'un impôt d'Etat mais sous une forme religieuse ; ils ont le droit de se marier comme bon leur semble, ce qui n'est pas le cas les serfs du Moyen-Âge occidental, ni des janissaires et sipahis ottoman initialement.

Les Tanzimats ou le début de la pénétration des capitaux étrangers

Il est révélateur que l'empire ottoman aura organisé un empire aux réalités diverses pendant six siècles grâce à la guerre, mais ne réalisera pas de grands travaux d'irrigation dans les campagnes.

L'agriculture est restée secondaire, cela d'autant plus que de vastes espaces agricoles ont été progressivement convertis en pâturages, restreignant les activités agricoles à un horizon local, d'essence surtout maraîchère, rarement spéculatif et se limitant au nécessaire, puisque ne constituant pas la base d'une accumulation de richesses. Les infrastructures pour l'eau sont davantage concentrées sur les ouvrages des villes pour l'eau potable et l'irrigation des jardins.

Il fallut attendre pour cela l'ère des Tanzimats, des « réorganisations » entre 1839 et 1876. L'empire est alors en pleine décadence, les dernières conquêtes se sont achevées en 1683 et l'épicentre du monde étant désormais du côté occidental avec le développement du capitalisme.

C'est que le capitalisme va avec la montée des nationalismes, et l'empire qui n'a jamais été unifié est secoué par des velléités d'indépendance, notamment dans sa partie occidentale. Il est tenté de rattraper le retard de manière artificielle, en s'appuyant sur le droit, avec le code Civil à la française comme exemple d'inspiration notable.

Entre 1840 et 1858, ces réformes contiennent notamment de nouvelles lois pénales, la modification du découpage administratif du pays, la suppression des différences fiscales entre musulmans et non-musulmans, la création d'une banque centrale, l'introduction d'un code de propriété foncière.

En 1867, il y a le droit pour les étrangers de posséder des biens immobiliers en vue d'attirer les capitaux, en 1869 l'introduction de la « nationalité ottomane ».

Les ottomans n'auront pas d'autre choix que de faire appel aux entreprises étrangères et leurs ingénieurs pour concrétiser la modernisation. Par exemple, l'irrigation de Beyrouth sera confiée à l'ingénieur français Thévenin en 1870, ce qui préfigure l'intervention massive sous mandat français avec la Régie des études hydrauliques.

Durant ces trente années des Tanzimats, plutôt que de parvenir à unifier sous une identité ottomane, la libéralisation favorise l'agitation politique en faveur des nationalismes. Le code civil est achevé en 1876, mais un retour en arrière conséquent est effectué avec le début de la guerre avec la Russie en 1878 dans une ultime tentative de présenter un front uni.

Pourquoi doit-on alors parler de pays semi-colonial semi-féodal au Moyen-Orient ?

Il n'y a que deux possibilités : soit un pays a connu une révolution nationale menée par la bourgeoisie nationale et est de type capitaliste-impérialiste, soit un pays est semi-colonial semi-féodal.

Dans ce second cas, le capitalisme est arrivé par en-haut sous l'influence de puissances extérieures, souvent dans des pays qui ne sont même pas arrivés au féodalisme.

Or, on voit que l'empire ottoman lui-même est disloqué sous la pression du repartage du monde entre grandes puissances ; son découpage est procédé par la Société des Nations (SDN). Celle-ci fut créée après la première guerre mondiale par les pays vainqueurs de la guerre pour redistribuer les cartes après la défaite de l'Allemagne et son allié ottoman.

La SDN distribua des mandats, des sortes de tutelles occidentales sur les ruines de l'empire ottoman et des colonies perdues par l'Allemagne. Sous couvert de neutralité et d'œuvrer pour la paix et la stabilité, elle défendait un statu quo impérialiste face à l'essor des révolutions démocratiques ou a minima de mouvement nationalistes pour l'autodétermination.

Comme cela est fait de manière anti-démocratique, en opposition avec la libération nationale, des pays sont créés en s'appuyant sur les bases de l'ancien empire ottoman. Pour le reste, les frontières sont déterminées par des conventions établies par les pays impérialistes eux-mêmes en fonction de leurs intérêts.

En 1918, il y eut la création d'un État turc, le reste de la Turquie actuelle étant partagée entre protectorat français, italien et russe ; à quoi s'ajoutent la Grèce et de la République d'Arménie.

En lieu et place de l'Arabie, promise sournoisement par les Britanniques aux Arabes en échange de leur révolte contre l'Empire Ottoman, il y eut les Émirats arabes du Hejjaz, Assir, Yémen et Hasa le long de la mer Rouge, ainsi que les protectorats français et britanniques. Pour le protectorat français, on a grosso modo l'actuel Liban, la Syrie et le nord de l'Irak. Pour le britannique, la région d'Haïfa et le sud Palestine, la Jordanie, le reste de l'Irak et le Koweït. Quant à l'Égypte elle est occupée depuis 1822 par les Britanniques et ce jusqu'à 1953.

Les puissances impérialistes principales qu'étaient la France et l'Angleterre avaient naturellement pris une longueur d'avance avec les accords secrets Sykes-Pacot de 1916 qui prévoyait un découpage du Moyen-Orient en prévision de la chute de l'Empire Ottoman.

Il faut bien voir que les frontières ne cessèrent de bouger quasiment jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, avec une agitation permanente. Il y eut ainsi la courte vie du Royaume Arabe de Syrie, proclamé par un conseil de nationalistes arabes pendant quatre mois de l'année 1920. Ce bref Royaume correspondant à la Syrie ottomane (en français « le Proche-Orient ») et fut dirigé par le réformateur Fayçal se proclamant roi, expulsé ensuite vers l'Irak par les Français.

L'Irak fut constitué en monarchie constitutionnelle comme entité au sein du mandat britannique de Mésopotamie. Le même « roi » Fayçal 1er en est proclamé le souverain en 1921. C'est un exemple révélateur de l'apparition d'un féodalisme par en-haut profitant à la fois du prestige des révoltes arabes et des bases claniques ayant permis l'essor de la figure de Fayçal comme jouet des impérialistes.

Le rôle de Fayçal avait été de canaliser la révolte arabe ayant pris un essor considérable dans le cadre des contradictions inter-impérialistes de la Première Guerre mondiale.

Il y a dans la même veine :

- la création d'un Liban détachée de la Syrie, alors même que Beyrouth est le port historique de Damas, comme Alexandrie est celui du Caire, ou de Gaza, qui a traditionnellement été le débouché des routes caravanières venant d'Arabie et de la mer Rouge ;
- la mise en place de la Palestine mandataire et l'implantation du foyer sioniste pour ajouter encore à la division non seulement des Arabes entre eux, mais aussi entre les Juifs et les Arabes.

Cela donne un aperçu de la manière dont le caractère semi-colonial s'est articulé avec celui semi-féodal, incarné par des chefs de guerre propulsés rois dans des pays dessinés par les impérialistes et où s'implantèrent massivement des entreprises occidentales.

Dans les années 1920-1930 cela se traduit par des entreprises européennes venant restructurer les pays du Moyen-Orient en leur cœur. L'exemple de la régie des eaux au Liban est très révélateur, car il en est de même pour bon nombre de grands ouvrages, le transport ferroviaire et maritime, l'industrie du bâtiment, et plus tard les énergies fossiles.

Voilà donc comment tous ces pays qui doivent trouver la voie de l'émancipation nationale se retrouvent bloquée en raison de l'impérialisme... Mais la focalisation sur le rôle des impérialistes ne doit pas masquer le rôle actif d'éléments féodaux qui servent le statu quo en faveur de la mainmise impérialiste et empêchent les masses de trouver la voie vers la révolution.

La domination impérialiste n'abolit pas le système de classes préexistant dans les pays dominés. Au contraire, elle va s'en servir, brouiller la lecture de l'histoire avec des faisceaux de contradictions et participer à tromper les masses en jouant sur les aspects qui lui sont favorables à elle et qui sont souvent les plus réactionnaires.

Aucune voie reposant sur les pétrodollars de l'étranger et guidée par les éléments semi-féodaux ne peut être juste. Accepter cela et l'encourager, c'est être sur la voie du renoncement révolutionnaire. Seule la lutte des classes guidée par une analyse scientifique de la situation peut être en mesure de mettre en place des alliances correctes pour faire basculer les événements vers un rapport de force propice à la libération nationale par la révolution démocratique. ■



« Confisquer le capitalisme bureaucratique est la clé pour mener à bonne fin la révolution démocratique, et décisif pour passer à la révolution socialiste.

Le Président Gonzalo voit que le capitalisme bureaucratique est le capitalisme qui engendre l'impérialisme dans les pays arriérés, qu'il est lié à la féodalité caduque et soumis à l'impérialisme, phase supérieure du capitalisme ; qu'il n'est pas au service des majorités, mais à celui des impérialistes, de la grande bourgeoisie et des propriétaires terriens.

Mariátegui avait déjà établi que les bourgeois, en créant des banques, par exemple, engendraient un capitalisme inféodé à l'impérialisme et lié au féodalisme.

Le Président Gonzalo établit magistralement que le capitalisme qui se développe au Pérou est un capitalisme bureaucratique, entravé par les chaînes de la semi-féodalité qui subsistent encore et, d'autre part, subjugué par l'impérialisme qui interdit le développement de l'économie nationale.

C'est donc un capitalisme bureaucratique qui opprime et exploite le prolétariat, la paysannerie et la petite bourgeoisie, et qui freine la bourgeoisie moyenne.

Et pourquoi ? Parce que le capitalisme qui se développe chez nous a connu un processus tardif qui ne permet que l'existence d'une économie soumise aux intérêts impérialistes.

C'est un capitalisme qui représente la grande bourgeoisie, les propriétaires-terriens et la paysannerie riche d'ancien type, classes qui constituent une minorité qui exploite et opprime les grandes majorités, les masses. »

Parti Communiste du Pérou
La révolution démocratique
1988

Féodalité, bourgeoisie compradore et capitalisme bureaucratique

Publié pour la première fois en 2015

Comme on le sait, le matérialisme dialectique enseigne qu'il existe le schéma historique suivant : féodalisme => capitalisme => socialisme. A chaque fois, un mode de production en remplace un autre.

Ce développement en étapes historiques est historiquement été présenté par Karl Marx et Friedrich Engels.

Toutefois, conformément à la loi matérialiste dialectique du développement inégal, ce processus de développement apparaît comme particulièrement tourmenté dans certains cas.

C'est quelque chose qu'il n'est pas forcément facile de comprendre dans notre pays. En France, on sait en effet bien ce que signifie le renversement du féodalisme par la bourgeoisie. Notre drapeau national, notre hymne national, notre devise datent de cet épisode historique.

Toutefois, ce renversement a mis bien plus du temps qu'on ne le pense généralement. La révolution commence en 1789, mais ne se termine réellement qu'en 1848, après des périodes de restauration. Il y a eu révolution, contre-révolution, restauration, contre-restauration, jusqu'à la victoire finale de la bourgeoisie.

Dans d'autres pays, la victoire fut grosso modo du même type, pour les Pays-Bas, l'Angleterre et les États-Unis d'Amérique par exemple, qui développèrent rapidement le capitalisme.

Mais dans d'autres pays, cela se déroula de manière bien plus tourmentée, comme pour l'Allemagne et l'Italie. On sait comment le national-socialisme et le fascisme furent, en partie, le produit de ce développement tortueux de la victoire de la bourgeoisie, qui était étroitement liée à l'aristocratie, dans une sorte de compromis.

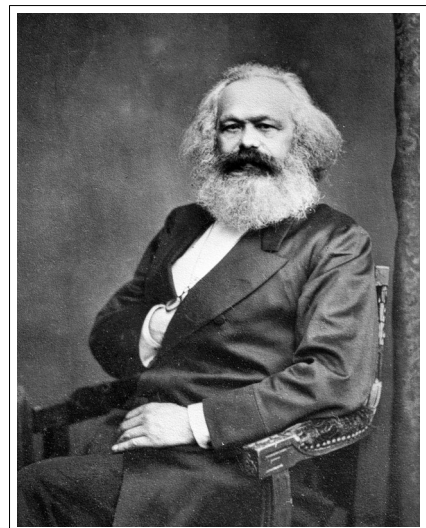
Ce développement inégal n'existe cependant pas uniquement dans le cadre des pays ayant connu la révolution bourgeoise. Il existe également entre les pays ayant connu la révolution bourgeoise et ceux ne l'ayant pas connu, et entre ceux ne l'ayant pas connu eux-mêmes.

Cela est conforme aux lois de la dialectique. Dressons un panorama de ces deux derniers cas.

Triomphe de la démocratie dans un cas, pas dans l'autre

Lorsque la bourgeoisie parvient à réaliser la démocratie, elle peut se renforcer librement ; elle guide la société, elle la façonne selon ses besoins.

Mais la révolution menée par la bourgeoisie n'est pas le seul élément favorable.



Dans le Manifeste du Parti Communiste, Karl Marx et Friedrich Engels notent ainsi :

« La découverte de l'Amérique, la circumnavigation de l'Afrique fournirent un sol nouveau à la bourgeoisie qui levait.

Le marché des Indes orientales et de la Chine, la colonisation de l'Amérique, les échanges commerciaux avec les colonies, la multiplication des moyens d'échange et, en général, des marchandises donnèrent au commerce, à la navigation, à l'industrie, un essor jusqu'alors inconnu, et, du même coup, hâtèrent la croissance de l'élément révolutionnaire présent au cœur de la société féodale qui s'écroulait. »

Ainsi, la féodalité est portée par des couches aristocratiques, à quoi s'oppose la bourgeoisie, formée historiquement par les marchands, négociants, banquiers, etc. A un moment donné, la contradiction est si forte que celle-ci parvient à prendre le pouvoir, et elle profite de la colonisation des « nouveaux mondes » pour renforcer son élan.

Cependant, et on comprend aisément pourquoi, les bourgeoisies des différents pays s'opposent. La bourgeoisie française, ayant triomphé en France, n'a pas attendu que les autres bourgeoisies se développent. Dès qu'une bourgeoisie a atteint un certain stade de développement, elle diffuse son capital où elle le peut, autant qu'elle le peut.

Or, évidemment, cela va avoir des conséquences sur les pays où le rapport de forces féodalité – bourgeoisie n'a pas basculé du côté bourgeois. Voilà que les bourgeois d'un pays doivent s'opposer non seulement aux féodaux... mais également aux bourgeois d'autres pays.



Le capitalisme national face au capitalisme international

L'irruption de capital venant d'un autre pays est un grand danger pour une bourgeoisie. Si son élan est faible, elle ne peut pas faire face.

Lorsque Napoléon organise l'invasion des pays allemands, la bourgeoisie allemande était faible. Le pays était divisé en une multitude de petits régime monarchiques, sauf pour la Prusse, puissante et à l'aristocratie puissamment militarisée.

La conséquence en fut un compromis, plein de soumission, de la bourgeoisie allemande à l'aristocratie prussienne, afin d'unifier le pays et de le libérer des troupes napoléoniennes. Ce processus a durablement affaibli la bourgeoisie allemande.

Mais dans d'autres cas, la bourgeoisie était encore plus faible. Elles n'étaient pas en train d'affronter ouvertement la féodalité, voire même dans certains cas elles n'étaient pratiquement pas développées.

C'est donc une situation très dure, dont la bourgeoisie ne peut pas s'extirper. Mao Zedong constate donc au sujet de la bourgeoisie dans ce cas, qu'il appelle « bourgeoisie nationale » :

« Elle subit l'oppression de l'impérialisme et est entravée par le féodalisme ; aussi se trouve-t-elle en contradiction avec eux. »

En même temps, le mal est fait et la bourgeoisie nationale doit « faire avec ». Aussi, Mao Zedong constate en même temps :

« En raison de sa faiblesse économique et politique et du fait qu'elle n'a pas rompu complètement ses liens économiques avec l'impérialisme et le féodalisme, elle n'a pas le courage de les combattre jusqu'au bout. »

Cependant, il reste une chose à comprendre ici : pourquoi la bourgeoisie nationale n'a-t-elle pas pu se développer ?

La féodalité comme obstacle à la bourgeoisie

On sait que la bourgeoisie a dû mener une bataille longue et acharnée contre la féodalité. La bourgeoisie a, en Europe, développé l'humanisme, le calvinisme, puis les Lumières, affrontant le baroque.

Si donc les bourgeoisies d'autres pays sont des concurrentes, la féodalité est pour la bourgeoisie un obstacle. S'il n'y avait pas la féodalité, le pays pourrait se moderniser, sous la direction de la bourgeoisie nationale ; c'est parce qu'il ne le peut pas que la féodalité est l'ennemi principal, qui permet aux autres bourgeoisies de pratiquer leur influence, leur impérialisme.

Mao Zedong dit donc :

« La classe des propriétaires fonciers est la principale base de la domination impérialiste en Chine ; en utilisant le régime féodal pour exploiter et opprimer les paysans, elle fait obstacle au développement politique, économique et culturel de la société chinoise ; elle ne joue aucun rôle progressiste. »

Il y a toutefois ici une question qui se pose naturellement. Puisqu'il y a du capital qui vient d'autres pays, il faut bien des capitalistes locaux. Or, on a vu qu'il y a une contradiction entre la bourgeoisie nationale et la bourgeoisie d'autres pays. Qui s'occupe alors de ce capital ?

La bourgeoisie compradore

La bourgeoisie des autres pays utilise, en fait, des gens pour gérer son capital. Mao Zedong a expliqué que ces gens formaient une classe sociale, qu'il a appelé « bourgeoisie compradore ». Le terme de « comprador » désignait le gérant ou premier commis qui, tout en étant chinois, était au service d'une entreprise commerciale appartenant à des étrangers.

Mao Zedong donne la définition suivante :

« La grande bourgeoisie compradore est une classe directement au service des capitalistes des pays impérialistes et entretenue par eux ; elle a des attaches innombrables avec les forces féodales de la campagne. »

Il y a ici deux aspects, qu'il faut impérativement comprendre. D'un côté, la bourgeoisie compradore consiste en des hommes de main, des intermédiaires, des gens dont l'activité consiste en quelque sorte en de l'import-export.

Ils importent des marchandises des pays impérialistes, ils leur exportent des marchandises produites dans le pays.

Mais le capital dont ils disposent est systématiquement lié ou soumis aux intérêts du capital des autres pays. Ils ne sont pas indépendants, ni autonomes.

La question qui se pose alors est : d'où viennent-ils ? C'est là justement qu'il faut bien porter son attention sur le second aspect, qui est qu'ils ont des « attaches innombrables » avec la féodalité.

La féodalité modifiée

Pour qu'il y ait une bourgeoisie compradore, il faut qu'il y ait une pénétration du capital non-national dans un pays où la bourgeoisie nationale est particulièrement faible. Mais quand le capital non national pénètre dans le pays, la bourgeoisie compradore ne peut pas encore exister, puisqu'elle est une conséquence de cette pénétration.

D'où vient-elle alors ? Il y a bien entendu des éléments de la bourgeoisie nationale qui peuvent se laisser acheter, mais en tant que classe, la bourgeoisie nationale ne saurait répondre favorablement. Aussi, la bourgeoisie compradore ne puise ici surtout que dans la partie supérieure de la bourgeoisie commerçante.

Néanmoins, c'est rarement suffisant et le capital non national va alors également s'appuyer sur la féodalité. Il y a ici une rencontre tout à fait naturelle.

Pourquoi cela ? Parce que si la bourgeoisie est démocratique dans son propre pays où elle a mené la révolution bourgeoise, avec la libre-concurrence et la compétition économique, elle ne l'est plus lorsqu'elle intervient dans un autre pays.

Elle s'impose ; elle agit par en haut. Elle n'investit pas dans des projets locaux, en partageant ; elle exige, colonise, décide par en haut.



Par conséquent, elle apprécie hautement le style des féodaux, qui décident par en haut. Ceux-ci se voient renforcés et apprécient donc cette alliance de fait.

L'utilisation des grands propriétaires terriens

Il y a cependant un souci évident dans le processus de transformation d'une partie des forces féodales en bourgeoisie compradore. En effet, même si elle est compradore, la bourgeoisie obéit à des principes capitalistes, ce qui n'est pas le cas des féodaux.

En Inde, par exemple, le régime était marqué par un important despotisme de l'État central, qui utilisait des intermédiaires, appelés zamindars, pour collecter les impôts sur des territoires précis.

Lorsque l'impérialisme britannique a contrôlé l'Inde, il a transformé ces zamindars en grands propriétaires terriens ; ce sont les fameux « mahradjahs » et autres « nababs », qui vivent dans l'opulence et le parasitisme le plus complet.

En Amérique latine, l'Espagne avait imposé son modèle féodal, avec des haciendas, grandes propriétés terriennes, et José Mariategui note à ce sujet leur style de vie totalement décadent :

« Le caractère de la propriété agraire au Pérou se présente comme un des plus grands obstacles au développement du capitalisme national. Le pourcentage des terres exploitées par de grands ou de moyens fermiers, et qui appartiennent à des propriétaires qui n'ont jamais dirigé leurs fermes, est très élevé.

Les gros propriétaires, complètement étrangers et se désintéressant de l'agriculture et de ses problèmes, vivent de leurs rentes foncières sans fournir aucun apport de travail ni de réflexion quant à l'activité économique du pays. Ils font partie de la catégorie de l'aristocratie ou du rentier consommateur improductif. Par leurs droits de propriété héréditaire ils perçoivent un fermage qu'on peut considérer comme l'équivalent d'un droit féodal. »

Il y a donc une contradiction au sein des grands propriétaires terriens. L'impérialisme les utilise, car il en a besoin : pour maintenir l'économie agricole à un certain niveau, mais aussi pour empêcher l'accumulation capitaliste aidant la bourgeoisie nationale. Renforcer les féodaux d'un pays c'est saper la bourgeoisie de ce pays.

Intégrer des éléments dans la bourgeoisie compradore est donc logique, c'est la rencontre d'intérêts communs, toujours portés « par en haut » dans leur approche pratique, mais il y a une différence de fond. Les grands propriétaires terriens uniquement parasites ne sont pas capitalistes, ils ne modernisent pas leur production, et ils seront amenés à être remplacés.

Des grands féodaux deviennent des capitalistes compradores

Lénine a très précisément expliqué les deux formes de développement de l'agriculture : par en bas, comme aux États-Unis d'Amérique, et par en haut, comme en Prusse, avec les junkers, qui sont de grands propriétaires terriens impulsant un capitalisme par en haut, de manière ultra-autoritaire.

De grands propriétaires terriens vont suivre ce second modèle dans en fait la quasi totalité des pays du monde. Agissant initialement en monopolistes dans les campagnes, ils vont agir en monopolistes dans l'industrie, en étant au service de bourgeoisies d'autres pays, en tant que bourgeoisie compradore. C'est le principe des grandes familles, qui sont utilisées dans le « jeu » impérialiste mondial.

La bourgeoisie compradore apparaît alors comme union de la partie supérieure de la bourgeoisie commerçante, de grands propriétaires terriens, de secteurs bancaires s'il y en a.

En Turquie, Ibrahim Kaypakkaya constate ainsi :

« La révolution kémaliste est une révolution de la couche supérieure de la bourgeoisie commerçante, des propriétaires terriens, des usuriers turcs et un nombre plus faible de la bourgeoisie industrielle existante.

C'est-à-dire que les chefs de la révolution sont les classes de la grande bourgeoisie compradore turque et les propriétaires terriens. La bourgeoisie moyenne avec un caractère national n'a pas participé à la révolution en tant que force guide. »

La bourgeoisie compradore est par nature monopoliste

On voit donc que la bourgeoisie compradore impulse un capitalisme par en haut, et ce n'est donc pas vrai capitalisme, car le capitalisme est d'abord libéral, seulement ensuite monopoliste. Dans notre cas, il est directement monopoliste.

Il n'a donc pas anéanti les superstructures féodales, les traditions féodales, les mœurs féodales. Il les reprend directement à son compte.

Afin de le distinguer du capitalisme monopoliste des pays où la bourgeoisie a renversé la féodalité, le matérialisme dialectique l'appelle capitalisme bureaucratique. C'est en effet un capitalisme qui n'a pas évolué de manière naturelle, mais toujours par en haut, de manière bureaucratique.

Gonzalo donne ainsi la définition suivante :

« Le capitalisme bureaucratique se développe, lié aux grands capitaux monopolistes qui contrôlent l'économie du pays, des capitaux formés, comme le Président Mao le dit, par les grands capitaux des gros propriétaires fonciers, de la bourgeoisie compradore et des grands banquiers.

Ainsi va naissant le capitalisme bureaucratique et, j'insiste encore une fois, lié à la féodalité, soumis à l'impérialisme, et monopoliste.

Il faut prendre cela en compte : il est monopoliste. »

« Le capitalisme bureaucratique c'est le capitalisme que l'impérialisme développe dans les pays arriérés et qui comprend les capitaux des grands propriétaires terriens, des grands banquiers et des magnats de la grande bourgeoisie. »

La bourgeoisie compradore, le capitalisme bureaucratique et l'État

Bien entendu, puisque ce capitalisme bureaucratique domine, alors cela veut dire qu'il a pris les commandes de l'État. On distingue même la bourgeoisie compradore simple de la bourgeoisie bureaucratique par cette différence essentielle.

Gonzalo constate ainsi :

« Il passe par un processus qui fait que le capitalisme bureaucratique se combine avec le pouvoir de l'Etat et devient capitalisme monopoliste étatique, compradore et féodal; il en découle qu'en un premier moment il se développe comme grand capital monopoliste non étatique, et en un deuxième moment - quand il se combine avec le pouvoir de l'Etat - il se développe comme capitalisme étatique. »

Il y a donc la bourgeoisie compradore qui devient monopoliste, mais de manière dialectique, elle a une tendance à fusionner avec l'État.

Ainsi, chaque bourgeoisie devenue impérialiste a tendance à soutenir sa propre fraction et à disposer de sa propre bourgeoisie compradore. Cela signifie que même lorsqu'une bourgeoisie compradore prend les commandes de l'État, elle fait face à une ou plusieurs bourgeoises compradores concurrentes.

A cela s'ajoute que, de manière naturelle de par sa tendance monopoliste liée à sa nature même, à la base féodale qui se perpétue même en se modernisant, la bourgeoisie compradore ayant développé le capitalisme bureaucratique le plus puissant dans un pays tente d'éliminer ses concurrents et de s'imposer comme capitalisme bureaucratique absolu.

Gonzalo explique ainsi :

« Ce capitalisme, arrivé à un certain moment de son évolution, s'associe avec le Pouvoir de l'État et utilise les moyens économiques de l'État ; il les utilise comme levier économique.

Ce processus va engendrer l'autre faction de la grande bourgeoisie : la bourgeoisie bureaucratique.

C'est de cette façon que va se développer le capitalisme bureaucratique, déjà un capitalisme monopoliste, qui devient alors un capitalisme d'État. Mais ce processus l'entraîne à créer les conditions qui font mûrir la révolution. »

La bourgeoisie compradore et le capitalisme bureaucratique

Il y a donc la nécessité de voir qu'il y a trois sortes de bourgeoisie : la bourgeoisie nationale, la bourgeoisie compradore (elle-même divisée en fractions liées à tel ou tel pays impérialiste), la bourgeoisie bureaucratique qui est la bourgeoisie compradore ayant triomphé et fusionné avec l'État.

Les multiples coups d'État, si typiques de ce type de pays, correspondent au renversement d'une bourgeoisie compradore par une autre pour devenir une bourgeoisie bureaucratique, c'est-à-dire fusionnant avec l'État.

Lorsqu'on dit d'un pays africain que la famille du président ne distingue pas ses propres fonds de ceux de l'État, c'est qu'on a une bourgeoisie bureaucratique parfaitement développée.

Il va de soi que ce capitalisme monopoliste d'État de type bureaucratique est, de par sa nature terriblement exploiteuse et oppressive, l'anti-chambre de la révolution démocratique.

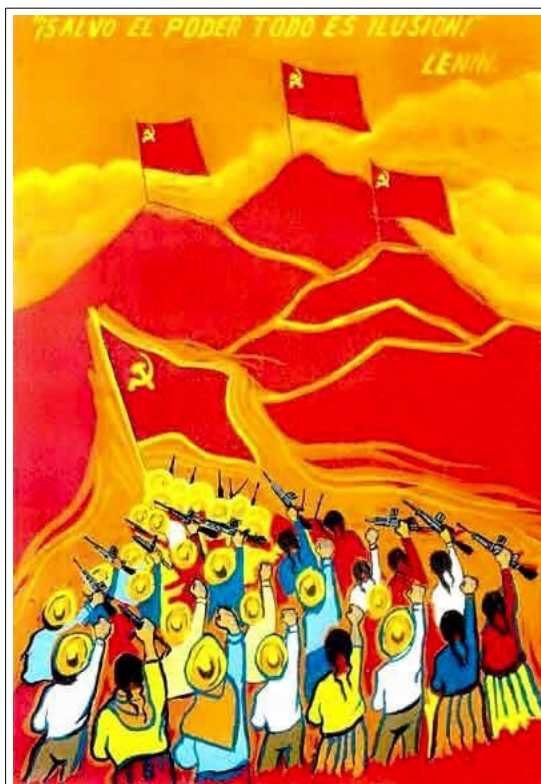
Cependant, il faut bien avoir une juste compréhension du capitalisme bureaucratique en général, sans quoi on soutient une bourgeoisie compradore contre une bourgeoisie bureaucratique, et non la révolution démocratique.

Le social-impérialisme soviétique maquillait ainsi les bourgeoisies compradore à son service en les présentant comme des bourgeoisies nationales, des fractions « progressistes » de l'armée, etc.

Le principe de bourgeoisie compradore était nié, ainsi que le concept de pays semi-colonial semi-féodal. Le révisionnisme diffusé par le social-impérialisme soviétique expliquait qu'à part l'impérialisme, il y avait un « pays dépendant », que tous les pays du monde étaient capitalistes au sens strict, etc.

L'étape maoïste du matérialisme dialectique permet à l'opposé de comprendre la nature du capitalisme bureaucratique et de la bourgeoisie compradore.

Le Parti Communiste du Pérou, guidé par Gonzalo, explique à juste titre que :



« La vision que le Président Gonzalo a du capitalisme bureaucratique est aussi très importante ; il le voit conformé par le capitalisme monopoliste non étatique et par le capitalisme monopoliste étatique, en s'appuyant sur la différenciation qu'il a établi entre les deux factions de la grande bourgeoisie: la bureaucratique et la comprador, afin de ne se mettre à la remorque d'aucune des deux, problème qui mena notre Parti à une tactique erronée durant 30 années.

Il est important d'avoir cette conception, car c'est de la confiscation du capitalisme bureaucratique par le Pouvoir Nouveau que découlera le triomphe de la révolution démocratique et l'avance vers la révolution socialiste.

Si l'on ne visait que le capitalisme monopoliste de l'Etat on laisserait la voie libre à l'autre partie, le capitalisme monopoliste non étatique ; ainsi, la grande bourgeoisie comprador se maintiendrait économiquement et pourrait reprendre le dessus pour s'emparer de la direction de la révolution et frustrer son passage à la révolution socialiste. »

Les grands propriétaires terriens et le capitalisme bureaucratique

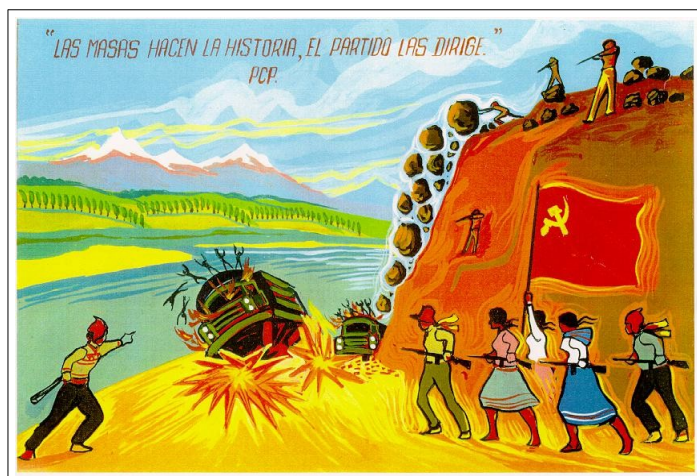
Nous avons vu qu'aux yeux du capitalisme bureaucratique, et ce même s'il est issu en partie de fractions des grands propriétaires terriens, il faut moderniser l'ensemble de l'agriculture. Cela ne veut nullement dire qu'il entend en abandonner le caractère monopoliste, c'est simplement afin de le moderniser.

Bien entendu, cela signifie une contradiction possiblement violente entre les grands propriétaires terriens et le capitalisme bureaucratique. Dans des pays où la féodalité était particulièrement organisée, cette contradiction a pu être violente.

Il faut bien saisir ici que, dans tous les cas, en absence de révolution démocratique, la féodalité est à la base même de la société, même si elle a pu être modernisée. Le capitalisme bureaucratique peut s'effondrer, les bourgeoisies compradores être brisées, mais la féodalité reste la base.

Il est relativement rare qu'un capitalisme bureaucratique s'effondre de lui-même, mais

c'est tout à fait possible, comme le montrent les exemples iranien et irakien, avec à chaque fois les forces féodales érigeant une bourgeoisie comprador (de par les rapports économiques internationaux) et un capitalisme bureaucratique, masquant ce projet derrière le principe du Velayat-e faqih (gouvernement du docte) en Iran et le « califat » en Irak. La brutalité particulière de cette mise en place d'un capitalisme bureaucratique tient au caractère particulièrement réactionnaire de la féodalité qui instaure et généralise sa dimension monopoliste.



Le capitalisme bureaucratique, la bourgeoisie comprador, les grands propriétaires terriens

Il y a donc trois obstacles dans les pays non impérialistes : le capitalisme bureaucratique qui est la tendance naturellement monopoliste étatique de la bourgeoisie comprador dominante, la bourgeoisie comprador en tant que capitalistes servant d'interface avec les exportations et importations impérialistes,

les grands propriétaires terriens aux méthodes traditionnelles ou au contraire ultra-modernisées.

Il faut bien faire attention à ne pas soutenir une bourgeoisie compradore – qui masque sa nature bien entendu – car celle-ci ne ferait que relancer le processus aboutissant au capitalisme bureaucratique.

La bourgeoisie nationale ne peut pas être non plus directement soutenue, dans la mesure où elle est trop faible ; d'éventuels succès ne feraient qu'aboutir à sa scission et à l'émergence à partir d'elle d'une nouvelle bourgeoisie compradore.

La révolution démocratique ne peut donc qu'être portée idéologiquement par la classe ouvrière, et matériellement par les masses paysannes, en conflit direct avec les forces féodales, dont le renversement est considéré comme positivement par la bourgeoisie nationale.

Dans ce processus, l'affrontement avec l'impérialisme est inévitable, jusqu'au triomphe de la révolution démocratique dans tout le pays, détruisant le capitalisme bureaucratique. ■

CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

- La seconde crise générale du capitalisme (page 3)
- Quelques données éparpillées sur la crise jusqu'à la mi-mai 2020 (page 7)
- La crise générale du capitalisme et le sursaut de la civilisation (page 12)
- Crise du capitalisme et intensification de la productivité : le rôle des animaux dans la chute tendancielle du taux de profit (page 14)
- Karl Marx et la crise de surproduction (page 21)
- Remarques sur la surproduction de capital et la surproduction de marchandises (page 26)
- L'erreur d'Eugen Varga (page 40)
- L'erreur de Paul Hecquera (page 47)
- A propos de la crise capitaliste en cours (page 55)

MAI 2020

1

CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

- Les engagements historiques des six mois d'exaltée militante impérialiste des révolutionnaires et la guerre impérialiste comme expression du développement final de la crise générale du capitalisme (page 3)
- La Cause estiment son succès face au développement toujours plus toumouant de la guerre impérialiste (page 7)
- La rétrofit de la barre de travail, suite marquée de la crise générale (page 55)
- Initiative : la facture de l'argent - magique - (page 36)
- Sur le capitalisme d'État - 1932 (page 39)
- L'origine et les causes de la guerre impérialiste de 1914-1918 - 1928 (page 43)
- Hôta Luxembourg : le militarisme, champ d'action du capital (page 61)

Décembre 2021

17

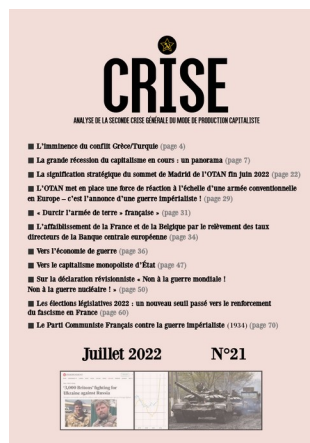
Crise

la revue au format pdf

pour l'analyse de la

seconde crise générale du capitalisme

Les documents incontournables pour comprendre la transformation du monde et agir en communiste



- Cités des banlieues françaises : 2005 l'explosion, 2023 l'implosion (page 3)

- Chronologie des principaux faits des émeutes de juin-juillet 2023 (page 12)

- Les émeutes de la mi-2023 : une décompression psychique dans un mode de production capitaliste en crise (page 25)

- L'affaire Nahel et la question juridique du refus d'obtempérer (page 40)

- Le PCF(mlm) sur la révolte des cités de banlieue en 2005 (page 46)

- Quelques paroles de la B.O. de Ma 6-T va crack-er (page 87)

Le rapport entre semi-colonialisme et semi-féodalisme

PCMLM [Bangladesh] / PCMLM [France]

août 2012

1. Capitalisme bureaucratique, pays opprimés et impérialisme

Selon le Marxisme-Léninisme-Maoïsme, les pays du monde sont divisés en deux types, caractérisant leurs contradictions.

D'un côté, il y a les pays impérialistes, c'est-à-dire les pays capitalistes où le capital financier fait la conquête ou a conquis l'hégémonie dans l'économie, et gagne ou a gagné le contrôle sur l'État bourgeois.

De l'autre côté, il y a les pays opprimés, qui ont subi un processus de semi-colonisation par les pays impérialistes, qui gardent le contrôle par un kaléidoscope de moyens indirects et directs (intervention militaire, corruption, influence idéologique, etc.).

Les pays opprimés ne connaissent pas le capitalisme allant à l'impérialisme, mais une forme particulière de capitalisme : le capitalisme bureaucratique, c'est-à-dire « le capitalisme qui a été développé dans les pays opprimés par l'impérialisme, à côté d'un féodalisme sous-jacent à différents degrés, ou même des stades pré-féodales. » (Déclaration et Programme du PCMLM du Bangladesh)

Les pays caractérisés par le capitalisme bureaucratique sont dépendants des forces impérialistes ; en raison de la compétition impérialiste, il y a souvent des coups militaires et la formation d'une nouvelle classe bureaucratique, soumise à un autre impérialisme qu'auparavant.

Ici, il n'y a pas d'États nationaux. Les États nationaux ne peuvent pas exister à moins qu'il n'y ait le capitalisme avec une bourgeoisie forte. La thèse qu'un pays serait un État national est du révisionnisme et un soutien masqué à une fraction de la bourgeoisie bureaucratique contre une autre.

Dans certains cas, la classe dominante d'un pays semi-colonial semi-féodal tente d'être expansionniste, comme par exemple l'Inde, la Turquie ou dans le passé le Pakistan (occidental) avec le Bangladesh.

Parfois, cela rentre en contradiction avec les forces impérialistes, qui font une intervention militaire, comme contre l'Irak de Saddam Hussein. Cela n'en fait pas pour autant des pays « indépendants » ou « nationaux. »

Pour cette raison, les contradictions fondamentales aujourd'hui sont :

1. La contradiction des nations opprimées, d'un côté, contre la superpuissance (aujourd'hui les États-Unis) et les puissances impérialistes, de l'autre.

Le noyau de la contradiction repose dans la contradiction avec la superpuissance. La solution de la contradiction est la nouvelle révolution démocratique.

2. La contradiction inter-impérialiste

a) La superpuissance impérialiste US contre les puissances impérialistes comme la Russie, la France, la Grande-Bretagne et le Japon, etc.

b) La contradiction entre les puissances impérialistes plus petites.

Cette contradiction amène à la guerre impérialiste mondiale de pillage pour l'hégémonie, ce à quoi le prolétariat doit opposer la guerre populaire et finalement la guerre populaire mondiale.

3. La contradiction entre la bourgeoisie et le prolétariat

La solution de cette contradiction est la révolution socialiste et ensuite les révolutions culturelles.

Déclaration et Programme du PCMLM du Bangladesh

2. Genèse du capitalisme bureaucratique : le féodalisme

Lorsque l'impérialisme en est arrivé au processus de coloniser les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique, il a soutenu le féodalisme.

Ce féodalisme a été la base permettant d'affaiblir la bourgeoisie nationale et de maintenir la domination. Il ne peut pas y avoir de libération nationale sans résolution de la question féodale.

C'est une clé pour comprendre de manière correcte les principes de la Révolution de Nouvelle Démocratie et ne pas croire dans les possibilités de succès d'un « mouvement de libération nationale » qui nécessairement s'effondrera sans cette compréhension.

Ibrahim Kaypakkaya, fondateur du Parti Communiste de Turquie / Marxiste-Léniniste, explique la chose suivante :

« Quelle est la contradiction principale ? Dans tout processus où existent plusieurs contradictions, la contradiction principale est la contradiction qui « joue le rôle dirigeant, déterminant » [Mao, De la contradiction].

Le camarade Mao Zedong a dit dans son ouvrage « Sur la Nouvelle Démocratie » de la même manière la chose suivante : la contradiction principale est la « contradiction qui détermine ou influence le développement des autres contradictions. »

La contradiction entre le féodalisme et les masses populaires aujourd'hui dans notre pays est la contradiction principale, parce qu'elle « détermine ou influence le développement des autres contradictions » et parce qu'elle « joue le rôle dirigeant, déterminant ».

Le développement de la contradiction entre Travail et Capital, ou en d'autres mots entre le prolétariat et la bourgeoisie, dépend du développement et de la résolution de la « contradiction entre le féodalisme et les masses populaires » ; dans la mesure où se développe et est déliée la contradiction, le prolétariat et la bourgeoisie émergent et se développent.

Pour une situation où émerge clairement la contradiction entre le prolétariat et la bourgeoisie, où elle s'aggrave et mûrit, le féodalisme doit être balayé avec toutes ses racines.

C'est la base de la raison pourquoi le prolétariat est le plus déterminé contre le féodalisme et lutte en première ligne. Parce que, plus le féodalisme est balayé par un combat paysan déterminé et final, plus émerge la contradiction entre bourgeoisie et prolétariat, et les conditions favorables apparaissent pour la lutte de classe du prolétariat, pour le socialisme.

Ce sont les idées formant la base de la théorie marxiste-léniniste de la révolution ininterrompue, qui passe par des étapes.

« La contradiction » jouant le rôle dirigeant et déterminant dans la contradiction entre l'impérialisme et le pays en question est la contradiction entre le féodalisme et les masses populaires.

L'impérialisme perpétue son existence et la domination dans ces pays en maintenant le féodalisme dans les domaines politiques et idéologiques, en renforçant et en retardant la liquidation de la propriété féodale et des rapports féodaux. »

Ibrahim Kaypakkaya, Critique générale du révisionnisme de la SAFAK, 1972

Comme exprimé par le camarade Kaypakkaya, le féodalisme maintenu par l'impérialisme permet de laisser faible la bourgeoisie nationale; cela maintient la domination idéologique du féodalisme, même si l'État réactionnaire prétend être « démocratique. »

3. Le féodalisme, base pour la domination du capitalisme bureaucratique

L'aspect principal du développement d'un pays marqué par le semi-féodalisme et le semi-colonialisme est l'aspect féodal. Néanmoins, cela ne signifie pas que le capitalisme bureaucratique soit faible et incapable de se développer.

Au contraire, le capitalisme bureaucratique tente de se ré-impulser par un processus où la société est divisée en corporations et les masses mobilisées dans un sens réactionnaire.

Cela amène également des contradictions avec le féodalisme, comme par exemple en Iran entre le Shah, représentant de la classe capitaliste bureaucratique moderniste, et Khomeini, représentant de la classe féodale.

Avec également le processus où l'impérialisme utilise de plus en plus les ressources naturelles des pays opprimés, une agriculture impérialiste moderne est développée par un processus où le féodalisme lui-même se dissout dans le capitalisme bureaucratique.

C'est le processus qui donne naissance aux immenses plantations modernes et aux immenses fermes produisant des marchandises principalement pour les marchés impérialistes.

Ce processus est capitaliste, mais capitaliste par le haut: c'est capitaliste bureaucratique. C'est un important pilier du fascisme.

Le camarade Kaypakkaya a noté:

« Même si les rapports de propriété, surtout les grandes propriétés terriennes, sont dissoutes à un rythme très lent, ces rapports de propriété conservent leurs formes féodales d'exploitation.

Les formes semi-féodales d'exploitation continuent, comme avec la moitié des récoltes pour le propriétaire terrien, la rente, l'usure, les prêts à intérêt. Les intérêts usuriers et la rente sont pompés par les banques impérialistes.

Les rapports féodaux continuent avec toutes leurs extrêmes, en particulier dans la superstructure. La démocratie bourgeoise va toujours main dans la main avec le fouet du féodalisme.

La démocratie porte toujours un caractère féodal. Une importante partie de la bourgeoisie possède des traits semi-bourgeois, semi-féodaux.

Tout cela, c'est-à-dire tous les rapports féodaux quels qu'ils soient, facilitent la domination indirecte de l'impérialisme, ce sont ses piliers. »

Ibrahim Kaypakkaya, Critique générale du révisionnisme de la SAFAK, 1972

C'est pourquoi, même si le féodalisme est balayé, il continue sous la forme de la dictature du capitalisme bureaucratique, dans le fascisme. Le féodalisme se dissout dans le capitalisme bureaucratique.

Le PCMLM du Bangladesh note dans sa *Déclaration et Programme* :

« Des aspects national et démocratique de cela, l'aspect national est aujourd'hui le principal. C'est-à-dire que le système semi-féodal est le problème principal.

Mais en tant que classe, ce système est porté par la bourgeoisie bureaucratique. La classe qui est le représentant de l'impérialisme, de l'expansionnisme, du capitalisme bureaucratique et du féodalisme, qui a l'État central, le parlement, les banques, les industries, les partis politiques et les armées. Cela signifie que la bourgeoisie bureaucratique a le pouvoir politique. Mais en tant que classe, elle n'est pas indépendante mais un laquais impérialiste.

Ainsi, nous avons à mener une révolution en renversant cette classe, parce que la question centrale de la révolution est de conquérir le pouvoir politique. Mais renverser cette classe est lié au renversement de l'impérialisme, de l'expansionnisme, du capitalisme bureaucratique et du féodalisme. Et selon la loi du matérialisme historique, il n'est pas possible d'aller au renversement du capitalisme et de l'impérialisme sans auparavant renverser le féodalisme.

C'est pourquoi, dans la présente étape de la révolution, c'est principalement une révolution agraire. La tâche principale présente est de renverser le système féodal. Cependant, nous devons garder à l'esprit qu'en tant que classe, les féodaux sont placés sous la structure centrale de la bourgeoisie bureaucratique, et ils ont été placés au niveau bas de la grande bourgeoisie au cours de la formation du capitalisme bureaucratique. »

4. Invasion et colonialisme: une situation spécifique

Même si l'impérialisme a été en situation d'abandonner le colonialisme ouvert, au profit du semi-colonialisme, les situations où prévaut le colonialisme comme aspect principal existent toujours, ou peuvent exister, en tant que situation spécifique qui demande une réponse spécifique.

Dans un pays semi-colonial, la bourgeoisie nationale est faible, opprimée à la fois par l'impérialisme et le féodalisme. Elle possède un aspect progressiste. Elle est *possiblement* une alliée de la révolution démocratique conduite par la classe ouvrière en alliance avec la paysannerie.

Néanmoins, dans une telle situation, l'aspect démocratique est l'aspect principal, alors que si une situation d'oppression nationale ouverte existe en tant que tel, l'aspect national devient prédominant.

L'aspect national devient prédominant dans deux situations claires:

a) Dans un pays où la guerre populaire est capable de démanteler le vieil État, il y aura inévitablement une intervention impérialiste ouverte, parce que les autres pays impérialistes essaieront d'éteindre le feu révolutionnaire qui se répand.

b) Dans un pays où le développement national a été particulièrement faible en raison d'une bourgeoisie faible, il y a toujours eu un processus de soumission par un pays plus fort, c'est-à-dire par un pays capitaliste-impérialiste (comme la Nouvelle-Calédonie par la France) ou par un pays expansionniste semi-colonial (comme le Kurdistan du Nord par la Turquie).

Dans les deux situations, la révolution – démocratique ou bien socialiste – doit porter le drapeau de la libération nationale comme aspect principal.

Comme Staline l'a expliqué :

« la nation est une communauté humaine, stable, historiquement constituée, née sur la base d'une communauté de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique qui se traduit par une communauté de culture. »

Le marxisme et la question nationale

Une intervention extérieure entend nier la nation en tant que phénomène historique, afin de profiter d'elle par l'oppression et l'exploitation. En raison de cela, les communistes doivent rallier les masses de manière plus large, car cela est possible: c'est l'existence du peuple en tant que tel que l'intervention étrangère entend nier, avec les possibilités révolutionnaires qui vont avec.

Les communistes, sans aucune approche chauvine, mettent en avant la nation comme aspect principal, parce qu'elle porte le cours de la révolution, un aspect universel: le saut qualitatif qui existe dans chaque procès et qui fait que chaque nation veut l'égalité et la liberté comme exigence universelle.

C'est une étape nécessaire dans le processus de l'unification humaine de la Terre, d'une société communiste sur toute la planète, vivant en harmonie avec la nature et répandant la vie dans l'univers.

Néanmoins, dans une révolution démocratique, la libération nationale du semi-colonialisme existe également, mais comme aspect secondaire.

Dans les pays semi-coloniaux, c'est une caractéristique du révisionnisme et du hoxhaïsme que de soutenir l'aspect national comme aspect principal, soutenant de manière indirecte la « bourgeoisie nationale », ce

qui cache en fait une faction particulière de la classe capitaliste bureaucratique.

Durant les années 1960-1980, l'URSS social-impérialiste a fait la promotion des « révolutions nationales », uniquement afin de faire triompher non pas la « bourgeoisie nationale » et « l'indépendance », mais une fraction bourgeoise bureaucratique qui devrait gérer le pays comme vassal de l'URSS.

Ce n'est pas ce qu'enseigne le marxisme-léninisme-maoïsme: une guerre nationale de libération existe en tant que telle seulement dans une situation de colonialisme ouvert et d'invasion.

5.Directives politiques

Étant donné que la principale racine est l'aspect démocratique, il est erroné de considérer comme suffisant l'aspect anti-impérialiste. Faire cela serait aboutir à la conception révisionniste d'un « État national. »

A notre époque, il ne peut pas y avoir de « résistance nationale » suffisamment forte pour briser la domination impérialiste, à moins qu'elle ne soit conduite par un Parti Communiste authentique, sous le drapeau rouge.

Aucun drapeau national ne peut avoir de sens, vu que le seul protagoniste de notre époque est la classe ouvrière, soutenue par toutes les classes opprimées.

C'est une erreur idéologique, militaire, culturelle et politique que de souligner de manière unilatérale une résistance nationale, aussi progressiste qu'elle puisse être. Même si cela affaiblit l'impérialisme, il n'y a pas de possibilité pour cette résistance d'aller au-delà et de faire une véritable révolution démocratique.

Sans un soin particulier quant à cette question, il y a le risque de tomber dans le piège de l'impérialisme : la concurrence et la compétition entre les impérialismes font que tous soutiennent un « mouvement » démocratique afin de masquer leurs coups militaires.

En raison de cela, en toute situation, les révolutionnaires vivant dans un pays impérialiste doivent souligner que l'ennemi est leur propre impérialisme; il ne doit y avoir aucune hésitation sur cette question, même si l'impérialisme tente de justifier son intervention (au nom de la démocratie, du droit d'ingérence pour empêcher un « nouvel Hitler », etc.).

Toutes les interventions impérialistes quelles qu'elles soient détruiraient inévitablement tout élément démocratique dans le pays opprimé victime de l'intervention; cela ne ferait que changer le personnel de la classe bureaucratique, sans rien changer de la nature du pays; cela ne ferait que tromper les masses qui espèrent un « changement. »

Mais le seul changement pour les masses dans tout pays opprimé vient par la Guerre Populaire; seule la Guerre Populaire porte le processus réel de destruction de la féodalisme et du colonialisme, de liquidation du vieil État et de production d'un nouvel État démocratique, se transformant dans un processus ininterrompu en État socialiste.

Annexe: Lénine sur les voies prussienne et américaine

Le pivot de la lutte est la latifundia féodale qui est l'incarnation la plus remarquable et le plus fort reste des survivances de la servitude en Russie. Le développement de la production de marchandises et du capitalisme mettra certainement et inévitablement une fin à ces survivances.

A ce niveau, la Russie n'a qu'un chemin devant elle, celle du développement bourgeois. Mais il peut y avoir deux formes de ce développement.

Les survivances de la servitude peuvent aller à leur disparition soit comme résultat de la transformation de l'économie des propriétaires terriens ou bien comme résultat de l'abolition de la latifundia des grands propriétaires terriens, c'est-à-dire soit par la réforme soit par la révolution.

Le développement bourgeois peut procéder en ayant à la tête les économies des grands propriétaires terriens, qui deviendront graduellement plus et plus bourgeois et substitueront graduellement les méthodes bourgeoises d'exploitation à celles féodales.

Il peut aussi procéder en ayant à la tête des économies petites paysannes, qui d'une manière révolutionnaire arracheront « l'excroissance » de la latifundia féodale de l'organisme social et se développera librement sans celle-ci sur la voie de l'économie capitaliste.

Ces deux chemins de développement bourgeois objectivement possible, nous les appellerions respectivement la voie prussienne et la voie américaine.

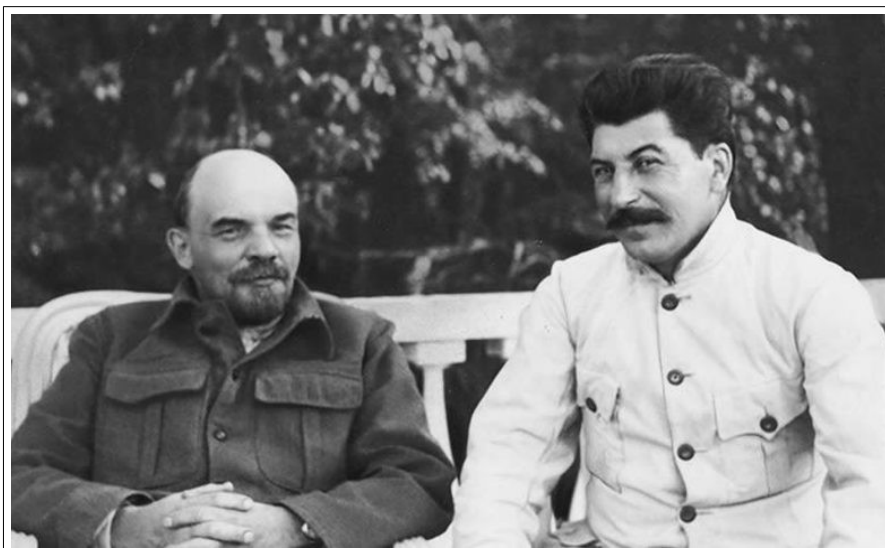
Dans le premier cas, l'économie féodale des propriétaires terriens évolue lentement en une économie bourgeoise des propriétaires terriens Junkers, ce qui condamne les paysans à des décennies d'expropriation et de servitude les plus pénibles, alors qu'en même temps grandit une petite minorité de Grossbauern (« Grands paysans »).

Dans le second cas, il n'y a pas d'économie de grands propriétaires terriens, ou alors elle est brisée par la révolution, qui confisque et divise les territoires féodaux anciennement possédés. En ce cas, les paysans prédominant, deviennent le seul agent de l'agriculture et évoluent en fermiers capitalistes.

Dans le premier cas, le contenu principal de l'évolution est la transformation du servage en servitude et exploitation capitaliste sur les terres des grands propriétaires terriens féodaux – les Junkers.

Dans le second cas, le principal arrière-plan est la transformation du paysan patriarcal en un fermier bourgeois.

Lénine, Le programme agraire de la social-démocratie dans la première révolution russe, 1905-1907, 1907



Les deux voies que j'ai indiquées pour « résoudre » la question agraire dans la Russie en développement bourgeois correspondent aux deux voies de développement du capitalisme dans l'agriculture.

J'appelle ces deux voies les voies prussienne et américaine.

Le trait caractéristique du premier est que les rapports médiévaux dans la propriété de la terre ne sont pas liquidés d'un coup, mais adaptés graduellement au capitalisme, qui pour cette raison conserve pour une longue période des traits semi-féodaux.

Les grandes propriétés terriennes prussiennes n'ont pas été détruites par la révolution bourgeoise; elles ont survécu et sont devenues la base de l'économie « Junker », qui est essentiellement capitaliste, mais implique un certain degré de dépendance de la population rurale, comme la *Gesindeordnung* [Régulation des serfs, 1854, une des nombreuses lois de Prusse supprimant tout droit civil aux travailleurs agricoles; la moindre tentative de grève était punissable par exemple d'emprisonnement.]

Comme conséquence, la domination sociale et politique des Junkers a été consolidée pour de nombreuses décennies après 1848, et les forces productives de l'agriculture allemande se sont développées bien plus lentement qu'en Amérique.

Là-bas, au contraire, ce n'est pas à une vieille économie des grands propriétaires terriens conservant les esclaves qui est devenue la base de l'agriculture capitaliste (la Guerre Civile a détruit les propriétés des propriétaires d'esclaves), mais la libre économie du fermier

libre sur une terre libre – libre d'un côté de toutes les entraves médiévales du servage et du féodalisme, et de l'autre de toutes les entraves de la propriété privée de la terre.

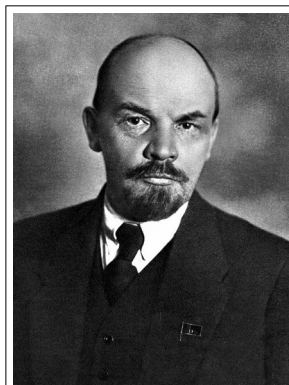
La terre était donnée à un prix nominal en Amérique, de par ses vastes ressources, et ce n'est que sur une base nouvelle, totalement capitaliste, que la propriété privée de la terre s'est maintenant développée là-bas.

Ces deux voies ont toutes deux à peu près clairement émergé en Russie après 1861. Le progrès des fermes des grands propriétaires terriens est indiscutable, et la lenteur de ce progrès ne relève pas du hasard, mais est inévitable tant que restent les survivances du servage.

Il est aussi au-delà de tout doute que plus les paysans sont libres, le moins ils sont écrasés par les restes du servage (dans le Sud par exemple, toutes ces conditions favorables existent) et finalement et surtout plus les paysans sont fournis en terres, plus il y a une grande différenciation au sein de la paysannerie et plus rapide est le processus de formation d'une classe de fermiers, capitalistes ruraux.

Toute la question du développement futur du pays revient à cela: laquelle de ces deux voies de développement va finalement prévaloir, et de manière correspondante, quelle classe portera le changement nécessaire et inévitable – la vieille noblesse possédant les terres ou le fermier paysan libre?

Lénine, La question agraire en Russie vers la fin du 19ème siècle, 1908



L'Afghan Akram Yari et le capitalisme bureaucratique

*Article de présentation de l'analyse d'Akrami Yari,
fondateur du mouvement maoïste en Afghanistan.*



Qu'est-ce que le capitalisme bureaucratique ? La compréhension de cette forme sociale est au plus profond du noyau du maoïsme.

Selon le maoïsme, il y a deux types de pays : les pays impérialistes d'un côté, et les pays opprimés de l'autre.

Ces pays opprimés sont semi-coloniaux, semi-féodaux.

Dans les pays capitalistes, le marché libre a triomphé et anéanti les restes féodaux.

Cela n'est pas le cas dans les autres pays, où la bourgeoisie a été trop faible face à l'hégémonie impérialiste, et où le féodalisme n'existait pas dans une version développée, l'économie du pays étant

fondée sur une économie traditionnelle d'auto-suffisance locale.

En raison de cela, le capitalisme a été d'un côté dans l'incapacité d'abolir le féodalisme organisé d'en haut par l'impérialisme, de l'autre côté incapable également de se développer franchement.

Cela amène à la situation où le capitalisme est une forme dégénérée, existant d'un côté en soumission à l'impérialisme, et de l'autre en rapport étroit avec le féodalisme.

Il y a de fait une contradiction entre la bourgeoisie bureaucratique et la bourgeoisie nationale, et pour cette raison la bourgeoisie bureaucratique soutient le féodalisme contre la bourgeoisie nationale et sa volonté de généraliser le capitalisme.

Pour cette raison, aucune « modernisation » ne peut vraiment avoir lieu, parce que le féodalisme bloque chaque développement ; même s'il est apparemment faible, il se maintient par différentes formes.

Voyons ce que nous enseigne Akram Yari avec l'exemple afghan :

« Est-ce que le développement d'un tel capitalisme corrompu et dégénéré [le capitalisme bureaucratique] qui vient de la situation de l'impérialisme mondial, triomphe de la féodalité sur le long terme ?

Est-ce que l'impérialisme est en mesure de développer son embryon (le capitalisme) sous cette forme dans ce pays (en Afghanistan)? [Sans s'appuyer sur une forme corrompue, qui est le capitalisme bureaucratique] La réponse à cette question, selon notre point de vue, est absolument négative!

Tout d'abord, le développement et la croissance du capitalisme de marché libre, qui joue un rôle secondaire dans une telle circonstance, est sujet à la défaite dans la situation internationale du capitalisme impérialiste.

Cela vient des tendances gloutonnes et de l'expansionnisme hégémonique de l'impérialisme, en particulier du social-impérialisme qui crée des obstacles et empêche le développement de cette classe capitaliste nationale [la bourgeoisie nationale].

Deuxièmement, il y a la croissance et le développement du capitalisme bureaucratique, qui est mélangé avec l'oppression, les troubles et les discriminations féodales, et contaminé par des corruptions, la hiérarchie des privilèges, et en même temps la dictature religieuse fasciste qui lui est aussi inséparablement annexée, et est la seule forme qui a vu le jour dans tous les pays sous la domination du capitalisme [impérialiste] ; dans une telle forme dégénérée [qu'est le capitalisme bureaucratique], non seulement ne se développe pas le capitalisme dans de tels pays, mais plutôt se renforcent et se fortifient les vestiges du féodalisme, et cela joue un rôle pour sauver le féodalisme dans ses frontières, et par cela [un tel développement dégénéré du capitalisme], se maintient la stabilité du marché mondial impérialiste.

Donc, la seule chose que le marché impérialiste apporte à de tels pays, et qu'il appelle « modernisation », est un capitalisme corrompu chétif, qui est pourri et dégénéré plutôt que progressiste, et est plus âgé que n'importe qui peut supposer [et cela est contraire aux allégations de ses apologistes qui argumentent pour son caractère moderne], et c'est plus que son caractère « moderne », cet appui sur le pourri et le vieux [les vieilles infrastructures et superstructures préalables]. »

C'est l'enseignement maoïste classique. Selon les révisionnistes (du type social-impérialiste soviétique ou de la variante hoxhaïste), la bourgeoisie nationale est en mesure de prendre le pouvoir ou au moins d'influencer la société. Le maoïsme nous enseigne que ce n'est pas le cas. Il n'y a pas seulement une bourgeoisie bureaucratique, il y a aussi un capitalisme bureaucratique, il n'y a pas que des forces féodales, il y a le féodalisme. Un pays semi-colonial semi-féodal n'est pas qu'un pays où sont présents une classe capitaliste bureaucratique et le féodalisme, c'est un pays dont la réalité est façonné par eux.

Prétendre changer cette réalité de l'intérieur est, en fait, moderniser à la fois le capitalisme bureaucratique et le féodalisme, formes qui ne sont pas « du passé », mais produites par l'impérialisme ; il y a l'impérialisme d'un côté, la réalité semi-coloniale semi-féodale de l'autre : c'est la forme dialectique de cet aspect de la réalité. ■